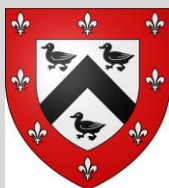


Département des Yvelines

Commune d'HARDRICOURT



PLU

Plan Local d'Urbanisme

1

Rapport de Présentation



Dossier pour arrêt en Conseil Communautaire du :



SIAM - Urbanisme

SOMMAIRE

DIAGNOSTIC URBAIN	7
Partie I. Présentation de la commune	8
I – Situation de la commune	8
1.1. Localisation.....	8
1.2. Contexte intercommunal : la Communauté d'Agglomération Vexin Centre Seine Aval	9
II – Origines et développement d'Hardricourt	10
Partie II. Dynamiques socio-démographiques.....	11
I – Dynamiques démographiques et socio-économiques.....	11
1.1. Une augmentation générale de la population, masquant des disparités d'évolution	11
1.2. L'attractivité de la commune et le profil des nouveaux habitants	12
1.3. Le profil de la population et des ménages	13
1.3.1. Une progression des ménages sans enfants... ..	13
1.3.2. et une commune marquée par le vieillissement de la population	15
1.3.3. ... et une diminution de la taille des ménages	16
1.4. La situation socio-économique de la population	17
1.4.1. Le profil des actifs.....	17
1.4.2. Le chômage.....	18
1.4.3. Les revenus des ménages	19
1.5. Les effectifs scolaires	19
II – Caractéristiques de l'offre de logements	21
2.1. Le parc de logements	21
2.1.1. L'évolution du parc de logements	21
2.1.2. Une augmentation du nombre de logements vacants	22
2.1.3. Les opérations de logements récents et en cours	22
2.2. Les caractéristiques du parc de résidences principales	24
2.2.1. Un parc de résidences principales composé majoritairement de grands logements, en accession	24
2.2.2. Le parc de logements sociaux.....	25
2.3. L'hébergement et le logement des populations spécifiques	26
III – Synthèse des enjeux.....	27
Partie III. Fonctionnement urbain	29
I – Les équipements	29
1.1. La répartition des équipements sur le territoire.....	29
1.2. Les différents équipements de la commune	30
1.2.1. Les équipements administratifs	30
1.2.2. Les équipements scolaires et périscolaires.....	30
1.2.3. Les équipements de loisirs et de sport.....	31

1.2.4. Les autres équipements	32
1.3. Les opérations d'équipements en cours	32
1.4. Le tissu associatif.....	33
II – Les activités économiques	34
2.1. Les entreprises et les emplois	34
2.2. Le commerce et les services	35
III – Les espaces publics et lieux de centralité	40
IV – Les entrées de ville	42
4.1. L'entrée de ville sud-ouest, RD 190	42
Cette entrée de ville est soumise à un projet, proposant de :	43
4.2. L'entrée de ville sud-est, RD190	44
4.3. L'entrée de ville est – RD 28.....	46
4.4. L'entrée de ville est – RD 14.....	47
4.5. L'entrée de ville nord – RD 913	49
4.6. Les entrées de ville ouest.....	50
Partie IV. Analyse morphologique	51
I – L'évolution de la trame urbaine	51
II – La répartition des fonctions.....	53
III – Les tissus urbains résidentiels.....	54
IV – Le patrimoine bâti	55
4.1. Le patrimoine remarquable	55
4.1.1. L'église Saint-Germain de Paris et son clocher	55
4.1.2. Le château des Tourelles	55
4.1.3. Le château d'Hardricourt.....	56
4.1.4. Les protections au titre des monuments historiques	57
4.2. Le patrimoine bâti caractéristique	58
4.2.1. Les constructions de type "banlieue"	58
4.2.2. Le patrimoine industriel : l'usine de chocolat.....	62
4.3. Le patrimoine archéologique.....	63
4.4. L'évolution du tissu urbain	64
Partie V. Documents supra-communaux	65
I – Le schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF)	65
1.3.1. Relier et structurer	66
1.3.2. Polariser et équilibrer	66
1.3.3. Préserver et valoriser.....	66
II – L'opération d'intérêt national (OIN) Seine-Aval.....	68
III – Le plan de déplacements urbains de la région Ile-de-France (PDUIF)	68
IV – Le schéma départemental d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)	70
V – Le schéma départemental des carrières des Yvelines	70
VI – Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage des Yvelines et la zone spéciale 109.....	72
VII – Le schéma départemental des espaces naturels (SDEN) des Yvelines	73

VIII – Le schéma départemental des randonnées pédestres	74
IX – Le schéma départemental des itinéraires Véloroutes et Voies Vertes (VVV)	75
X – Le schéma départemental d'aménagement pour un développement équilibré des Yvelines (SDADEY) ...	76
ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	77
Partie I. Milieu physique.....	78
I – La topographie	78
II – L'hydrographie	79
2.1. La Seine	79
2.2. La Montcient	80
III – La géologie	80
3.1. La géologie des Yvelines	80
3.2. La géologie d'Hardricourt	80
Partie II. Espaces naturels, espaces agricoles et paysages	82
I – Les espaces naturels	82
1.1. Les inventaires et protections des milieux naturels	82
1.1.1. Le site inscrit du Vexin Français	82
1.1.2. L'absence d'autres inventaires ou protections	82
1.2. Les entités naturelles	83
1.2.1. Les milieux boisés	83
1.3. Les milieux potentiellement humides.....	85
II – Les espaces agricoles	87
III – Les espaces verts et respirations vertes urbaines	87
3.1. Les espaces verts urbains	88
3.1.1. Le parc du Château des Tourelles	89
3.1.2. Les terrains de sport	89
3.1.3. La place du Lieutenant François Martin	89
3.2. Les respirations vertes	90
IV – Les paysages	90
4.1. Les entités paysagères.....	90
4.2. Les perspectives paysagères.....	92
Partie III. Air, climat et énergie.....	93
I – La qualité de l'air	93
1.1. Les différents polluants	93
1.2. Les émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre à l'échelle de l'Île-de-France et des Yvelines	93
1.3. Les rejets de pollution à Hardricourt.....	94
II – Le climat	95
2.1. Les températures	95
2.2. La pluviométrie.....	96
2.3. L'ensoleillement	97

III – La gestion de l'énergie	99
3.1. L'évaluation du niveau de consommations énergétiques des constructions	99
3.1.1. L'époque de construction et la typologie des logements	99
3.1.2. Les statuts d'occupation et les modes de chauffage	99
Partie IV. Déplacements	101
I – Le réseau viaire	101
1.1. Les axes structurants	102
1.1.1. Les axes structurants existants	102
1.1.2. Les comptages routiers	103
1.1.3. Les projets d'infrastructures	103
1.1.4. La circulation sur la commune	104
1.2. La voirie secondaire	105
1.3. La voirie de desserte	105
II – Les transports en commun	106
2.1. Les transports ferroviaires	107
2.1.1. La gare de Meulan Hardricourt	107
2.1.2. La gare des Mureaux	108
2.2. Le réseau de bus	108
III – Les liaisons douces	113
3.1. Le GR 2	113
3.2. Le réseau de cheminements doux	114
IV – Les déplacements des habitants	115
4.1. Le taux de motorisation des ménages hardricourtois	115
4.2. Les déplacements domicile-travail	116
Partie V. Réseaux	117
I – L'eau potable	117
1.1. La qualité de l'eau	117
1.2. La protection du captage d'eau potable	118
II – L'assainissement	118
Partie VI. Risques, nuisances et pollutions	119
I – Les risques	119
1.1. La synthèse des risques cartographiés	119
1.2. Le risque d'inondation	119
1.2.1. Le risque d'inondation de la Seine	119
1.2.2. Le risque d'inondation de la Montcient	121
1.3. Les risques de mouvement de terrains liés à la présence d'anciennes carrières souterraines abandonnées	121
1.4. Le risque mouvement de terrain lié au phénomène de retrait-gonflement des argiles	121
1.5. Les arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle	125
1.6. Le transport de matières dangereuses	125
1.7. Le risque de sismicité	126

II – Les nuisances sonores	127
III – Les pollutions des sols	130
3.1. Le site BASOL	130
3.1.1. Description du site	131
3.1.2. Description qualitative du site.....	131
3.2. Les sites BASIAS	132
IV – Les déchets	133

DIAGNOSTIC URBAIN

PARTIE I. PRESENTATION DE LA COMMUNE

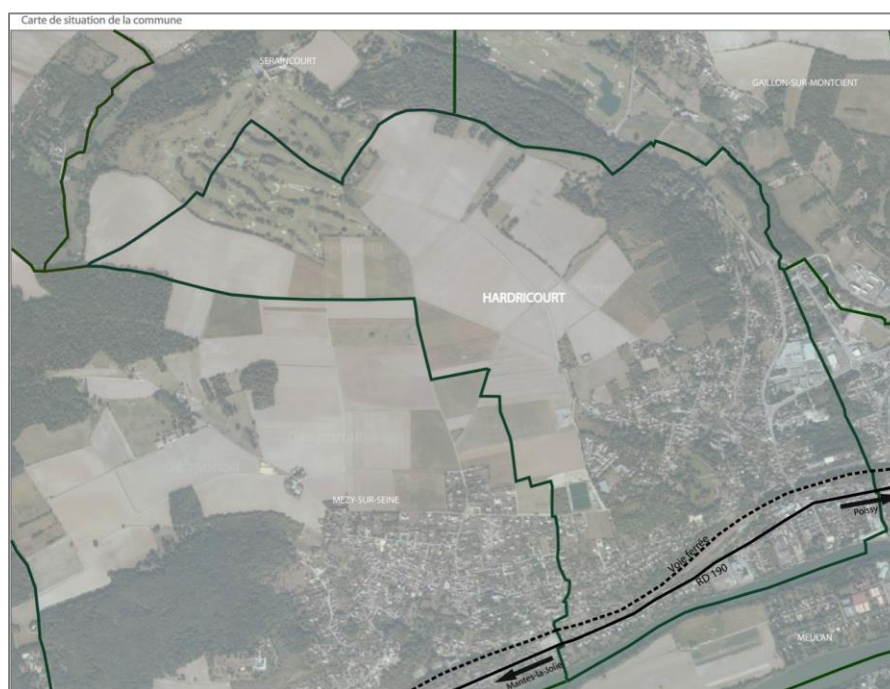
I – Situation de la commune

1.1. Localisation

Située sur la rive droite de la Seine, au nord du département des Yvelines, Hardricourt est située à 15 kms à l'est de Mantes-la-Jolie.

La commune est séparée de Meulan à l'est par la Montcient, et limitrophe de Mézy-sur-Seine à l'ouest, de Gaillon-sur-Montcient au nord-est et de Seraincourt (située dans le Val d'Oise) au nord-ouest.

Elle est séparée de la commune des Mureaux, au sud, par la Seine.



1.2. Contexte intercommunal : Grand Paris Seine & Oise

Préalablement inscrite au sein de la **Communauté d'Agglomération Vexin-Centre-Seine-Aval**, qui regroupait 15 communes situées au nord du département, en limite du Val d'Oise, la commune d'Hardricourt a intégré en 2016 Grand Paris Seine et Oise.



Issue de la fusion de 6 intercommunalités du Nord-Yvelines, la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise a été créée le 1er janvier 2016. Elle regroupe plus de 400 000 habitants et 73 communes, autour des pôles urbains de Mantes-la-Jolie, Les Mureaux et Poissy.

Conformément à la loi MAPAM (Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'Affirmation des Métropoles) du 27 janvier 2014, les intercommunalités franciliennes « dont le siège se situe dans l'aire urbaine de Paris » étaient ainsi tenues de « former un ensemble d'un seul tenant et sans enclave d'au moins 200 000 habitants ». Présenté le 28 août 2014, le nouveau schéma régional de coopération intercommunale a été validé le 4 mars de la même année.

II – Origines et développement d'Hardricourt

L'origine du village se rattache à la fondation du prieuré Saint-Nicaise de Meulan. Les moines assainissent ce lieu marécageux, encore inculte au 10^{ème} siècle. Sur les terres ainsi mises en valeur, des habitations se groupent autour d'une chapelle élevée par Guillaume de Beaumont, prieur de Saint-Nicaise, en 1083.

Après le passage de plusieurs prieurs, Albod en 1095, Hugues de Gournay en 1114, et Simon de Montfort (1120-1162), l'Eglise Saint-Germain fut élevée en 1162, à l'emplacement de la première chapelle.

Au moyen-âge, la vigne tient une place prépondérante sur les coteaux de la vallée, surtout entre Vaux-sur-Seine et Bonnières. La paroisse d'Hardricourt, jusqu'au 17^{ème} siècle se signale parmi les plus riches sur le plan viticole. Le cheptel n'y a jamais été très nombreux (29 bovins en 1862 contre 67 en 1765).

Lors de la Révolution, Hardricourt fait partie des vingt communes du canton de Meulan et se trouve rattachée au chef-lieu de district de Saint Germain en Laye.

L'évolution du peuplement est très lente de 1700 à 1890. Le premier projet de chemin de fer de 1869 n'envisageait qu'une liaison Argenteuil - Triel. Le conseil municipal de Meulan demande son prolongement jusqu'à Mantes.

Hardricourt est doté d'une gare, inaugurée le 5 juin 1892, partagée avec Meulan. Cette réalisation à flanc de coteau fut longue et délicate. Longtemps, les ingénieurs hésitèrent à percer un tunnel sous l'église de Meulan. La gare porta le nom de Meulan-Hardricourt. L'ancienne station de la ligne Paris - Rouen existant depuis 1843 en rive gauche devient l'actuelle station des Mureaux. L'activité économique de la commune bénéficie de sa desserte ferroviaire : des industriels s'installent, quittant le Vexin pour se rapprocher du chemin de fer.



Carte Cassini (levée entre 1749 et 1757) – Source : VISIAURIF



Carte des Chasses du Roi (levée entre 1731 et 1773) – Source : VISIAURIF

PARTIE II. DYNAMIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

Précisions

L'analyse socio-démographique est réalisée à partir des données du recensement de la population diffusées par l'INSEE.

Les valeurs et évolutions communales sont confrontées à celles de territoire de référence, permettant une comparaison et un positionnement de la commune dans un contexte plus large. L'évolution socio-démographique d'Hardricourt est comparée aux moyennes enregistrées sur le périmètre de la Communauté d'Agglomération Vexin Seine Centre Aval. Si celle-ci a été créée seulement en décembre 2011, les données présentées couvrent les territoires des quinze communes membres.

I – Dynamiques démographiques et socio-économiques

1.1. Une augmentation générale de la population, masquant des disparités d'évolution

La commune d'Hardricourt comptait **2 070 habitants** lors du recensement de 2012. Si la population a connu une progression de près de 50 % durant les quarante dernières années, son évolution n'a pas été régulière : à chaque période de croissance de la population a succédé une diminution du nombre d'habitants.

POP T1M - Population

	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012
Population	1 431	1 636	1 568	1 989	1 918	1 978	2 070
Densité moyenne (hab/km ²)	436,3	498,8	478,0	606,4	584,8	603,0	631,1

Source : INSEE

Les différentes phases de l'évolution démographique :

- après une croissance de la population sur la **période 1968-1975**, portée exclusivement par le solde migratoire, la commune enregistre une diminution du nombre d'habitants entre 1975 et 1982. Cette décroissance résulte de la combinaison d'un solde migratoire et d'un solde naturels négatifs.

Précisions

solde naturel : différence entre les naissances et les décès sur le territoire communal

solde migratoire : différence entre les emménagements et les déménagements sur le territoire communal

Durant cette période, l'évolution démographique d'Hardricourt se singularise de celle enregistrée à l'échelle du département et du territoire de la communauté d'agglomération, qui connaissent un taux d'évolution annuel positif,

POP T2M - Indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2007	2007 à 2012
Variation annuelle moyenne de la population en %	+1,9	-0,6	+3,0	-0,4	+0,4	+0,9
due au solde naturel en %	+0,0	-0,3	+0,1	+0,5	+0,4	+0,7
due au solde apparent des entrées sorties en %	+1,9	-0,3	+2,9	-0,9	0,0	+0,2
Taux de natalité (‰)	11,4	8,8	10,6	12,4	10,1	12,2
Taux de mortalité (‰)	11,3	12,1	9,5	7,7	6,0	5,5

Source : INSEE

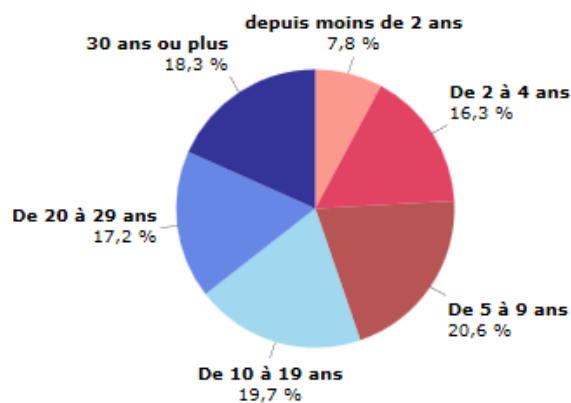
- la **période 1982-1990** est marquée par une forte augmentation du nombre d'habitants (+ 421 habitants), correspondant à une croissance annuelle de 3 %, due principalement à un fort solde migratoire. L'accroissement du parc de résidences principales, durant cette période (+110 résidences principales), n'explique pas, seul, l'augmentation de la population. Celle-ci tient essentiellement au profil des ménages arrivés sur la commune : installation importante de jeunes ménages avec enfants. Le taux d'évolution annuel de la population d'Hardricourt est bien supérieur à celui des Yvelines et à la moyenne enregistrée sur le territoire de la communauté d'agglomération.
- **entre 1990 et 1999**, Hardricourt enregistre une nouvelle diminution de la population (-75 habitants), en raison d'un solde migratoire de nouveau négatif, toutefois compensé par un solde naturel supérieur aux périodes précédentes (+0,5%), à rapprocher du profil des ménages arrivés entre 1982 et 1990 sur la commune. La production de logements (+ 11 logements) durant cette période est insuffisante pour compenser le phénomène de diminution de la taille des ménages,
- Hardricourt enregistre sur la **période 1999-2012** un nouvel accroissement de sa population, pour atteindre les 2 070 habitants en 2012. La croissance annuelle moyenne de 0,9% résulte de soldes naturels et migratoires positifs et est légèrement supérieure à celle du département et du territoire de la communauté d'agglomération.

1.2. L'attractivité de la commune et le profil des nouveaux habitants

La date d'emménagement des ménages dans la résidence principale constitue un indice sur les mouvements de population :

- avec plus de la moitié des logements occupés depuis plus de dix ans, en 2012, la commune est caractérisée par la fidélité de ses habitants,
- la part des ménages occupant leur résidence principale depuis moins de deux ans, supérieure à 10% témoigne de l'attractivité de la commune.

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2012

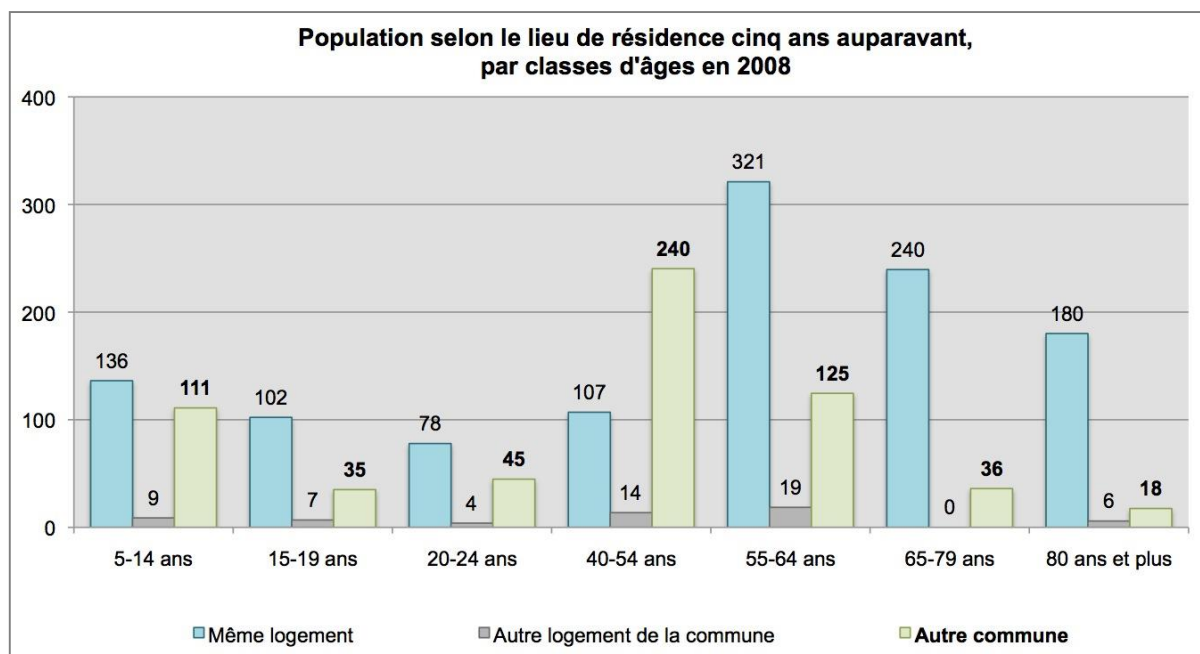


Source : Insee, RP2012 exploitation principale.

Cette attractivité apparaît également à travers les données sur le lieu de résidence de la population cinq ans auparavant. En 2012, **près d'un quart de la population n'habitait pas Hardricourt cinq ans auparavant**.

La population nouvellement arrivée sur la commune résidait majoritairement dans un environnement proche : 70% résidait dans une autre commune des Yvelines 5 ans auparavant. Les principales migrations résidentielles s'organisent avec la commune de Meulan. Parmi la population ayant changé de commune de résidence à cinq ans d'intervalle, 121 personnes ont quitté Meulan pour venir s'installer à Hardricourt tandis que 100 personnes ont emménagé à Meulan, alors qu'elles résidaient à Hardricourt.

L'analyse des lieux de résidence cinq ans auparavant de la population hardricourtoise fait apparaître que ce sont principalement des jeunes ménages avec enfants (classes d'âge des 40-54 ans et des 5-14 ans) qui sont arrivés sur la commune. Plus de 70 % de la population de plus de 5 ans qui occupaient déjà leur logement cinq ans auparavant ont 40 ans ou plus.



Source : INSEE

1.3. Le profil de la population et des ménages

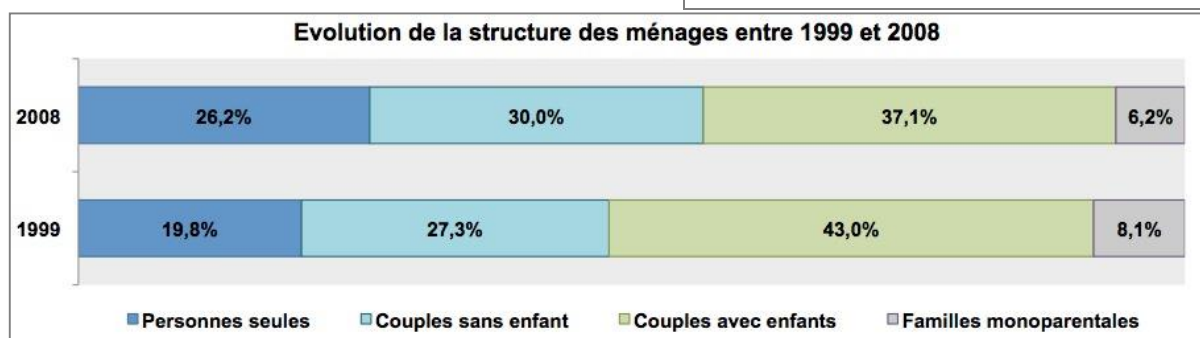
L'attractivité de la commune pour les jeunes ménages avec enfants ne parvient pas à compenser le phénomène de vieillissement de la population et de départ des jeunes décohabitants que connaît Hardricourt.

1.3.1. Une progression des ménages sans enfants...

Entre 1999 et 2012, Hardricourt a connu une évolution importante de la composition de ses ménages : la part des ménages sans enfant a fortement progressé, jusqu'à représenter plus de la moitié des ménages en 2012. La commune a notamment enregistré une forte augmentation de la part des personnes seules.

Précisions

Ménage (au sens de l'INSEE) : ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale, quels que soient leurs liens de parenté



Source : INSEE

FAM T1 - Ménages selon leur composition

	Nombre de ménages				Population des ménages	
	2012	%	2007	%	2012	2007
Ensemble	827	100,0	nd	nd	2 057	nd
<i>Ménages d'une personne</i>	<i>205</i>	<i>24,8</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>205</i>	<i>nd</i>
<i>hommes seuls</i>	<i>105</i>	<i>12,7</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>105</i>	<i>nd</i>
<i>femmes seules</i>	<i>100</i>	<i>12,1</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>100</i>	<i>nd</i>
<i>Autres ménages sans famille</i>	<i>16</i>	<i>2,0</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>32</i>	<i>nd</i>
<i>Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :</i>	<i>606</i>	<i>73,3</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>1 820</i>	<i>nd</i>
<i>un couple sans enfant</i>	<i>226</i>	<i>27,4</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>457</i>	<i>nd</i>
<i>un couple avec enfant(s)</i>	<i>236</i>	<i>28,6</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>920</i>	<i>nd</i>
<i>une famille monoparentale</i>	<i>143</i>	<i>17,3</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>	<i>442</i>	<i>nd</i>

Sources : Insee, RP2007 et RP2012 exploitations complémentaires.

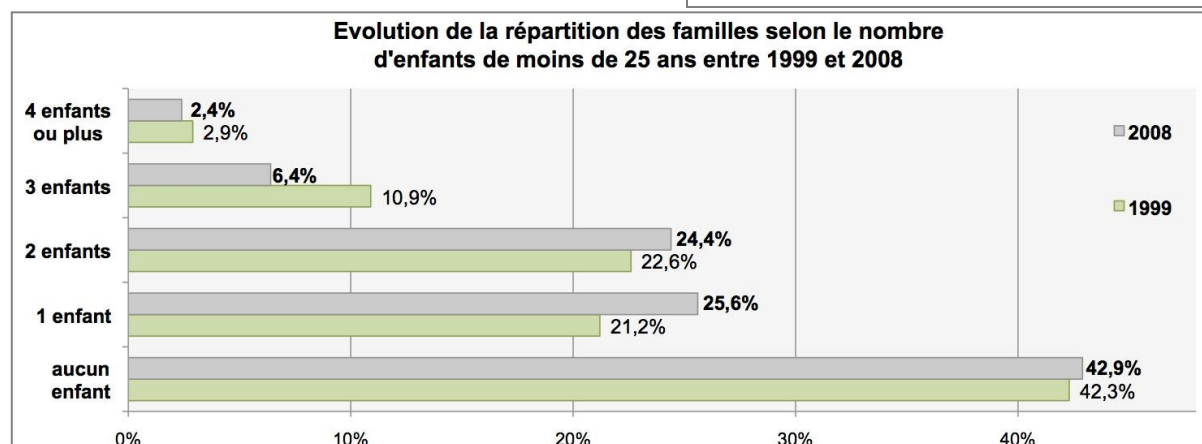
La structure des familles évolue entre 1999 et 2012 :

- la part des familles comptant un ou deux enfants de moins de 25 ans diminue, au détriment de celle des 3 enfants et plus,
- la proportion de famille sans enfant augmente.

Précisions

Famille (au sens de l'INSEE) : partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée :

- soit d'un couple marié ou non, avec le cas échéant son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage
- soit d'un adulte avec son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage



Source : INSEE

FAM T4 - Familles selon le nombre d'enfants âgés de moins de 25 ans

	2012	%	2007	%
Ensemble	621	100,0	nd	nd
<i>Aucun enfant</i>	<i>291</i>	<i>46,8</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>
<i>1 enfant</i>	<i>144</i>	<i>23,3</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>
<i>2 enfants</i>	<i>110</i>	<i>17,7</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>
<i>3 enfants</i>	<i>61</i>	<i>9,8</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>
<i>4 enfants ou plus</i>	<i>15</i>	<i>2,4</i>	<i>nd</i>	<i>nd</i>

Sources : Insee, RP2007 et RP2012 exploitations complémentaires.

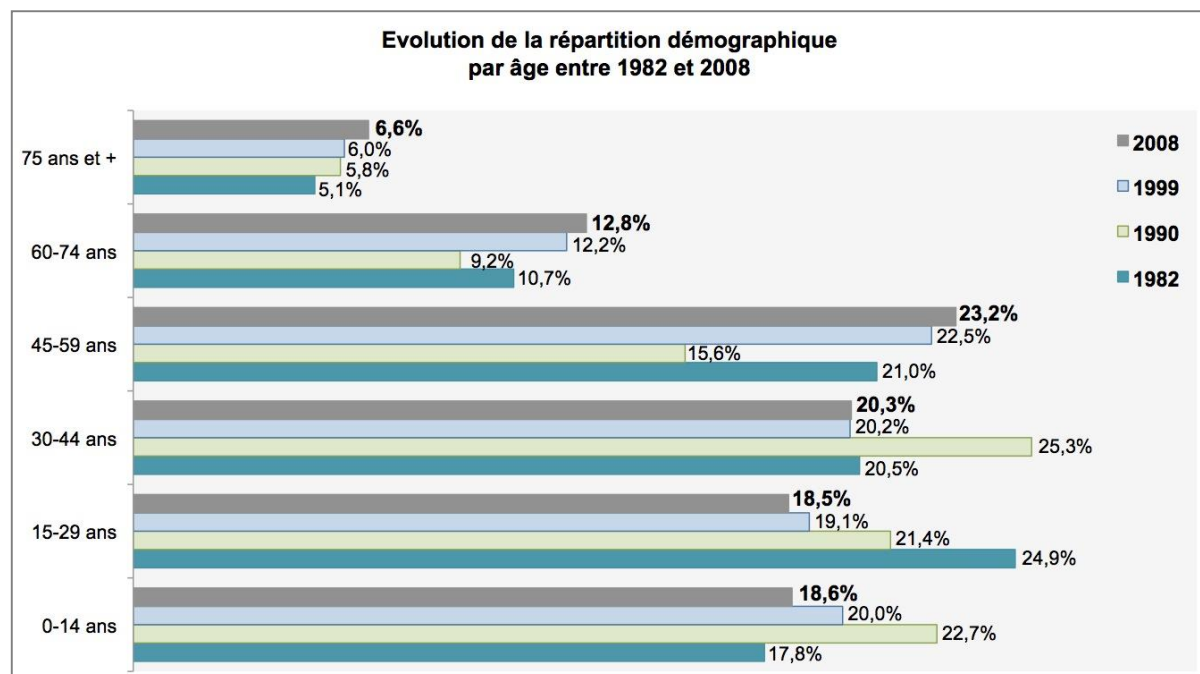
1.3.2. et une commune marquée par le vieillissement de la population

Si la période 1982-1990 avait été marquée par un rajeunissement de sa population, en raison de la forte augmentation des classes d'âge des 30-44 ans et 0-14 ans, **la commune connaît, depuis 1990, un accroissement constant de la proportion des plus de 45 ans**, qui représentaient, en 2008, plus de 40 % de la population :

- la part des classes d'âge des 30-44 ans et 0-14 ans a diminué entre 1990 et 2008, pour retrouver son niveau de 1982 (malgré leur forte augmentation entre 1982 et 1990)
- la proportion des 15-29 ans connaît une diminution constante depuis 1982 (-6,4 pts), avec toutefois un ralentissement de cette décroissance depuis 1990. Cette évolution est à rapprocher de celle des 45-59 ans, dont la part a fortement cru entre 1990 et 1999 et dans une moindre mesure entre 1999 et 2008.

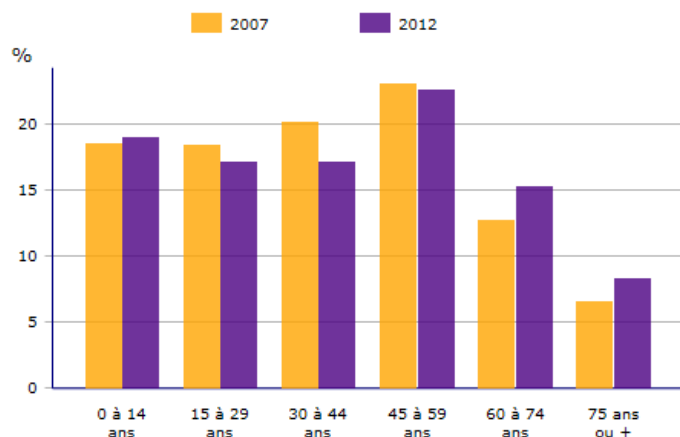
Les couples avec enfants qui se sont installés à la fin des années 1980 sont restés sur la commune et vieillissent. Leurs enfants, devenus adultes quittent le domicile familial et souvent la commune.

- cette évolution s'accompagne d'une augmentation de la part des 60-74 ans depuis 1990 et de celle des 75 ans et plus, de manière régulière depuis 1982.



Source : INSEE

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



Sources : Insee, RP2007 et RP2012 exploitations principales.

Le vieillissement de la population se traduit par une diminution de l'indice de jeunesse à Hardricourt, entre 1999 et 2012.

Précisions

Indice de jeunesse : rapport entre les moins de 20 ans et les plus de 60 ans

Si cette tendance est également constatée sur les territoires de comparaison, la commune est marquée par un indice de jeunesse (1,32), bien inférieur à celui du territoire de la communauté d'agglomération (1,80), même si lui sont ôtées les données relatives à la commune des Mureaux (1,59) et du département (1,53).

1.3.3. ... et une diminution de la taille des ménages

La commune a enregistré, entre 1968 et 2012, une diminution de la taille des ménages :

- en 1968, 100 logements accueillait 290 personnes,
- en 2012, 100 logements hébergeaient 250 personnes

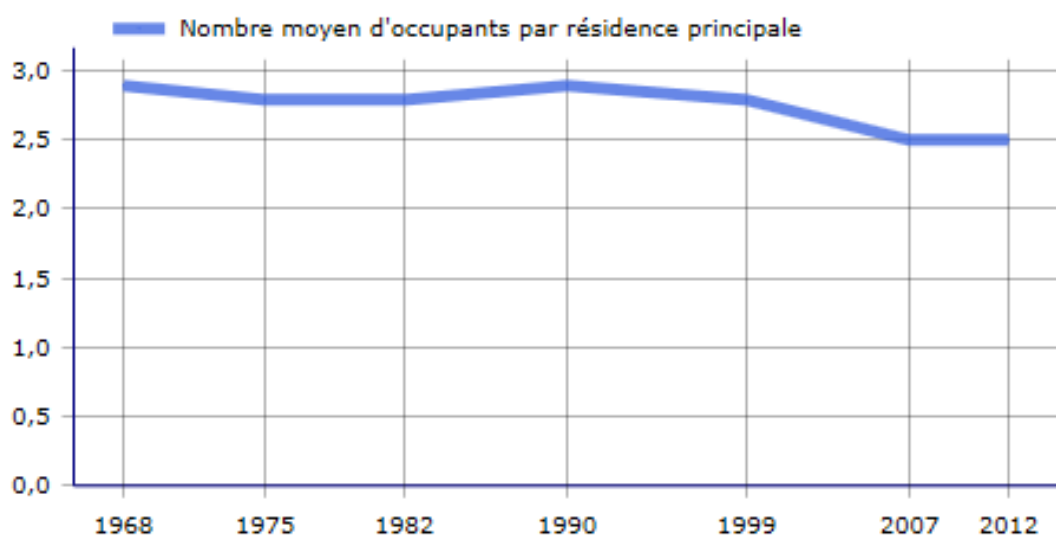
Précisions

Taille des ménages : nombre moyen d'occupants par résidence principale

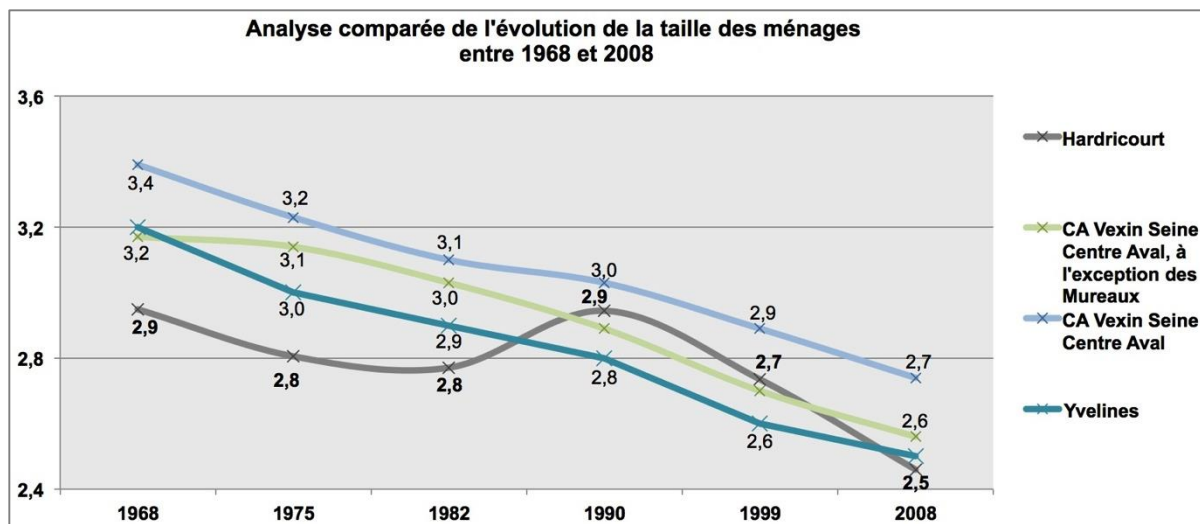
Toutefois, l'évolution de la taille des ménages à Hardricourt n'a pas obéi à la même tendance que celle constatée à l'échelle intercommunale et départementale :

- la commune connaissait en 1968 une taille des ménages bien en deçà de celle enregistrée dans le département et sur le territoire de la communauté d'agglomération,
- l'arrivée de jeunes ménages avec enfants sur la période 1982-1990 a entraîné une croissance du nombre d'occupants par résidence principale,
- la commune a connu, sur la période 1990-2012 une diminution importante de la taille des ménages pour rejoindre le niveau enregistré à l'échelle départementale. Cette évolution est notamment à rapprocher de la diminution de la proportion de la classe d'âge des 15-29 ans : les jeunes décohabitants quittent le domicile familial et la commune.

FAM G1M - Évolution de la taille des ménages



Source : INSEE



Source : INSEE

La diminution de la taille des ménages, ou desserrement des ménages, traduit les évolutions sociologiques telles que le vieillissement de la population, l'augmentation des séparations, la progression du célibat. **Ces phénomènes ont pour conséquence des besoins supplémentaires en logements, à population égale.**

1.4. La situation socio-économique de la population

1.4.1. Le profil des actifs

Hardricourt comptait **1 005 actifs** en 2012.

Le rapport entre le nombre d'actifs et la population en âge de travailler (15-64 ans), ou taux d'activité, a donc augmenté (+4,6 pts) au cours de cette période, pour atteindre 75,1 %.

En 2012, 927 actifs occupaient un emploi. Le rapport entre ces actifs et la population en âge de travailler, ou taux d'emploi, de 68,5 %, avait peu évolué depuis 1999 (+ 1 pt). Les taux d'activité et taux d'emploi en 2012 sont proches de ceux enregistrés à l'échelle des Yvelines.

Précisions

La population active (au sens de l'INSEE) comprend les personnes qui déclarent :

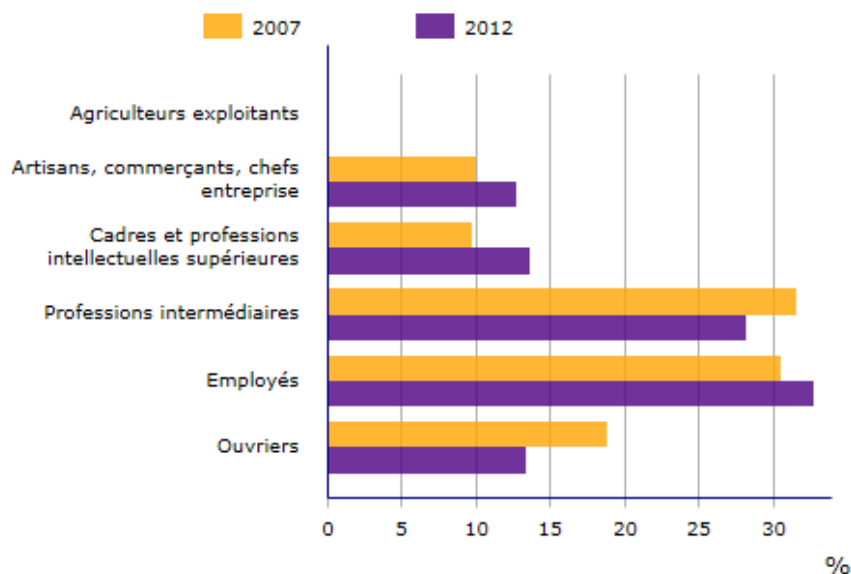
- exercer une profession (salariée ou non) même à temps partiel
- aider une personne dans son travail (même sans rémunération)
- être apprenti, stagiaire rémunéré
- être chômeur à la recherche d'un emploi ou exerçant une activité réduite
- être étudiant ou retraité mais occupant un emploi
- être militaire du contingent (tant que cette situation existait).

Cette population comprend la population active occupée, les chômeurs en recherche d'emploi.

Entre 2007 et 2012, la structure socio-professionnelle de la population active d'Hardricourt a évolué vers une concentration des catégories sociales :

- une baisse des ouvriers et des professions intermédiaires,
- au profit des cadres et professions intellectuelles supérieures et des artisans, commerçants et chefs d'entreprises.

EMP G3 - Emplois par catégorie socioprofessionnelle



Sources : Insee, RP2007 et RP2012 exploitations complémentaires lieu de travail.

1.4.2. Le chômage

Hardricourt comptait **91 chômeurs en 2008**, au sens du recensement, soit **8,8 % de la population active**, taux de chômage équivalent à celui des Yvelines (8,3 %). Le nombre de chômeurs a augmenté entre 1999 et 2008 (+ 25 personnes).

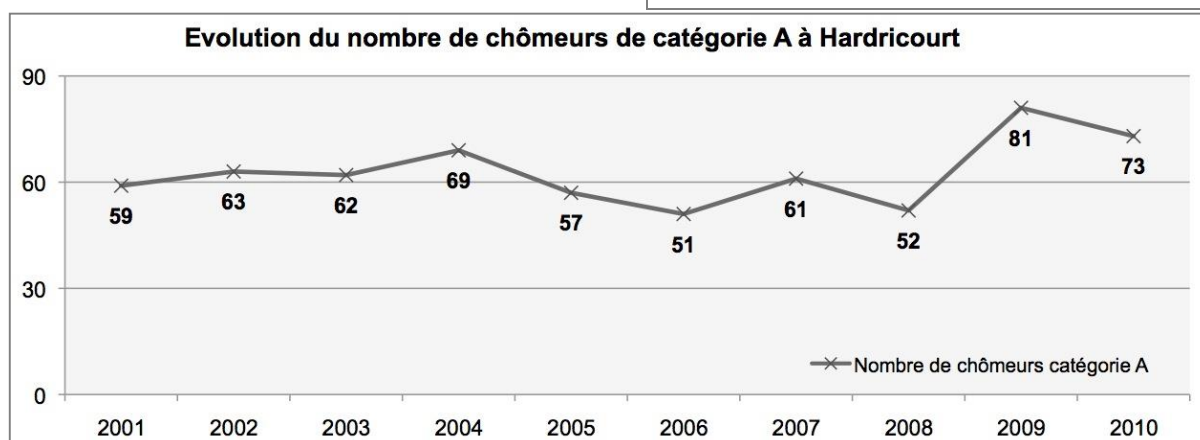
L'analyse de l'évolution du nombre de chômeurs de catégorie A entre 2001 et 2010 laisse penser que le nombre de chômeurs est en évolution depuis 2008.

Précisions

Chômeurs (au sens du recensement) comprend :

- les personnes, de 15 ans ou plus, qui se sont déclarées chômeurs (inscrits ou non à Pôle Emploi) sauf si elles ont, en outre, déclaré explicitement ne pas rechercher de travail,
- et les personnes (âgées de 15 ans ou plus) qui ne se sont déclarées spontanément ni en emploi, ni en chômage, mais qui ont néanmoins déclaré rechercher un emploi.

Chômeurs de catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi



Source : INSEE

1.4.3. Les revenus des ménages

La commune d'Hardricourt comptait **819 ménages fiscaux** en 2009.

Le **revenu médian par unité de consommation à Hardricourt en 2009, 24 247 euros** est très proche de celui des Yvelines, 24 648 euros.

L'absence de données sur le rapport interdécile, établissant un rapport entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus faibles, ne permet pas de connaître l'importance des disparités de revenus au sein de la commune.

Précisions

Unité de consommation (UC) : système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes.

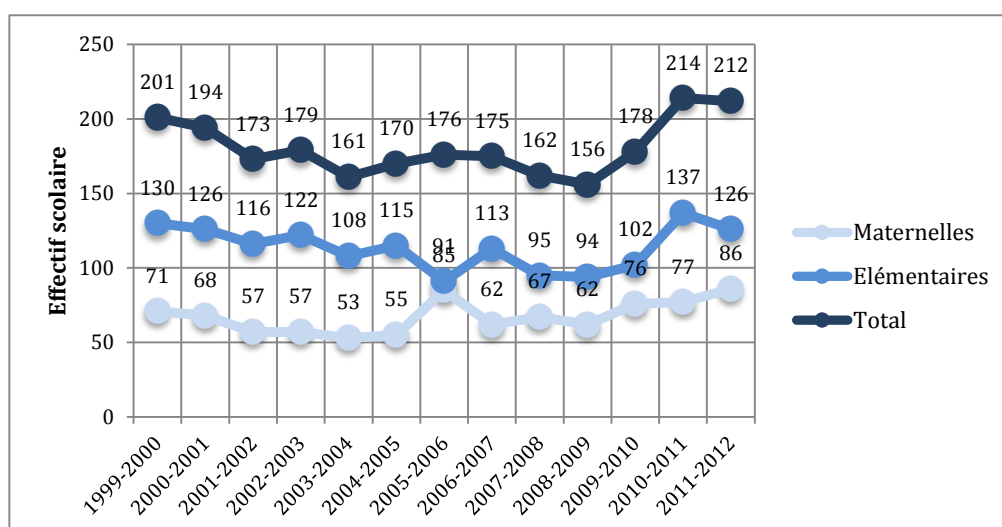
Revenu médian par UC : correspond à une répartition des unités de consommation en deux parties de mêmes effectifs :

- la moitié d'entre elles dispose d'un revenu supérieur au revenu médian,
- l'autre moitié, d'un revenu inférieur au revenu médian

est exprimé par unité de consommation afin de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes.

1.5. Les effectifs scolaires

Effectifs enfants	95-96	96-97	97-98	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	03-04	04-05	05-06	06-07	07-08	08-09	09-10	10-11	11-12
Maternelles	78	77	73	72	71	68	57	57	53	55	85	62	67	62	76	77	86
Elémentaires	169	156	144	134	130	126	116	122	108	115	91	113	95	94	102	137	126
Total	247	233	217	206	201	194	173	179	161	170	176	175	162	156	178	214	212



L'opération du Clos-Barry concernant 58 logements en prêt locatif à usage social et 15 logements en accession à la propriété (soit 73 logements) a entraîné l'arrivée de nouveaux habitants, et a notamment généré l'augmentation des effectifs scolaires depuis 2007.

Depuis 2010, en revanche, les effectifs scolaires ont connu une évolution moins favorable. Le maintien de ces effectifs sera à intégrer dans le projet de la commune.

II – Caractéristiques de l'offre de logements

2.1. Le parc de logements

2.1.1. L'évolution du parc de logements

Entre 1968 et 1990, l'évolution du parc de logements a reposé exclusivement sur l'évolution des résidences principales, la diminution régulière des résidences secondaires étant compensée par l'augmentation des logements vacants. Sur la période 1990-2012, des résidences secondaires sont transformées en résidences principales, en raison de la porosité du marché. Ce phénomène a pour conséquence une augmentation plus importante des résidences principales que des logements.

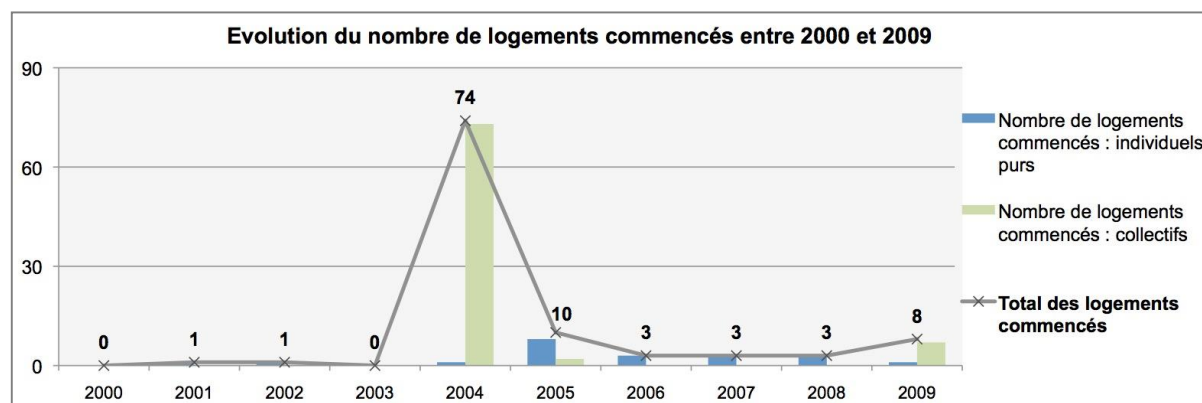
La commune a enregistré une augmentation comparable (+ 15 %) de son parc de logements sur les périodes 1968-75, 1982-90 et 1990-2012, alors que les périodes 1975-82 et 1990-1999 ont été marquées respectivement par une diminution et une quasi-stabilité du parc de logements.

LOG T1M - Évolution du nombre de logements par catégorie

	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012
Ensemble	598	692	660	772	780	866	920
<i>Résidences principales</i>	<i>477</i>	<i>581</i>	<i>559</i>	<i>668</i>	<i>686</i>	<i>798</i>	<i>828</i>
<i>Résidences secondaires et logements occasionnels</i>	<i>100</i>	<i>69</i>	<i>55</i>	<i>46</i>	<i>36</i>	<i>14</i>	<i>12</i>
<i>Logements vacants</i>	<i>21</i>	<i>42</i>	<i>46</i>	<i>58</i>	<i>58</i>	<i>54</i>	<i>80</i>

Source : INSEE

L'étude des logements commencés entre 2000 et 2009 fait apparaître un rythme très irrégulier de la production de logements à Hardricourt.



Source : SITADEL

La production d'une centaine de logements, entre 2000 et 2009 n'a pas été linéaire mais s'est réalisée par "à-coups" :

- une quasi-absence de production de logements entre 2000 et 2003,
- une opération de construction de logements collectifs en 2004
- une production de logements oscillant entre 3 et 10 logements entre 2005 et 2009, sous la forme, principalement de logements individuels purs.

Au cours de cette période, aucun logement n'a été réalisé sous la forme de logement individuel groupé ou en résidence.

2.1.2. Une augmentation du nombre de logements vacants

LOG T1M - Évolution du nombre de logements par catégorie

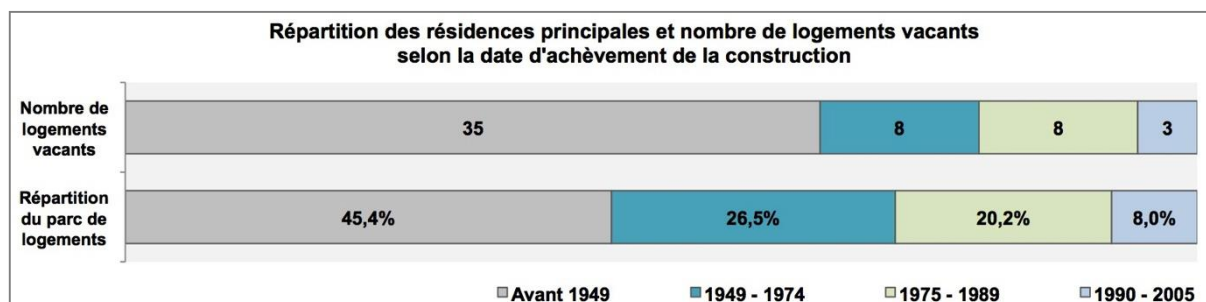
	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012
Ensemble	598	692	660	772	780	866	920
<i>Résidences principales</i>	<i>477</i>	<i>581</i>	<i>559</i>	<i>668</i>	<i>686</i>	<i>798</i>	<i>828</i>
<i>Résidences secondaires et logements occasionnels</i>	<i>100</i>	<i>69</i>	<i>55</i>	<i>46</i>	<i>36</i>	<i>14</i>	<i>12</i>
<i>Logements vacants</i>	<i>21</i>	<i>42</i>	<i>46</i>	<i>58</i>	<i>58</i>	<i>54</i>	<i>80</i>

Source : INSEE

La proportion de logements vacants dans le parc de logements de la commune demeure supérieur de près de 1,6 pt du taux enregistré à l'échelle des Yvelines, témoignant d'un marché moins tendu que dans le département.

L'analyse des **caractéristiques des logements vacants** fait apparaître que :

- la vacance concerne principalement des logements de quatre pièces (72 % des logements vacants). Près d'un logement sur cinq de quatre pièces est vacant, soit 42 logements. Sur les 58 logements vacants, 12 logements comptent une pièce, 2 logements ont six pièces et plus,
- les logements réalisés avant 1949 sont davantage touchés par le phénomène de vacance que ceux réalisés ultérieurement : le part des logements datant d'avant 1949 est plus importante dans le parc de logements vacants (60%) que dans l'ensemble du parc de logements (45%).



Source : INSEE

2.1.3. Les opérations de logements récents et en cours

Les dernières opérations de logements et celles en cours sont les suivantes :

- le Clos Barry, au 2 boulevard Michelet : 58 logements en prêt locatif à usage social et 15 logements en accession à la propriété
- au 31 boulevard Carnot : 7 logements
- la Résidence des Petites Fontaines, aux 19 et 21 rue des Petites Fontaines : construction de 10 logements sociaux
- la Clos du Vexin, rue du Vexin, face à la zone commerciale : construction de 2 immeubles collectifs de 10 logements sociaux chacun et 8 maisons en accession sociale
- aux 3 et 5 rue Emile Drouville : construction de 3-4 logements

- la Résidence de la Chesnaye, au 23 boulevard Michelet : construction de 2 bâtiments pour 28 logements collectifs, du studio au T4, avec jardin paysager :
 - Bâtiment A : R + 1 + 2
 - Bâtiment B : R +1 -2 – 1



Résidence des Petites Fontaines



Clos du Vexin



Résidence de la Chesnaye



2.2. Les caractéristiques du parc de résidences principales

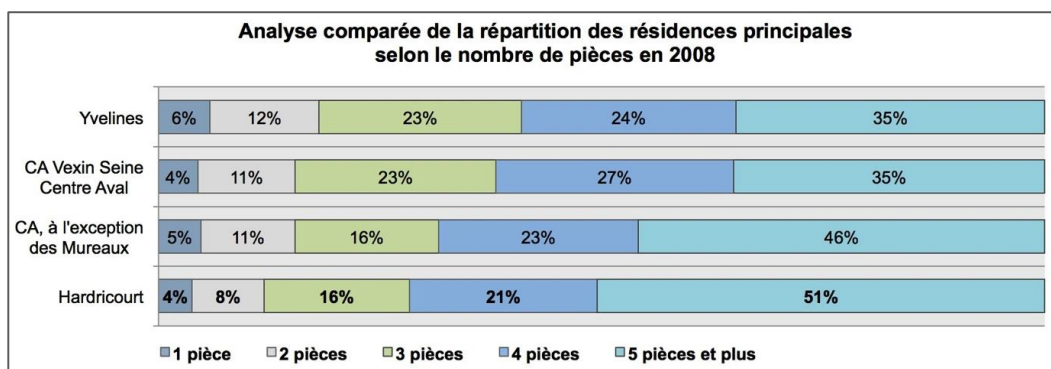
2.2.1. Un parc de résidences principales composé majoritairement de grands logements, en accession

Le parc de résidences principales d'Hardricourt est **principalement constitué de grands logements**, la moitié d'entre eux compte cinq pièces et plus, plus de 70% quatre pièces et plus.

LOG T3 - Résidences principales selon le nombre de pièces

	2012	%	2007	%
Ensemble	828	100,0	798	100,0
1 pièce	26	3,2	31	3,9
2 pièces	66	7,9	64	8,1
3 pièces	128	15,5	131	16,4
4 pièces	181	21,8	169	21,2
5 pièces ou plus	427	51,6	402	50,4

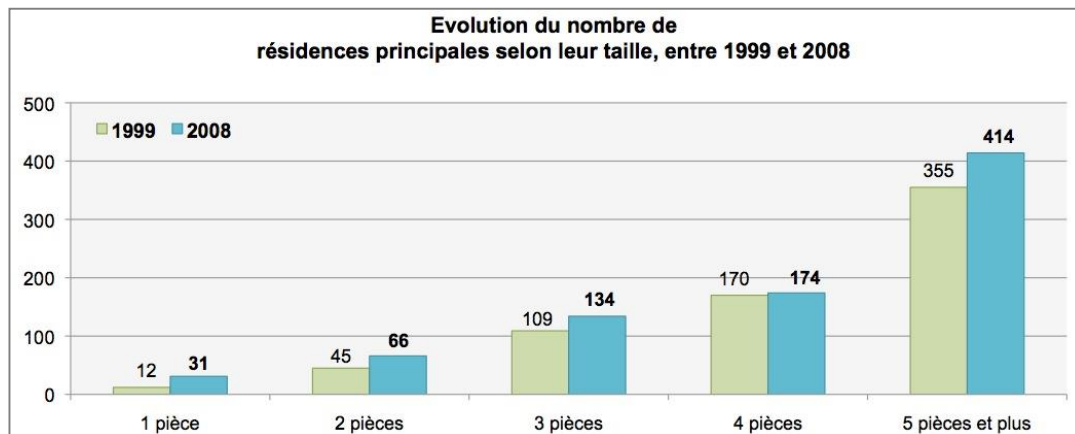
Sources : Insee, RP2007 et RP2012 exploitations principales.



Source : INSEE

La proportion de grands logements à Hardricourt est bien plus importante que dans le parc de résidences principales de la communauté d'agglomération et des Yvelines. Seuls 12 % des résidences principales hardricourtoise comptent une ou deux pièces.

L'accroissement du parc de résidences principales, entre 1999 et 2008, a profité en premier lieu aux logements de cinq pièces et plus (+ 59 logements), mais aussi, dans une moindre mesure, aux logements de moins de trois pièces : chaque catégorie de résidences principales de 1 à 3 pièces s'est accru d'une vingtaine de logements.



Source : INSEE

Le parc de résidences principales hardricourtois est très majoritairement occupé par des propriétaires (74 % en 2012), proportion nettement supérieure à celle connue à l'échelle du département (60 %) et de la communauté d'agglomération (57%).

LOG T7 - Résidences principales selon le statut d'occupation

	2012				2007	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	Nombre	%
Ensemble	828	100,0	2 048	16,6	798	100,0
<i>Propriétaire</i>	<i>612</i>	<i>73,9</i>	<i>1 525</i>	<i>19,6</i>	<i>583</i>	<i>73,1</i>
<i>Locataire</i>	<i>206</i>	<i>24,9</i>	<i>505</i>	<i>8,2</i>	<i>206</i>	<i>25,8</i>
<i>dont d'un logement HLM loué vide</i>	<i>105</i>	<i>12,7</i>	<i>295</i>	<i>9,0</i>	<i>96</i>	<i>12,0</i>
<i>Logé gratuitement</i>	<i>10</i>	<i>1,2</i>	<i>18</i>	<i>6,9</i>	<i>9</i>	<i>1,1</i>

Sources : Insee, RP2007 et RP2012 exploitations principales.

Toutefois, parmi les communes de la communauté d'agglomération, la moindre proportion de résidences principales occupées par leurs propriétaires est principalement due à la composition du parc des communes des Mureaux et de Meulan. Les autres communes situées dans le périmètre de la communauté d'agglomération présentent un taux de résidences principales occupées par les propriétaires compris entre 66,5 % et 94,5 %.

La prépondérance des propriétaires occupants à Hardricourt s'explique en partie par la prédominance de l'habitat individuel (76,8 %) : les maisons sont occupées à 90% par des propriétaires.

La part résidences principales occupées par des locataires s'est nettement accrue à Hardricourt, depuis 1999 pour atteindre un quart du parc en 2012.

Les jeunes ménages, dont la personne de référence a moins de 25 ans, peu nombreux à Hardricourt (2,5 % des ménages) occupent très majoritairement le parc locatif (17 ménages sur 24, en 2008).

En revanche, 90 % des ménages dont la personne de référence à 55 ans ou plus, sont propriétaires de leur logement.

2.2.2. Le parc de logements sociaux

Hardricourt est soumise aux dispositions de l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000, qui impose aux communes d'Ile-de-France de plus de 1 500 habitants d'atteindre au moins le seuil de 20% de logements locatifs sociaux sur l'ensemble du parc des résidences principales à l'horizon 2020.

Depuis la loi n°2061-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social, promulguée le 19 janvier 2013, la part des logements locatifs sociaux d'Hardricourt doit atteindre 25% du nombre des résidences principales, au plus tard en 2025.

La loi fixe le rythme minimal de réalisation des logements locatifs sociaux par période triennale. Les objectifs minimaux de réalisation ont été fixés à :

- période triennale 2014-2016 : 15% des logements locatifs sociaux restant à réaliser pour atteindre le taux de 25%
- période triennale 2017-2019 : 33% des logements locatifs sociaux restant à réaliser pour atteindre le taux de 25%
- période triennale 2020-2022 : 50% des logements locatifs sociaux restant à réaliser pour atteindre le taux de 25%
- période triennale 2023-2025 : 100% des logements locatifs sociaux restant à réaliser pour atteindre le taux de 25%

L'article 12 de la loi précise également que pour les communes carencées, toute opération de construction d'immeubles collectifs de plus de 12 logements ou de plus de 800 m² de surface de plancher comprene au moins 30% de logements sociaux, hors logements financés en PLS.

L'enquête EPLS précise que la commune comptait 106 logements locatifs sociaux au 1^{er} janvier 2009, pour 813 résidences principales, soit un taux de logements locatifs sociaux de 13%.

La commune a rempli son obligation triennale de construction de logements locatifs sociaux sur la période 2008-2010, fixée à 15 logements.

En 2007, 60,7 % des ménages de la commune étaient éligibles au logement locatif social classique (type PLUS), soit près des deux tiers des ménages, et 78,2 % des ménages éligibles au PLS (plus des trois quarts). La répartition de l'éligibilité des ménages selon leurs revenus est similaire dans la commune et le département (58,4 % des ménages éligibles au PLUS, 74,8 % au PLS).

Les dernières opérations de logements et celles en cours permettent à la commune de viser les 20% de logements sociaux :

- Le Clos-Barry
- La Résidence des Petites Fontaines
- Le Clos du Vexin



La Résidence du Clos Barry, au 2 boulevard Michelet

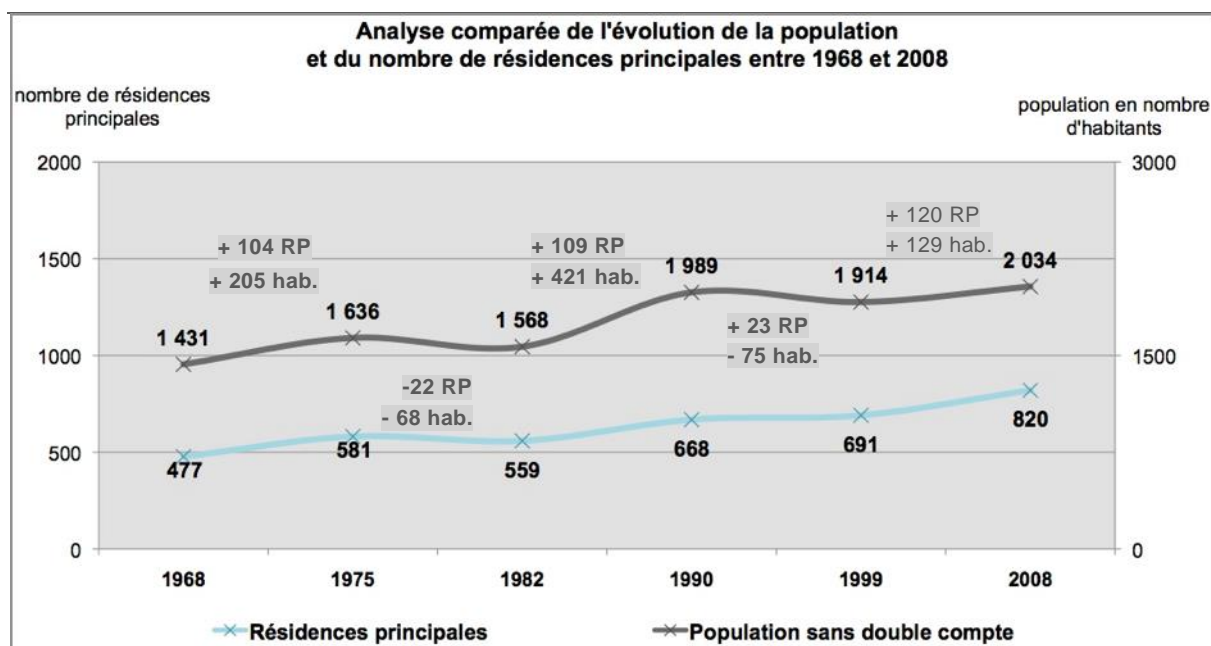
2.3. L'hébergement et le logement des populations spécifiques

La commune compte une structure pour adultes handicapés, âgés de 18 à 60 ans. Le foyer d'hébergement Jacques Landat, situé boulevard Carnot, ouvert depuis 1988, compte trente places.

La commune ne compte pas d'établissement d'hébergement pour les personnes âgées.



III – Synthèse des enjeux

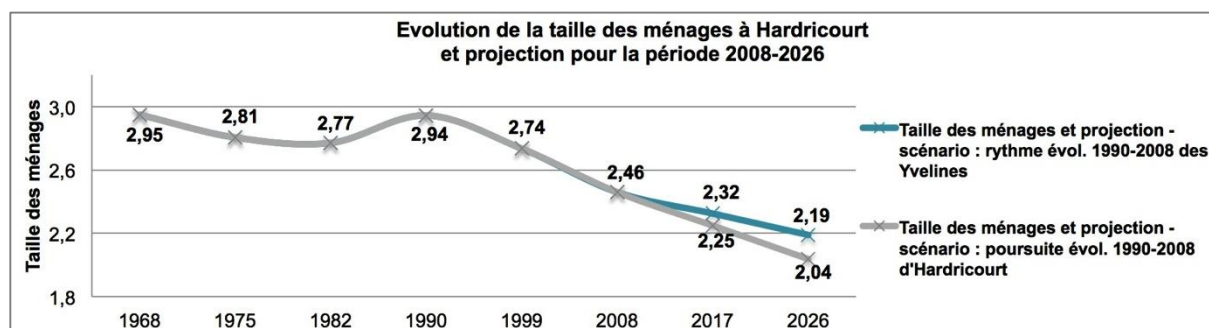


Source : INSEE

Sur la base d'une hypothèse d'évolution tendancielle de la structure par âge de la population, des migrations et des comportements de cohabitation, l'INSEE envisage dans les prochaines décennies, une poursuite de la **diminution du nombre d'occupants par logement, et de fait, de l'accroissement du nombre de ménages**.

Afin d'évaluer la taille des ménages à l'horizon de 2025, deux scénarios peuvent être envisagés :

- la poursuite du rythme de diminution de la taille des ménages enregistrée sur la période 1990-2008 à Hardricourt, toutefois nettement supérieure à celle constatée aux autres échelles territoriales. Ce scénario permet d'envisager une taille des ménages de 2,2 à l'horizon 2025,
- un ralentissement de la diminution de la taille des ménages à Hardricourt, qui poursuivrait sur un rythme correspondant à celui enregistré au niveau départemental entre 1990-2008, bien en-deçà de la diminution qu'a connue la commune d'Hardricourt sur la même période. Cette hypothèse conduit à une taille des ménages autour de 2,05 en 2025.



Source : INSEE, projections : Cabinet Hubert

Le PLU peut opter sur un scénario intermédiaire conduisant à envisager une taille des ménages autour de 2,1 occupant / résidence principale à l'horizon 2025.

Un tel scénario permet d'évaluer le nombre de résidences principales supplémentaires nécessaires pour maintenir le niveau de population actuel de la commune :

$$\begin{array}{lcl} \text{Point d'équilibre} & = & \frac{\text{Population de 2008}}{\text{Taille des ménages évaluée en 2025}} = \frac{2\,034}{2,1} = \mathbf{968 \text{ résidences principales}} \\ \text{démographique} & & \end{array}$$

$$\text{RP nécessaires en 2025} - \text{RP en 2008} = 968 - 820 = \mathbf{148 \text{ résidences principales à réaliser}}$$

Le nombre de résidences principales à réaliser d'ici 2025 pour permettre le maintien de la population à son niveau de 2008 est évalué à environ 150 logements.

PARTIE III. FONCTIONNEMENT URBAIN

I – Les équipements

1.1. La répartition des équipements sur le territoire



1.2. Les différents équipements de la commune

1.2.1. Les équipements administratifs

La Mairie, situé dans le château des Tourelles, rue Chantereine.

Le château des Tourelles abrite également l'agence postale communale, gérée par le personnel communal et la police municipale d'Hardricourt.

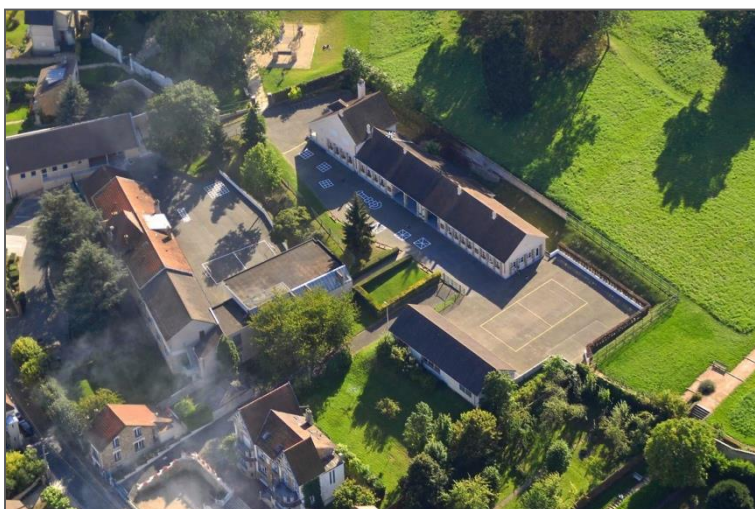


1.2.2. Les équipements scolaires et périscolaires

Le groupe scolaire public Marcel Lachiver, situé rue Chantereine, jouxte le parc du Château des Tourelles.

Le groupe scolaire compte 3 sections de classe maternelle et 5 classes de primaire du CP au CM2.

Les élèves hardricourtois poursuivent leur cursus au collège de la Montcient, situé à Gaillon-sur-Montcient.



La gestion du restaurant scolaire, de la garderie et du centre de loisirs a été déléguée depuis 2009, à l'association UFCV (Union française des centres de vacances), spécialisée dans l'animation. Le centre de loisirs accueille les enfants dès leur première année de scolarisation, avant et après l'école, les mercredis et vacances scolaires.

1.2.3. Les équipements de loisirs et de sport

La **salle polyvalente** est située chemin des Gloriettes, accolée à la salle de sport. Elle accueille des manifestations sportives, des réunions d'association et est louée comme salle des fêtes.



La **salle Vovard** est située au cœur de la commune, rue Guillaume de Beaumont. Elle accueille des activités de sport et de loisirs (cours de Yoga, de chant, etc.), des réunions d'association, etc.



Les **terrains de sport** sont situés au nord ouest du tissu urbain, au contact des espaces agricoles, entre les Chemins de Mézy et des Gloriettes.

Ils comportent :

un terrain de football en gazon synthétique, aménagé en 2008,



et un terrain de basket-ball

1.2.4. Les autres équipements

L'Eglise Saint-Germain de Paris est située au carrefour des rues Emile Drouville et Guillaume de Beaumont, au cœur du village.



Le cimetière est situé sur le plateau agricole, Chemin des Gloriettes



1.3. Les opérations d'équipements en cours

Dans le cadre de la candidature d'Hardricourt à un contrat régional avec le Conseil Régional d'Ile de France, différentes opérations d'extension ou d'aménagement des équipements présents sur la commune sont prévues :

- **1. Aménagement de la place de l'Eglise**

L'objectif est de créer un espace public devant l'Eglise, où les véhicules passeront, mais où les piétons seront privilégiés. Cette future place sera un lieu de rencontre et de convivialité

- **2. Ravalement et réfection de la toiture de la Mairie**

Ces travaux permettraient à la Mairie d'être au cœur des espaces de promenades réalisés sur le territoire communal.

- **3. Extension de l'école primaire et création d'un CLSH**

L'objectif est d'agrandir l'école primaire pour y recevoir certaines classes actuellement logées dans des bâtiments de type modulaire d'une trentaine d'années et de créer un CLSH.

Les caractéristiques principales du projet sont :

- Pour l'école : deux salles de classes, des sanitaires et un préau,

- Pour le CLSH : deux salles d'activités (primaires et maternelles), une salle de jeux, un bureau de direction, une salle de réunion, des sanitaires et une régie.

Les travaux concernent également la mise aux normes de la chaufferie actuelle et la ventilation, travaux de plomberie sur réseau eau chaude.

- **4. Réaménagement de la salle de réception de la salle polyvalente (créée en 1988)**

L'objectif est de réhabiliter, d'agrandir et de décorer la salle de réception de la salle polyvalente. Une extension sera réalisée afin de déplacer et agrandir les vestiaires, créer des rangements, un sas d'entrée et un espace fumeurs. Un rideau de scène et supportage sera mis en place.

- **5. Aménagement d'une aire de jeux et de loisirs, à proximité des terrains de sport**

- **6. Extension de la salle Vovard (locaux pour associations)**

L'objectif est ici d'offrir un équipement polyvalent (réunions, bibliothèque, salle de réception), d'améliorer l'accessibilité pour tous et d'effectuer la mise aux normes de cet équipement public.

Ces opérations visent à maintenir, voire augmenter la population, mettre en conformité certains équipements et mettre en valeur le patrimoine communal.



1.4. Le tissu associatif

La commune d'Hardricourt compte un tissu associatif composé de plus d'une dizaine d'associations dans les domaines des sports et loisirs, solidarité, etc.

II – Les activités économiques

2.1. Les entreprises et les emplois

En 2010, **180 entreprises** étaient recensées à Hardricourt, dont 60 % relevant des secteurs commerce, transports et services divers et 20% du secteur de la construction.

L'entreprise la plus marquante est l'usine de chocolat Barry-Callebaut (ex Cacao Barry), implantée sur la commune depuis 1842.

La commune recense 74 entreprises artisanales, réparties comme ce qui suit :

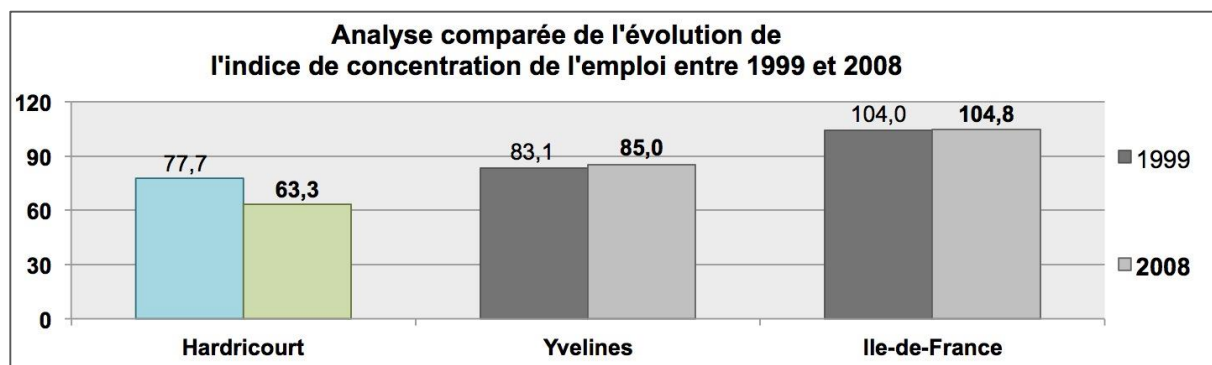
- 46% dans le secteur du bâtiment
- 45% dans les services
- 8% dans la production artisanale
- 1% dans l'alimentation

Le nombre d'emploi à Hardricourt a diminué, passant de 646 emplois en 1999 à **596 emplois en 2008**. La population active ayant cru durant la même période, l'indicateur de concentration de l'emploi a fortement diminué (-14,4 pts) entre 1999 et 2008, pour atteindre 63,3 % en 2008.

Précisions

Indicateur de concentration de l'emploi : nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone

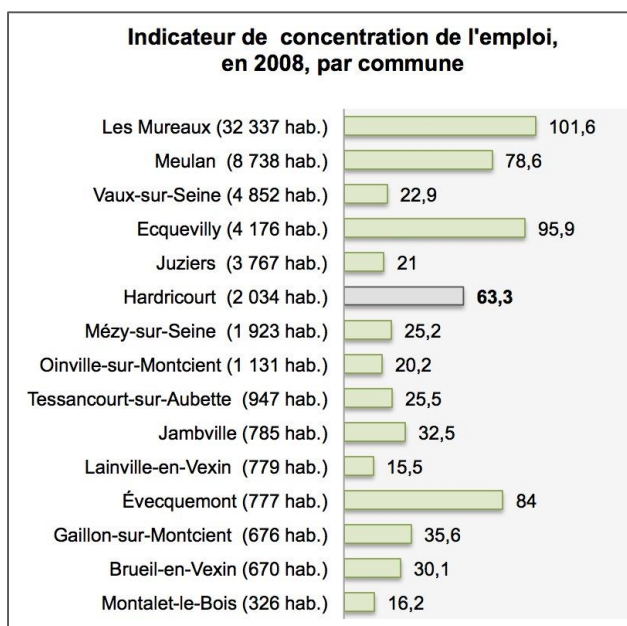
Durant la même période, les Yvelines et l'Ile-de-France ont enregistré une hausse de cet indicateur, supérieur à celui d'Hardricourt.



Source : INSEE

Toutefois, la comparaison des indicateurs de concentration de l'emploi en 2008 dans les communes situées dans le périmètre de la communauté d'agglomération souligne l'importance de la part d'emplois pour 100 actifs ayant un emploi à Hardricourt, par rapport aux autres communes de moins de 4 000 habitants.

Source : INSEE



2.2. Le commerce et les services

La commune d'Hardricourt dispose d'une offre commerciale alimentaire importante, en raison de la présence de trois supermarchés, mais une offre de commerces de proximité et de détail très réduite.

Deux des trois grandes surfaces alimentaires sont situées dans la zone commerciale des Chevrettes. Les autres commerces sont principalement concentrés sur la RD 190 et la rue du Vexin.

La localisation des commerces épargne le centre ancien d'Hardricourt de tous flux liés au fonctionnement des commerces.

Commerces

		Nombre
Commerces alimentaires	Supermarché	3
	Boulangerie	1
Autres commerces	Grande surface de bricolage	1
	Magasin de vêtements	2
	Fleuriste	1

Source : INSEE



Zone commerciale, rue des Chevrettes

La zone commerciale se prolonge sur la commune de Meulan. Toutefois, chaque partie de la zone dispose de son propre accès : un accès rue du Vexin (RD 913) à Hardricourt et un accès sur la RD 14 à Meulan. Il n'existe pas de continuité dans la voirie au sein de la zone, entre les deux communes.

L'offre commerciale est complétée par la présence de services aux particuliers.

Les activités de services aux particuliers (restaurants, agences immobilières, blanchisserie, etc.) sont majoritairement situés sur les RD 190 et RD 913.

La commune d'Hardricourt dispose d'une agence postale gérée par le personnel communal.

Services aux particuliers

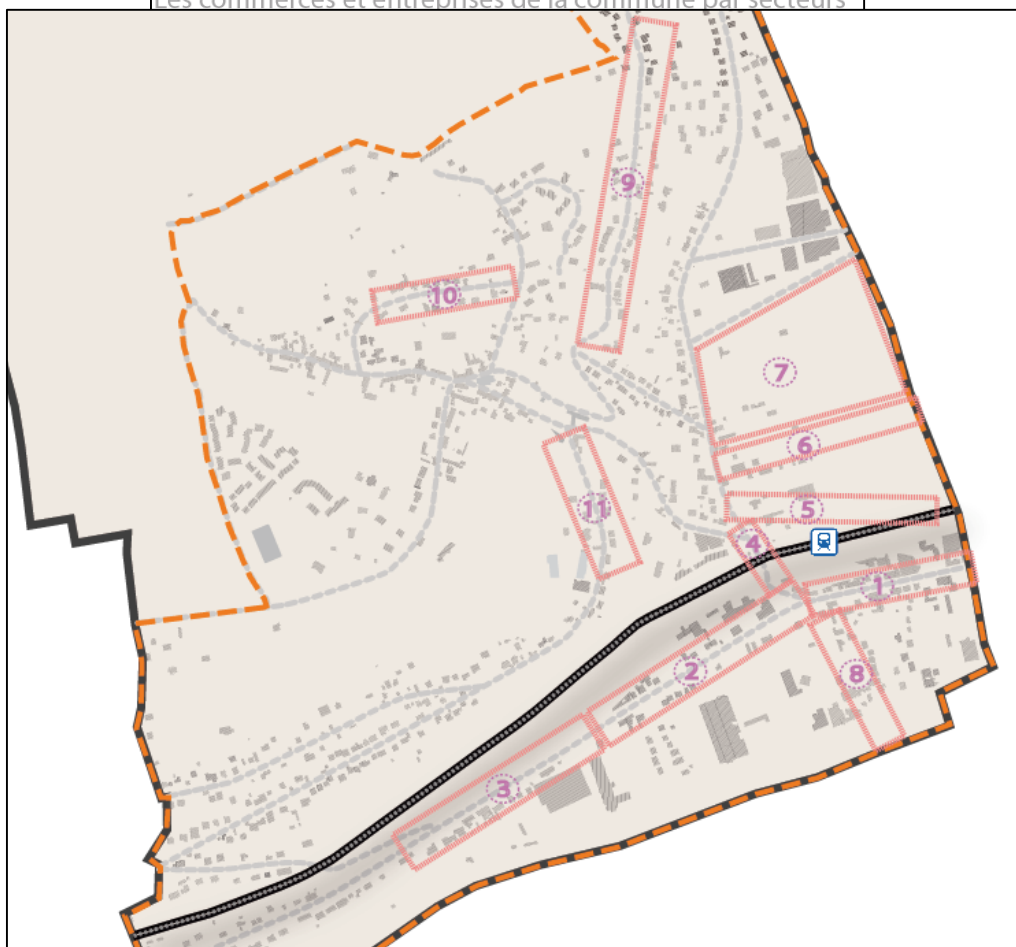
		Nombre
Construction	Maçon	11
	Plâtrier peintre	4
	Menuisier, charpentier, serrurier	4
	Plombier, couvreur, chauffagiste	5
	Entreprise générale du bâtiment	11
Services	Agence postale communale	1
	Réparation auto et de matériel agricole	6
	Contrôle techniques automobile	1
	Automobile d'occasion	1
	Concessionnaire de moto	2
	Ecole de conduite	1
	Taxi	3
	Coiffure	3
	Institut de beauté	2
	Vétérinaire	1
	Restaurant	6
	Café tabac	2
	Agence immobilière	2
	Agence publicitaire	1
	Blanchisserie-teinturerie	1
	Salle de bain	1
	Equipements maison	1
	Informatique (vente et dépannage)	2
	Groupes électrogènes	1
	Pompes funèbres	1



Z.A. La Brosserie, au 1, rue du Vexin

Source : INSEE

Les commerces et entreprises de la commune par secteurs



1 Boulevard Carnot

Comptoir électrique et thermique
Boulangerie - pâtisserie
Le Narval - café tabac (au 4)
Salon Francis - coiffeur (au 5)
Dépôt vente
Fernandez Nadia - dépôt vente ABCD (au 7)
Renault Carnot Automobile - garage (au 8)
Brulle Richard - dentiste (au 9)
Serrurerie Fontenay (au 12)
Clim et Terre (au 13)
Les Milles Pattes - clinique vétérinaire (au 14 bis)
Terminus (au 16 ter)
Antiquités brocantes
Décoration
Les franges "In" - coiffeur (au 20)
Scoot Racer - concessionnaire de moto (au 28)
Boscariol Benoît (au 30)
Centre d'éducation routière Auto école Lang
Distri Cycle
Centre d'Amincissement et de remise en forme
ORPI - agence immobilière (au 36)
Jardin du Kashmir - restaurant (au 36)
6 thème pub - agence publicitaire (au 36)
Clinifine - institut de beauté (au 36)

2 Boulevard Jules Michelet - début

Superette Michelet (au 2)
Le Fournil des Genêts - boulangerie (au 2)
L'Atelier - fleuriste (au 2)
Orthop'Edith - orthopédiste (au 2)
Gérard Patrick (au 2)
FC Service Motoculture
Menuiserie-charpenterie
Barry-Callebaut (au 5)
Chez Tarzan - bar
Gayon - quincaillerie
FC Services - fournitures commerces (au 12)
Obain - salle de bain (au 30)
Autocasse
Gayon - quincailler (au 34)
Sévépi - coopérative agricole (au 37)
Bouygues Telecom - antenne (au 37)

3 Boulevard Jules Michelet - suite

Barry-Callebaut Annexe (au 43)
Nettoyage Rousseau (au 45)
Cabinet d'Architecture Firon (au 47)
L'Escale du Maroc - restaurant (au 51)
FNAIM Bien-Etre - agence immobilière (au 63)
Duthoit Anne - professeur (au 81)
Perche Jean-Luc (au 83)
Mauny Philippe - ébéniste (au 85)
Paras - artisanat (au 97)

4 Rue du Vexin

ZA La Brosserie (au 1) :

- 3EF
 - AK Bâtiment
 - AK S2P
 - ARP Maintenance
 - Astuces - activités, travaux de bricolage
 - Aubin Auto - garage
 - Axcelia
 - BMH
 - Bastide Charlotte
 - Baticoncept 78
 - Batir sun ot
 - Ben Amor Hichem
 - BMSB
 - Carosols
 - CBT
 - CDA Parquet
 - CID Automatique
 - Ciel Bat
 - CMK
 - DBS
 - Decor Renov
 - Delame Alain
 - DS2 Bat
 - EPE
 - ECRK
 - ECKTP
 - Edifices
 - Energie de France
 - ERB
 - Erotik live - lingerie
 - FH Services
 - Falah
 - Forcalia
 - GB
 - Gap Entreprise
 - Goncalves Dos Reis
 - Guler
 - HA Immobilier
 - Hardisol
 - HBI Construction
 - ICM
 - Ideco Troc
 - ITess
 - Imra Conseils
 - Indep
 - ISB
 - Jennifer
 - Kazanci Bat
 - Lambert Pascal
 - Laurent Architecture
 - Laurent Patrice
 - Lavie Christophe
 - Logipro SM
 - MCDR
 - MCF Renove
 - MCR
 - Marchands de Biens 2007
 - Mega Construction
 - Moussy Stéphane - garage
 - Myunivers
 - Nari Guy
 - O2A Imser
 - OMNIS Construction
 - Planète Science
 - Prigent SCI "la Brosserie"
 - Promatic - vente et dépannage informatique
 - Retouche Rapide
 - RMG
 - RMSB
 - Sam Dépannage
 - SCI de la Caille
 - SCILPJ
 - SI Consulting
 - SMA Bâtiment
 - SMD
 - SDF
 - Soguo / Zakarya
 - Soluce Info - dépannage informatique
 - Sprint Graphic
 - SRJ Automobile
 - Surlemont Incendie
 - TBI
 - Yvelines Construction
- Cornic Olivier - indépendant (au 3)
 Soceti - constructions métalliques (au 8)
 Société Pinon (au 16)
 Itecos (au 16)
 Nercem (au 16)
 Auto ABS - garage (au 20)
 GTB - bâtiment (au 38)
 Yvnet (au 44)

5 Avenue de la Gare

Médical :

- Nguyen Van Nhieu Jacques - dentiste (au 2)
- Delame Louis Joseph - médecin (au 4)
- Saunier De Almeida Audrey - médecin (au 4)
- Perrin Isabelle - pédiatre (au 4)
- Valt Aline - pédicure (au 4)
- Fernandez Dominique - infirmier (au 4)
- Andrieux Amélie - diététicienne (au 4)
- Bilheude Carline - pharmacie (au 4)
- Bertolus Irène - médecin (au 4)
- Kine Odice (au 4)
- Boyer Bruno - dentiste (au 11)

Mann Kovate - avocate (au 1)

Abitmo - ingénierie (au 4)

Pizza Napoli - restaurant
(au 9, avenue de la Gare)

Lecornu Michel - café tabac
(au 15, avenue de la Gare)

Sanema Autonome (gare)

SNCF (gare)

6 RD 28 - Avenue des Etangs-Près

- Petit Claude - blindés (au 1)
- Marbrerie Cistarelli - centre serveur OGF (au 2)
- Autosur - contrôle technique automobile (au 4)
- Petit Claude - fabrication d'armes (au 5)
- Le troc automobile - automobile d'occasion (au 6)
- Speedy Automobile - garage (au 6)
- Bricogène / Ugova (au 6)

7 Zone des Chevrettes

Rue des Chevrettes :

- Luan Institut - Institut de beauté (au 7)
- CLP Auto (au 11)
- Leader Price
- PL Performances - concessionnaire de moto
- Nguyen Jean-Pierre - kinésithérapeute
- Japonais
- Pompes Funèbres Générales
- UGOVA - groupes électrogènes

Rue du Vexin :

- Brico Marché (au 52)
- La maison des affaires - équipements maison (au 52)
- Victoria C - vêtements (au 52)
- Studio Il Gérard - coiffeur (au 52 bis)
- Hyper Casino (au 60)
- Casino Carburants (au 60)
- Phildar - vêtements (au 60)
- Net service - teinturier (au 60)
- CTS - serrurerie (au 60)
- Afirec Audit Financier (au 72)
- Marchand Jacques - charcutier (au 102)

8**Rue Bignon**

Bourgeon Christian - indépendant (au 3)
 Carbur Auto - garage (au 7)
 Relais Nautique de Meulan (au 8)
 Berges de Seine - restaurant (au 10)

9**Rue de l'Aulnaye Hermant**

Poupaux Dominique - indépendant (au 2 bis)
 Salhi Ahmed - artisan (au 20)
 DMC Bâtiment (au 34)
 Obame André (au 41)
 Clermonte - marchand de biens (au 41 bis)

10**Rue des Godeurs**

Infrastition (au 2)
 Jouat Catherine (au 12)
 Nassif Michel - maçon (au 13 bis)
 GCR (au 18)
 Doffe Nicolas - comptable (au 22 bis)

11**Rue Chantereine**

La Poste (au 2)
 Comte Maria - pédiatre (au 3)
 Gaz Réseau Distribution - antenne (au 10)
 SMTC (au 10)
 Prempain Isabelle - couture (au 17)
 Navarro Conchita (au 25)
 Agroland (au 28)
 Kohler Aline (au 46)
 Geoffroy Jean-Pierre - plombier (au 61)

Autres

Gonzales Réinaldo - café resto (au 3 rue de la Chesnaye)
 Disez Benjamin - ferrailleur (au 5 rue de la Chesnaye)
 Kaltenhauser Agnès - professeur (au 13 rue de la Chesnaye)

Oulette Gabrielle (au 8 rue Guillaume de Beaumont)
 Atouthub - bricolage, jardin (au 14 rue G. de Beaumont)
 Dubuc Kenny - esthéticienne (au 29 rue G. de Beaumont)

Forest Sylvie (au 33 rue des Saules)
 Fomenko - traiteur (au 58 rue des Saules)
 Luan Institut (rue des Saules)

Orange France - antenne (rue du Château)
 Gilles Thierry - ingénieur (au 25 rue du Château)

Bouygues Telecom - antenne (rue de l'Archer)
 Orange France - antenne (rue de l'Archer)

Euro Coach (au 1 ter rue des Gayes)
 Chappel Patrick (au 2 rue des Gayes)

Fasse Didier - imprimeur (au 10 Sente de la Pépinière)

Pasco Claude (au 3 allée du Château)

Pouget Anne-Marie - indépendante (au 4 rue des Erables)

ABT du Ménage 78 (au 3 sente de la pépinière)

Carvalho de Sousa - maçon (au 15 chemin de Mézy)

Cassin Charline - indépendante (au 16 rue Vincent)

III – Les espaces publics et lieux de centralité



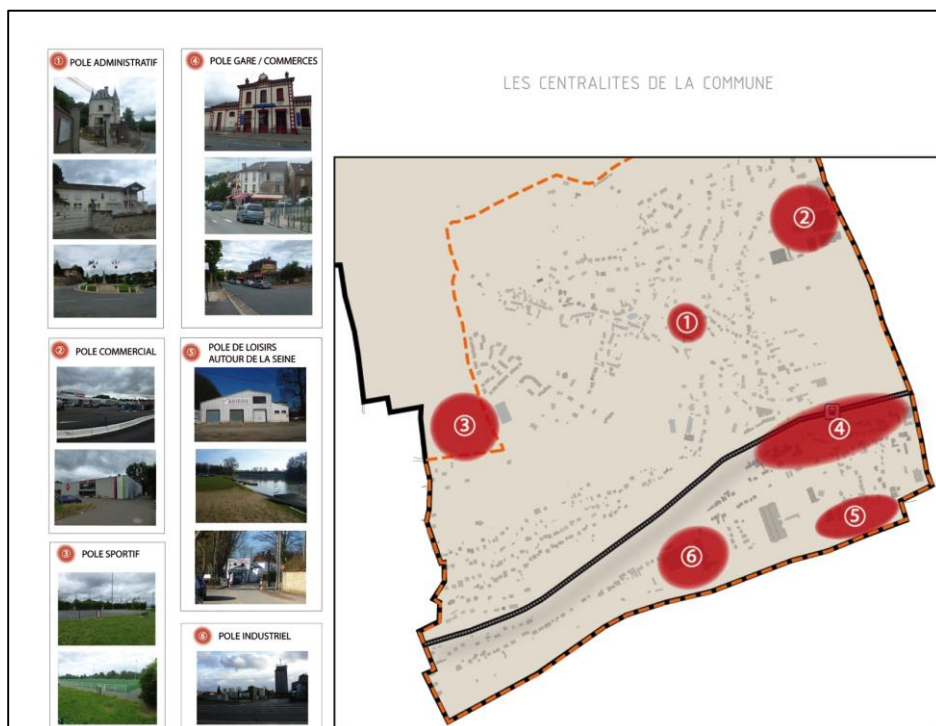
La place du Lieutenant François Martin



Centralité : Secteur commercial, le long de la RD 190, à proximité de la Seine



Zone commerciale des Chevrettes

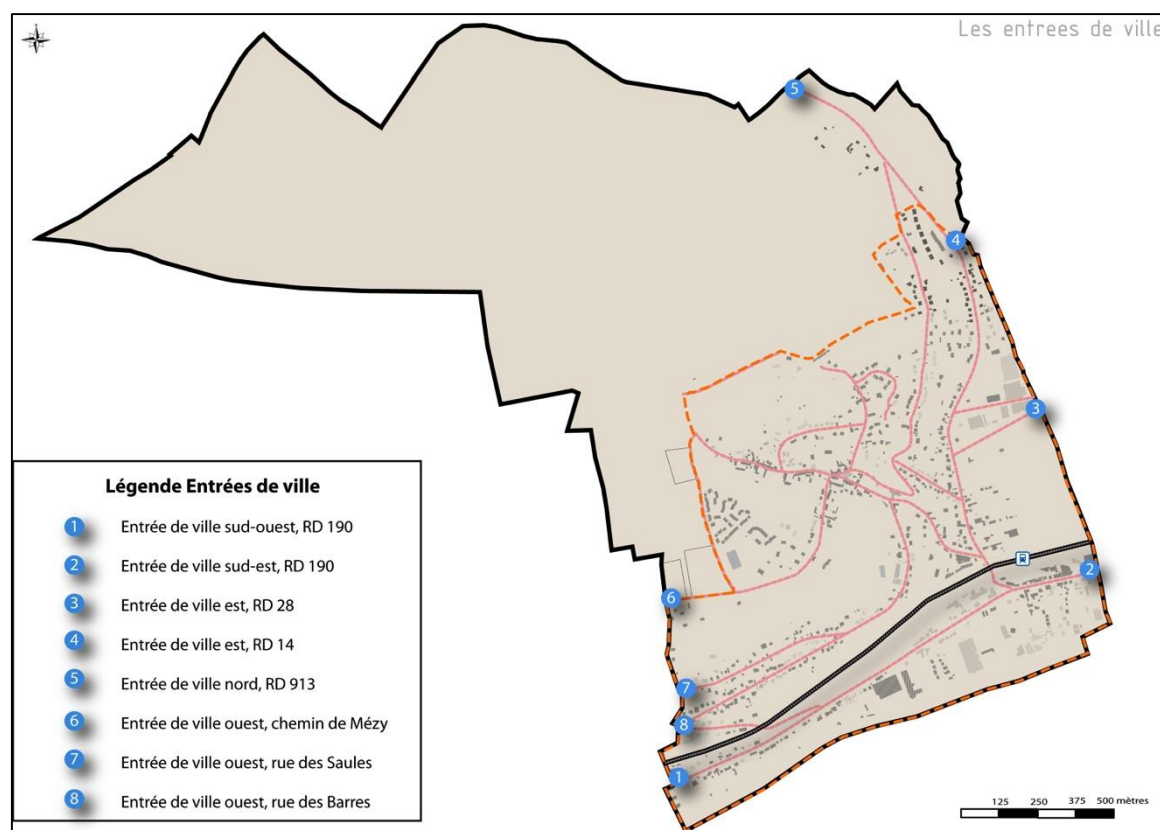


IV – Les entrées de ville

Hardricourt compte trois entrées de ville principales : deux entrées de ville sur la RD 190 et une sur la RD 18. Le long de ces axes, il n'existe pas de coupure de l'urbanisation entre Hardricourt et les communes voisines (Mézy-sur-Seine à l'ouest, Meulan, à l'est).

La commune comporte également :

- une entrée de ville depuis Meulan, à l'est du territoire, rue des Aulnes,
- une entrée de ville depuis Gaillon-sur-Montcient, au nord du territoire,
- des entrées de ville depuis Mézy-sur-Seine.



4.1. L'entrée de ville sud-ouest, RD 190

L'entrée sud-ouest se situe entre la Seine et la voie ferrée, sur la RD 190 (Bd Michelet).

Elle permet d'entrer sur la commune d'Hardricourt depuis Mézy-sur-Seine



Les principales caractéristiques de l'entrée de ville

Voirie

La RD 190 constitue un axe majeur de la commune, à vocation intercommunale, la reliant aux communes de Mantes-la-Jolie et de Poissy.

Occupation du sol

La chaussée est large, à 1x1 voie, voies séparées sur cette portion, une bande centrale. Elle ne présente pas de piste cyclable, mais des trottoirs, parfois occupés par du stationnement.

L'entrée de ville est située dans un espace urbain. Des constructions sont implantées, dans un tissu aéré, de part et d'autre de la voirie.

Au niveau de l'entrée de ville, un mur clôt les jardins situés côté Seine. L'urbanisation ne s'interrompt pas entre Mézy-sur-Seine et Hardricourt. Toutefois, le cimetière de Mézy-sur-Seine sépare les habitations des deux communes, sur le côté nord de la route.



Signalétique routière et signes publicitaires Perspectives visuelles

L'entrée de ville est signalée par un panneau d'entrée de ville et ne comporte aucun panneau publicitaire.

Les perspectives visuelles sont structurées par les alignements d'arbres qui bordent la voirie.

Si la Seine n'est pas perceptible au niveau de cette entrée de ville, l'urbanisation implantée sur les côtes est perçue depuis la voie.



Cette entrée de ville est soumise à un projet, proposant de :

- marquer l'entrée de ville en créant des parterres arborés de part et d'autre du boulevard avec des possibilités de fleurissement
- aménager le boulevard Michelet avec des pistes cyclables unidirectionnelles sur le trottoir de part et d'autre du boulevard, en réduisant la largeur de la chaussée à 6,50m
- matérialiser l'offre en stationnement longitudinal
- créer un nouvel alignement d'arbres

4.2. L'entrée de ville sud-est, RD190

L'entrée sud-est donne accès à Hardricourt, depuis la commune de Meulan. Elle est située au sud de la voie ferrée, sur la RD 190, nommée, sur cette portion, rue Georges Clémenceau



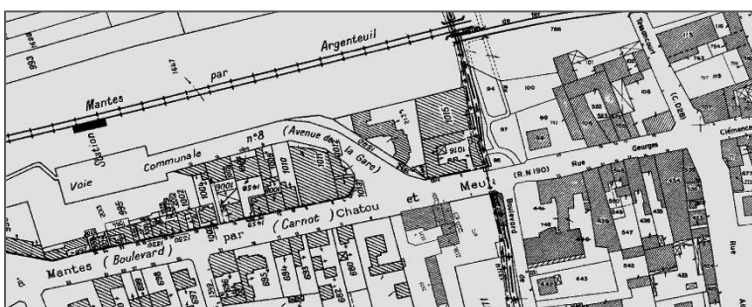
Les principales caractéristiques de l'entrée de ville

Voirie

La RD 190 constitue un axe majeur de la commune, à vocation intercommunale, la reliant aux communes de Mantes-la-Jolie et de Poissy. La chaussée est relativement étroite, à double sens. Des places de stationnement sont aménagées sur le côté Seine de la voie. Elle ne présente pas de piste cyclable, mais des trottoirs.

Occupation du sol

L'entrée de ville est située dans un espace urbain, continu entre la commune de Meulan et celle d'Hardricourt.



Signalétique routière et signes publicitaires

L'entrée de ville est signalée par un panneau d'entrée de ville et ne comporte aucun panneau publicitaire. Seules des enseignes commerciales sont perceptibles.

Perspectives visuelles

Alors que le tissu bâti est resserré en venant de Meulan (bâti à l'alignement), il semble plus aéré au niveau de l'entrée de ville. Cette perception résulte en réalité de la présence de boisements en bordure de la Montcient, et d'un parking, côté Seine, qui ouvre les perspectives. La Seine n'est toutefois pas perceptible depuis la RD 190.

En dehors du muret de pierre qui marque le pont, le passage de la Montcient est peu perceptible.



Les vues sur les murs pignons qui bordent le parking sont peu valorisantes pour l'entrée de ville.



Si les échappées visuelles demeurent limitées, les coteaux boisés et urbanisés sont toutefois visibles en arrière-plan.



Cette entrée de ville est soumise à un projet, proposant de :

- marquer l'entrée de ville en créant un square, des parcs de stationnement en liaison avec la gare SNCF
- affirmer la priorité des traversées piétons et cycles
- aménager une promenade piétonne et un itinéraire cyclable bidirectionnelle avec alignement d'arbres le long de la rivière Montcient
- réduire la largeur de chaussée à 6,50m et créer des stationnements longitudinaux à proximité du carrefour avec boulevard Carnot / avenue de la gare
- modifier la géométrie de ce carrefour, pour dégager plus d'espace piétonnier et permettre la création d'une terrasse au niveau de la brasserie existante à l'angle du boulevard Carnot et de l'avenue de la Gare
- renforcer les alignements d'arbres existants et aménager des bandes plantées pour affirmer le caractère paysager de l'entrée de ville

4.3. L'entrée de ville est – RD 28

L'entrée de ville sur l'avenue des Etangs Prés (RD 28) est située au nord de la voie ferrée et donne accès à la commune depuis Meulan-en-Vexin.

En arrière plan : le village ancien et le château des Tourelles



Les principales caractéristiques de l'entrée de ville

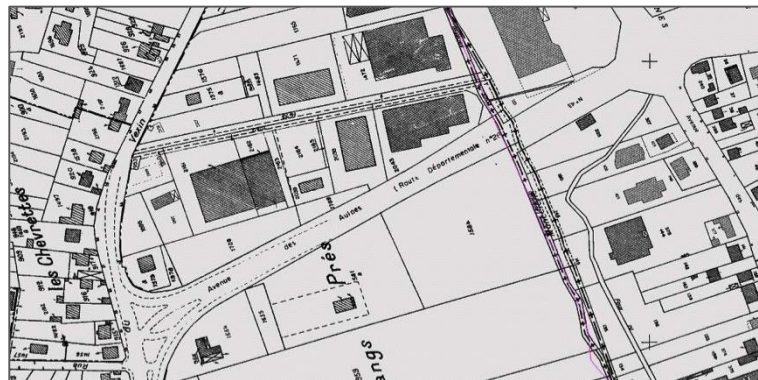
Voirie

La RD 28 constitue un des axes principaux de la commune, qui la relie à Meulan-en-Vexin et devient la RD 913 sur la commune d'Hardricourt.

La chaussée est large. Les voies séparées par un terre-plein central. Au niveau de l'entrée de ville, elle comporte une voie dans le sens Hardricourt-Meulan et deux voies dans l'autre sens. Elle ne présente pas de piste cyclable, mais comporte des trottoirs.

Occupation du sol

L'entrée de ville est située dans un espace urbanisé, principalement occupé par des activités (notamment sur le côté nord de la voie).



Signalétique routière et signes publicitaires

L'entrée de ville est signalée par un panneau d'entrée de ville et est marquée par un panneau publicitaire de grande dimension, indiquant un des supermarchés proche. Elle est également marquée par l'enseigne commerciale du garage automobile implanté à proximité de la voirie.

Perspectives visuelles

Les perspectives visuelles sont très différentes de part et d'autre de la voie. Alors que les vues sont marquées, sur la partie nord par la zone commerciale, elle sont fermées par une végétation abondante des Etangs Prés, en partie sud.

Le village ancien d'Hardricourt et le château des Tourelles sont perceptibles à l'horizon.

Cette entrée de ville est soumise à un projet, proposant de :

- réduire la largeur du séparateur central (côté Meulan), afin de dégager une largeur suffisante pour aménager une piste cyclable bidirectionnelle sur la rive nord de la RD28
- sécuriser les traversées piétonnes et de cycles débouchant sur la RD28 au niveau de la Montcient
- prolonger la piste cyclable sur le trottoir nord de la RD28 jusqu'au carrefour avec la rue du Vexin
- valoriser la perspective vers le village

4.4. L'entrée de ville est – RD 14

L'entrée de ville, située sur l'avenue des Aulnes (RD 14) constitue la deuxième entrée de ville depuis Meulan.



Les principales caractéristiques de l'entrée de ville

Voirie

La RD 14 relie la commune aux Mureaux et à Flins-sur-Seine notamment.

La chaussée est large, à 1x1 voie, voies séparées par un terre-plein, en approchant du giratoire avec la RD 913. Elle ne présente pas de piste cyclable, les trottoirs sont étroits, par rapport à la largeur de la chaussée et accompagnés, d'un côté de la voie, d'une bande enherbée.

Occupation du sol

L'entrée de ville est bordée, à l'ouest par le tissu urbanisé. Sur le côté est de la voie, l'urbanisation (située sur la commune de Meulan) s'arrête au niveau de l'entrée de ville pour laisser place aux espaces naturels des Marais.

Signalétique routière et signes publicitaires

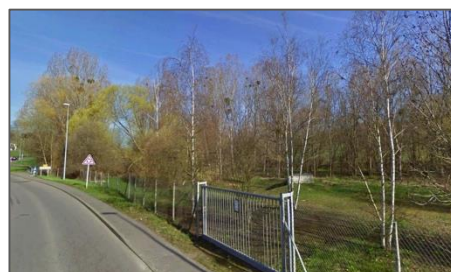
Perspectives visuelles



L'entrée de ville est signalée par un panneau d'entrée de ville et ne comporte aucun panneau publicitaire.

L'entrée de ville offre une double façade :

- une façade très urbaine marquée par la présence de l'immeuble collectif qui surplombe le giratoire, toutefois nuancée par l'importance de la végétation et les côteaux boisés perceptibles à l'arrière-plan,
- et une façade naturelle offerte par le site des Marais.



La traversée de la Montcient qui marque la limite entre les communes de Meulan et d'Hardricourt est peu signalée (pas de panneau indicatif).

Cette entrée de ville est soumise à un projet, proposant de :

- Marquer l'entrée de ville en améliorant le débouché de la rue du Vexin sur le rond-point
- réduire la largeur de chaussée à 5,5m sur la rue du Vexin et créer un alignement d'arbres
- élargir le trottoir en aménageant une liaison cyclable vers le collège de la Montcient

4.5. L'entrée de ville nord – RD 913

L'entrée de ville nord est située sur la RD 913 et permet de rejoindre Hardricourt depuis Gaillon-sur-Montcient. Elle constitue l'entrée de ville la seule entrée " naturelle " de la commune. Elle offre une image plus rurale de la commune que les autres entrées de ville.



Les principales caractéristiques de l'entrée de ville

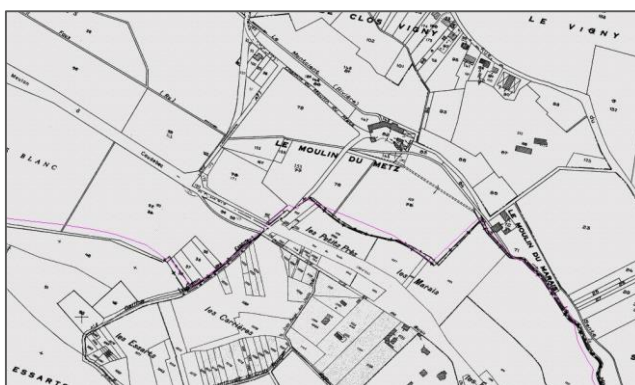
Voirie

La RD 913 borde la limite communale est et relie Hardricourt à Meulan et à la Roche-Guyon.

La chaussée est à 1x1 voie et ne présente ni piste cyclable, ni des trottoirs. Les bas-côtés sont enherbés.

Occupation du sol

L'entrée de ville est située au milieu des espaces naturels : les espaces boisés des Lumières et des Carrières, à l'ouest, les espaces ouverts des Petits Prés et des Marais, à l'est.



Signalétique routière et signes publicitaires

L'entrée de ville n'est signalée par aucun panneau routier. Dans le sens Hardricourt – Gaillon-sur-Montcient, un panneau indique l'entrée dans le Parc Naturel Régional du Vexin.

Perspectives visuelles

Les échappées visuelles sont limitées vers l'est par la présence d'un écran boisé, mais s'ouvrent, à l'ouest, vers les paysages agricoles de Gaillon-sur-Montcient et le Moulin de Metz.



4.6. Les entrées de ville ouest

Les entrées de ville ouest sont situées au nord de la voie ferrée et donnent accès à Hardricourt depuis Mézy-sur-Seine.

Il n'existe pas de coupure entre les tissus urbains des deux coupures. Les rues des Saules Racines, des Barres et le chemin de Mézy relient les deux communes, sans interruption du bâti.



Les principales caractéristiques de l'entrée de ville

Voirie

Occupation du sol

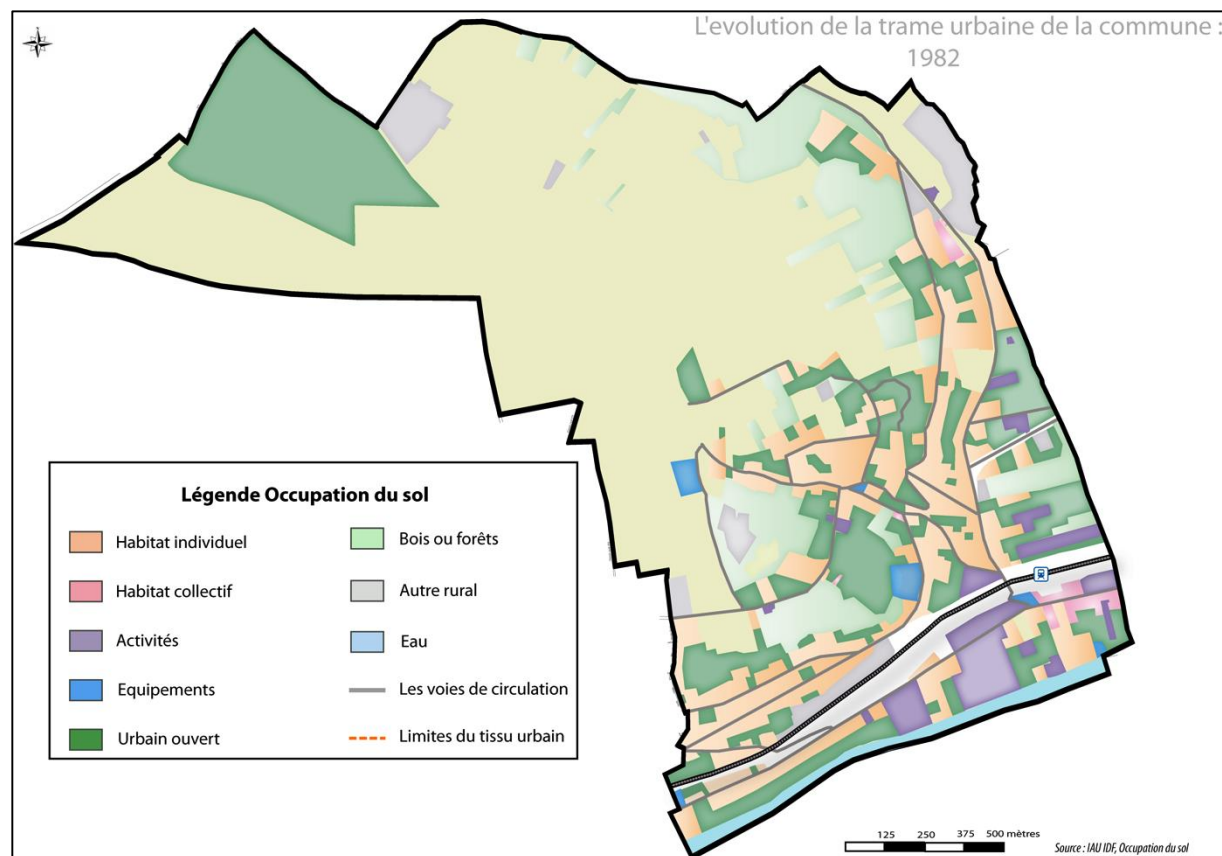
Les entrées de ville sont complètement insérées dans le tissu urbain. Seul le chemin de Mézy est bordé, sur sa partie nord, par le plateau agricole.

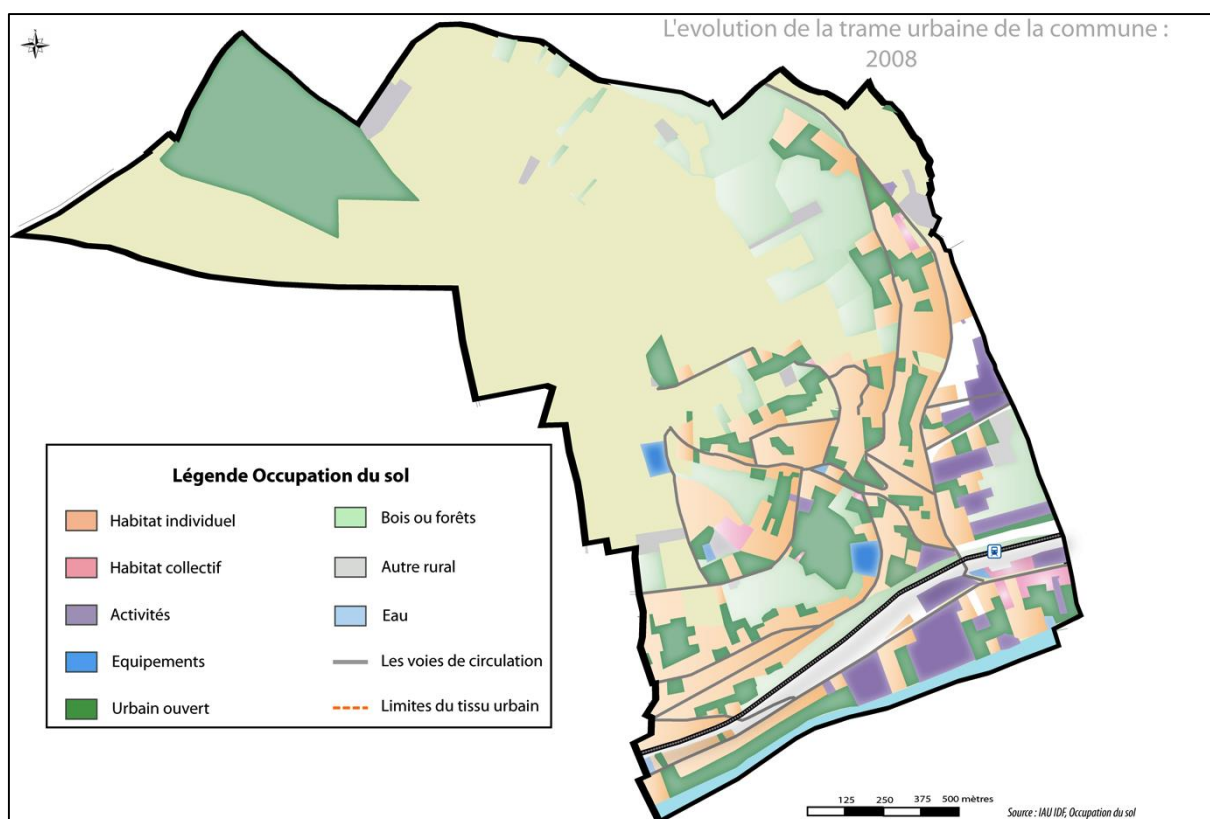
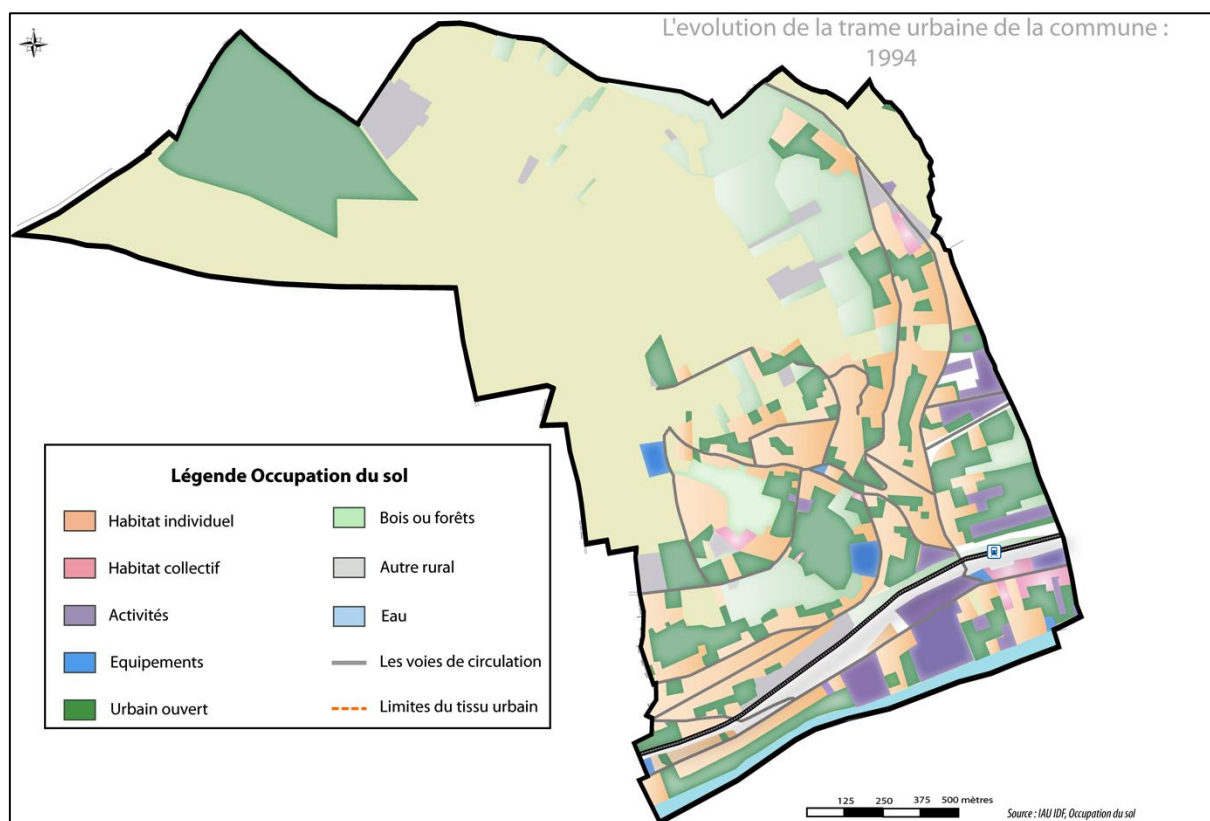
Signalétique routière et signes publicitaires

Les entrées sur la commune sont signalées par des panneaux routiers

PARTIE IV. ANALYSE MORPHOLOGIQUE

I – L'évolution de la trame urbaine





II – La répartition des fonctions

L'analyse de l'occupation des sols de la commune, sur la base des fiches fournies par l'IAURIF permet de préciser les principales caractéristiques de l'occupation du sol :

- l'espace urbain construit couvre près d'un quart de la commune, soit environ 84 hectares. La superficie occupée par l'espace urbain construit a cru de 17 hectares depuis 1982.
- l'espace urbain non construit (parcs, jardins, espaces ouverts destinés aux activités sportives) représente 16 % du territoire communal (55 ha),
- et l'espace rural couvre 198 hectares, soit presque 60 % de la commune.

Carte de l'occupation des sols



Source : IAURIF

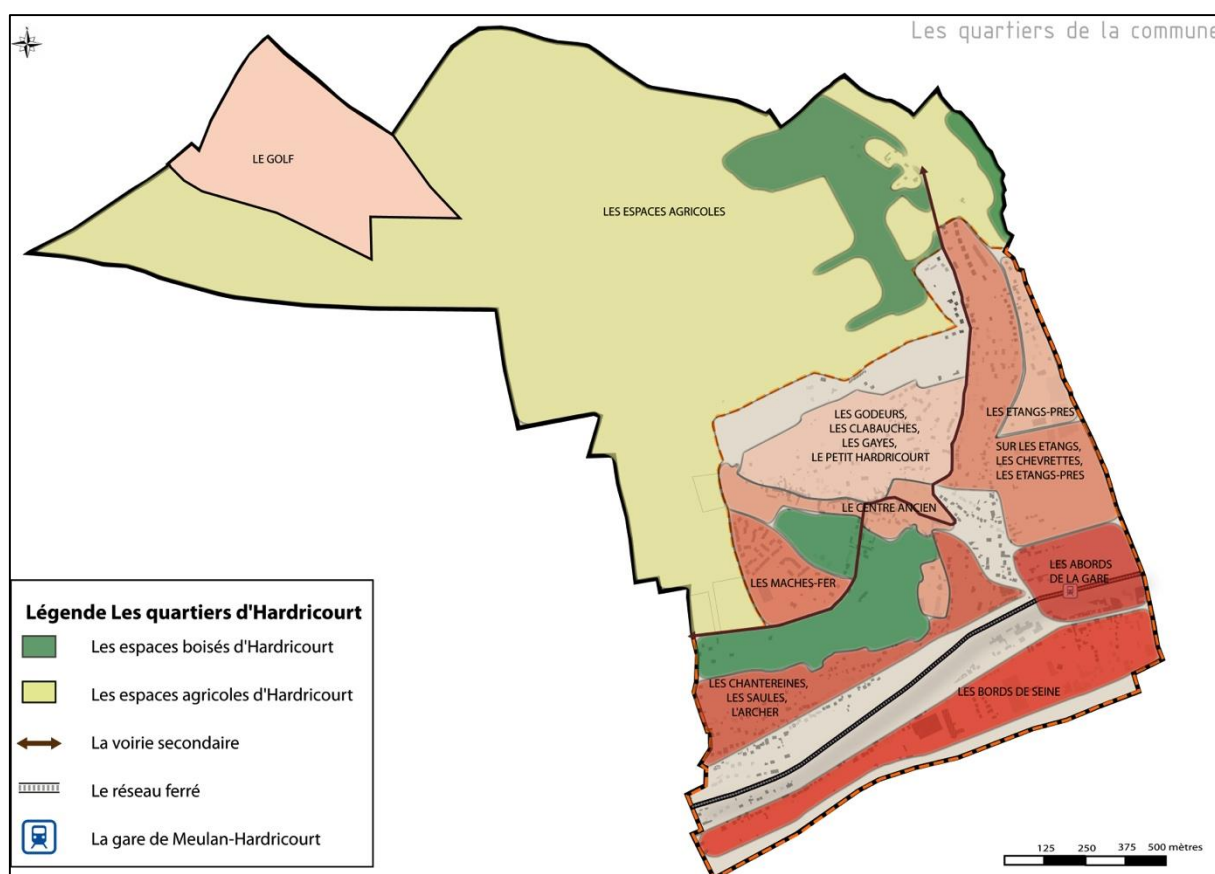
La répartition des fonctions sur le territoire communal :

- plus de la moitié nord du territoire est occupée par les espaces naturels, agricoles, et une partie du golf de Seraincourt. Les principaux espaces boisés ceinturent l'urbanisation,
- les activités économiques sont principalement situées aux abords des principaux axes de circulation : la RD 190 et la rue du Vexin,
- le tissu résidentiel est principalement implanté sur les coteaux des vallées de la Seine et de la Montcient et est très majoritairement composé d'habitations individuelles. En dehors du tissu situé dans le prolongement de la commune de Meulan-en-Vexin, le long de la RD 190, constitué d'immeubles collectifs, ceux-ci sont présents que très ponctuellement sur la commune.

III – Les tissus urbains résidentiels

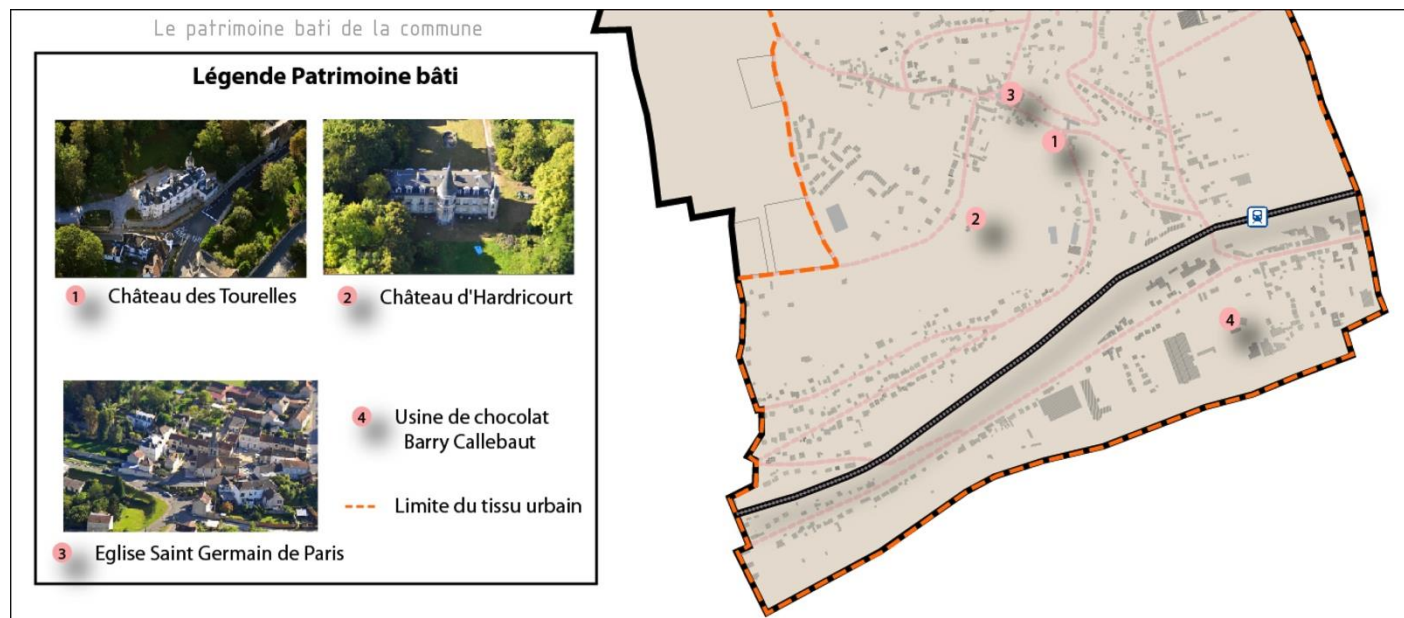
Première proposition de découpage de quartiers pour l'analyse :

- le centre ancien
- les Chantereines, les Saules, l'Archer
- les bords de Saine,
- Les abords de la gare,
- Sur les Etangs, les Chevrettes, les Etangs-Prés
- Les Maches-Fer
- Les Godeurs, les Clabauches, les Gages, le Petit Hardricourt,
- Les Etangs-Prés (avenue des Aulnes)



IV – Le patrimoine bâti

4.1. Le patrimoine remarquable



4.1.1. L'église Saint-Germain de Paris et son clocher

L'église Saint-Germain de Paris, située au cœur du village et classée monument historique depuis 1862 a été remaniée à de nombreuses reprises : le bas-côté nord n'a jamais été reconstruit, aussi certaines colonnes sont maintenant intégrées dans le mur. La nef est couverte d'un plafond.

Le clocher d'Hardricourt témoigne de l'architecture du 12^{ème} siècle : la flèche de pierre est flanquée de pyramidions à fleurons. Les contreforts ont été ajoutés au 16^{ème} siècle.



4.1.2. Le château des Tourelles

Le château des Tourelles, situé au cœur du village, rue Chantereine, est un château moderne datant de la fin du 19^{ème} siècle.

L'architecture de cet édifice est caractéristique des maisons particulières du 19^{ème} siècle, pour lesquelles toutes les fantaisies et sources d'inspiration sont permises en fonction des goûts du commanditaire.



L'architecte du château a puisé ses références dans le 17^{ème} siècle et couvert d'un toit à comble brisé en ardoise un ensemble où les nombreuses baies sont ouvertes symétriquement de part et d'autre de l'axe central. La référence au 17^{ème} siècle est marquée également par les pierres saillantes et les clefs à bossage qui soulignent chaque fenêtre. La haute toiture pointue est celle d'une tour accolée à la façade donnant sur la rue. Cette maison remplace l'ancien château d'Hardricourt qui, selon les plans cadastraux de 1786, se dressait autrefois sur le même emplacement.

Le parc du château (5 ha) est maintenant ouvert au public après son aménagement par la municipalité.

4.1.3. Le château d'Hardricourt

Le château d'Hardricourt est situé rue du Château, au plein cœur de la commune. Le château, ses communs et son parc occupent une emprise d'environ 8 hectares.

Tandis que le château et les communs appartiennent à un propriétaire privé, le parc est propriété de la commune. Des travaux d'aménagement du parc ont été menés par la commune, avec l'aide du Conseil Général des Yvelines et l'Agence des Espaces Verts d'Ile-de-France. Ce parc, inauguré en 2004, est ouvert au public.





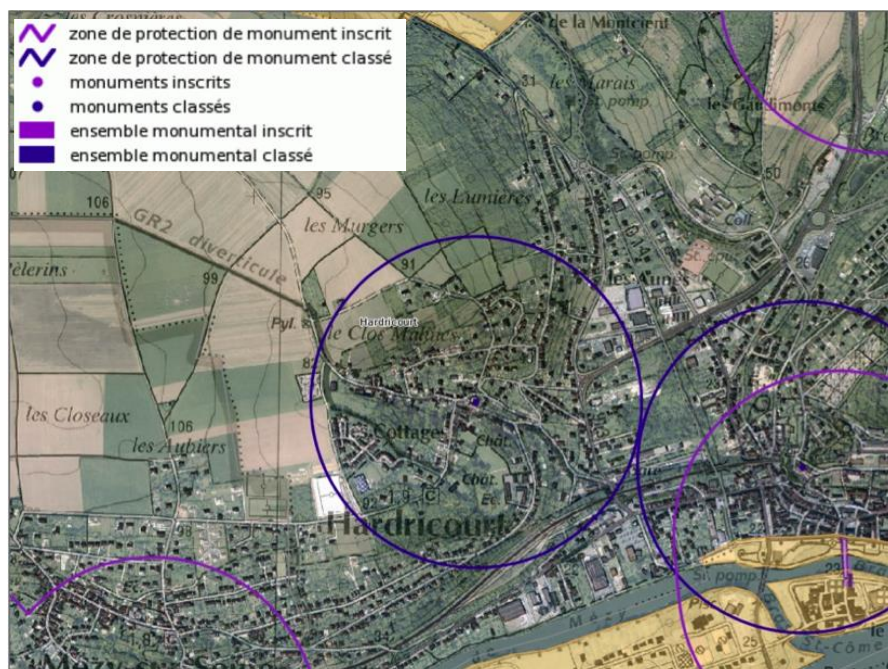
4.1.4. Les protections au titre des monuments historiques

Sur le territoire d'Hardricourt, seule l'Eglise bénéficie d'un classement au titre des Monuments Historiques.

La commune est concernée par les périmètres de 500 m protégeant :

- l'Eglise Saint-Nicolas de Meulan, classée monument historique par arrêté du 30 mars 1978,
- le petit pont sur la G.C 14 de Meulan aux Mureaux, inscrit aux monuments historiques, par arrêté du 29 novembre 1965,
- et l'Eglise de Mézy-sur-Seine, inscrite aux monuments historiques, par arrêté du 19 juillet 1926.

Protection du patrimoine



Source : IAURIF

4.2. Le patrimoine bâti caractéristique

4.2.1. Les constructions de type “banlieue”

→ Habitat pavillonnaire / villa

Alignement et orientation

Ces pavillons sont implantés soit à l'alignement (boulevard Carnot et boulevard Jules Michelet), soit le plus souvent en léger recul par rapport à la rue, comme on le retrouve rue du Vexin.

La profondeur des parcelles permet aux constructions de s'implanter en recul de la voirie, mais également de s'installer perpendiculairement aux limites de la parcelle.



Alignement des constructions, boulevard Carnot



Construction en recul de voirie, rue du Vexin

Mitoyenneté

Ces pavillons sont :

- Parfois accolés pour former un front bâti de constructions
- Parfois isolés des autres sur leur parcelle (photos), créant des espaces de respiration au sein de la commune



Parcelles isolées, rue des Gayes



Front bâti

Façades

Les murs de nombreuses constructions sont en pierre meulière ou en briques.



*Constructions en pierre meulière,
rue des Saules Racines*



*Constructions en briques,
boulevard Michelet*

La pierre meulière est souvent caverneuse. Elle donne son nom aux maisons anciennes de l'Ile-de-France, qui utilisent ce matériau typique de la région : les villas et pavillons bâtis à la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle. Hardricourt compte un grand nombre de ces constructions en pierre meulière notamment sur la rue des Saules Racines, la rue Chantereine et le boulevard Michelet.

On distingue deux types de façades sur la commune :

- des façades rectangulaires
- des façades pignons, plus souvent



Façade rectangulaire, rue Chanteraine



Façade pignon, rue Chanteraine

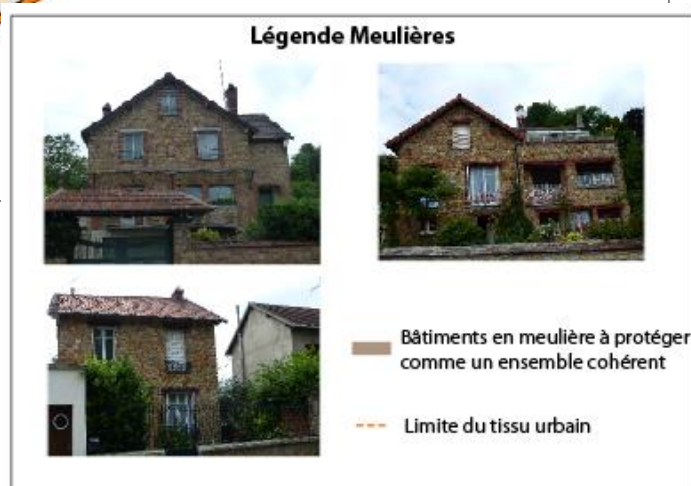
Clôtures

Les clôtures séparant les constructions sont plus ou moins ouvertes, dégageant parfois la vue et mettant en valeur les maisons, mais protégeant aussi l'entrée des logements.

Jardins

Derrière la clôture traitée, un jardin matérialise généralement le seuil entre la voirie et le logement. On retrouve aussi fréquemment un jardin en prolongement des espaces des maisons, constituant l'intimité des ménages.

Certains jardins, isolés et en hauteur, bénéficient de percées visuelles sur les villages et les espaces agricoles aux alentours.



→ Immeuble collectif

On retrouve ce patrimoine à la résidence du Clos Barry et dans les constructions au nord de la rue du Vexin, à l'entrée de ville. Dans ce cas, l'immeuble occupe la parcelle, mais ses occupants n'ont pas de lien avec l'espace au sol.



Résidence du Clos Barry



Résidence à l'entrée de ville est, par la RD 913

Alignement

Ces deux immeubles principaux de la commune d'Hardricourt sont implantés en retrait de voirie

Les hauteurs

Les deux immeubles principaux de la commune s'élèvent à des hauteurs raisonnables (R+4 pour les deux immeubles principaux de la commune), permettant de conserver une certaine densité au sein de la commune, tout en préservant les perceptions visuelles sur les espaces environnants.

Les accès

Pour l'un des deux immeubles, l'accès est mis en valeur par une couleur différente (bleu sur gris).

Insertion urbaine

Les deux immeubles sont isolés, ils ne forment pas une séquence linéaire avec le bâti à proximité.

4.2.2. Le patrimoine industriel : l'usine de chocolat

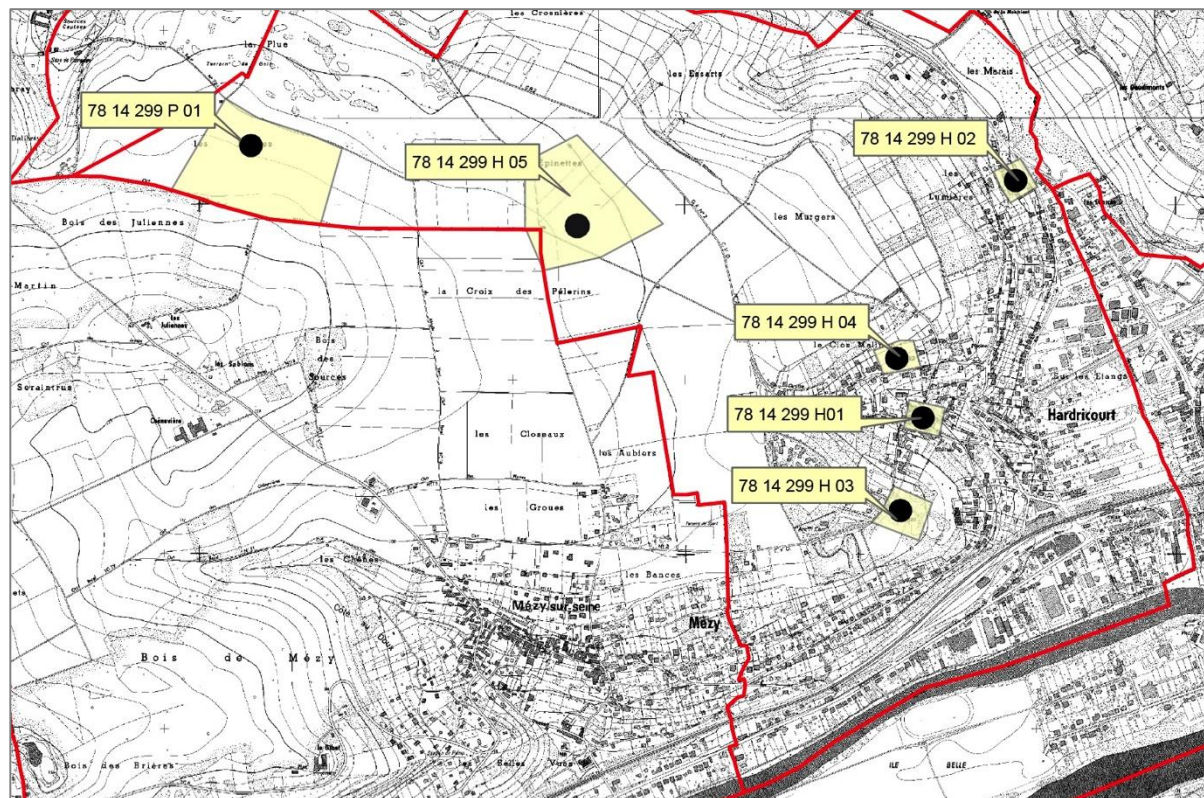
Le patrimoine industriel de la commune d'Hardricourt est représenté par l'usine de chocolat Barry Callebaut (anciennement Caco Barry), créée en 1842 par Charles Barry. Le groupe Barry Callebaut (fusion de Cacao Barry et de Callebaut) est leader mondial des fabricants de produits à base de cacao et de chocolat.



4.3. Le patrimoine archéologique

L'inventaire archéologique départemental répertorie six secteurs sur la commune d'Hardricourt.

Carte de localisation des secteurs archéologiques

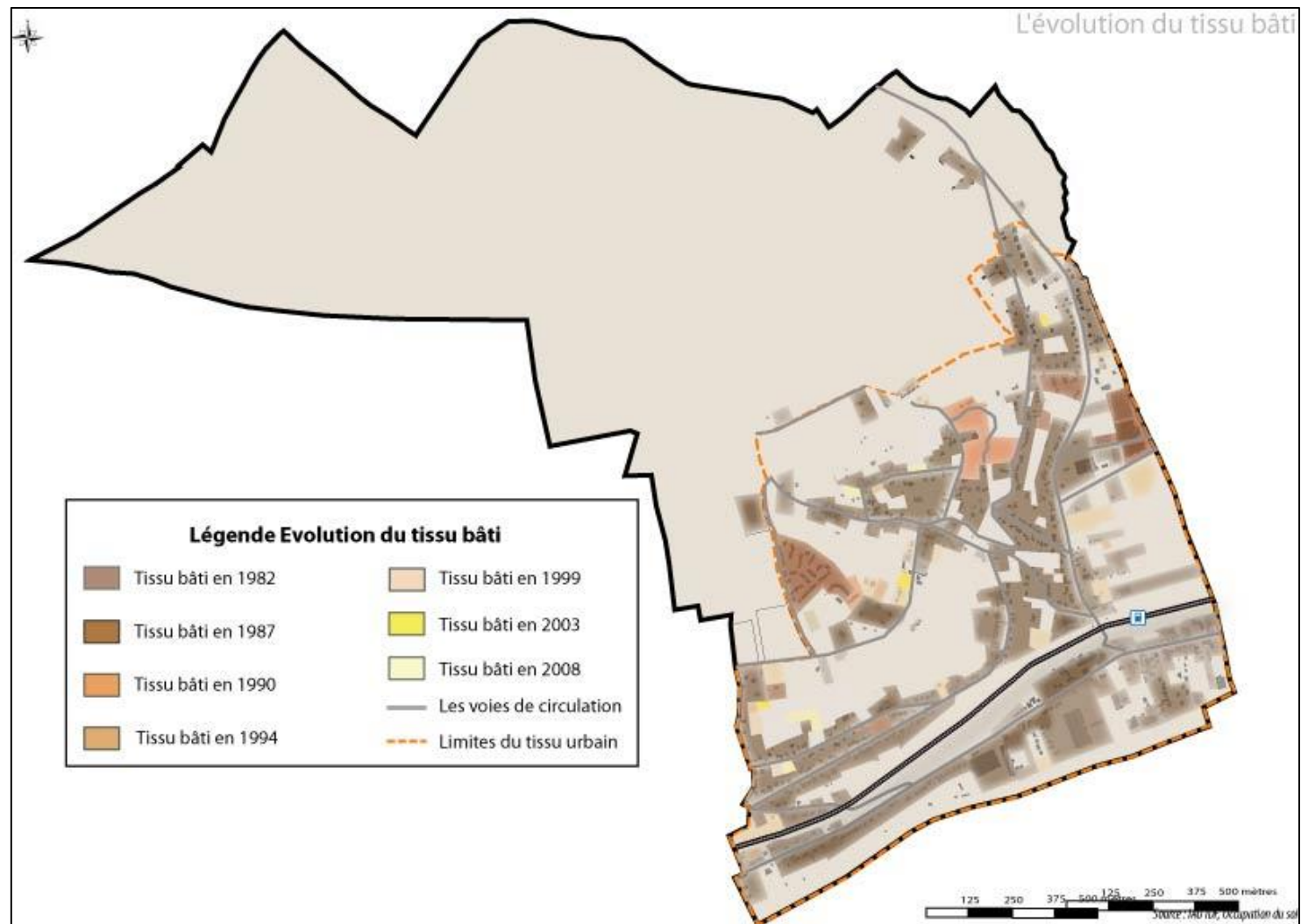


Source : Service archéologique départemental des Yvelines

Inventaire archéologique : découverte proposée à l'inscription

Description	Datation	Nom du site et adresse	Code SADY
Eglise paroissiale	Moyen-Age Epoque moderne	Eglise Saint-Germain, dans le village	H 01
Occupation antique	Antiquité / haut empire	A l'ouest du carrefour de la RD 913 et du Chemin du Vexin, au sommet de la pente, Les Lumières	H 02
Manoir renaissance	Moyen-Age ? Epoque moderne	Le Colombier	H 03
Occupation médiévale	Moyen-Age Epoque moderne	Le Clos Malin, Vila des Godeurs, rue des Godeurs	H 04
Enclos complexes	Indéterminé Age de fer	Les Epinettes, au nord-ouest d'Hardricourt	H 05
Industrie lithique : débitage et outillage	Néolithique	Les Pointes, au nord-est du Bois des Juliennes	P 01

4.4. L'évolution du tissu urbain



PARTIE V. DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

I – Le schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF)

Dans le cadre de sa compétence aménagement, la Région Île-de-France a élaboré un schéma de planification et d'organisation de l'espace régional à l'horizon 2030. Il s'agit du schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) adopté **adopté le 18 octobre 2013 par** délibération du conseil régional d'Île-de-France N° CR 97-13, **et approuvé par** décret en Conseil d'État n° 2013-1241 **du 27 décembre 2013.**

Trois axes ont été retenus :

- Relier et structurer
- Polariser et équilibrer
- Préserver et valoriser

Sur la commune d'Hardricourt, la carte du SDRIF se présente comme suit :



1.1.1. Relier et structurer

Le SDRIF précise que les emplacements nécessaires à la réalisation des projets d'infrastructures de transport inscrits sous la forme de tracés doivent faire l'objet de réserves ou de mesures de sauvegarde.

Les dispositions d'urbanisme ne doivent pas compromettre ou rendre plus difficile la réalisation de ces projets.

1.1.2. Polariser et équilibrer

Le SDRIF précise que les documents d'urbanisme doivent viser à :

- Favoriser la mutabilité et la densification des terrains dans les tissus urbains existants (exploitation des friches et des enclaves urbaines,...)
- Accroître les capacités d'accueil de l'espace urbanisé en matière d'habitat et d'emploi
- Favoriser le développement de grandes opérations en zones urbaines
- Renforcer la mixité des fonctions et sa traduction dans l'aménagement de l'espace

La priorité est donnée à la limitation de la consommation d'espace et donc au développement par la densification du tissu existant. La densification et l'extension urbaines doivent être adaptées aux possibilités d'alimentation par les réseaux (eau et énergie) et la gestion des déchets, en limitant les impacts quantitatifs et qualitatifs.

Sur **les espaces urbanisés à optimiser**, une augmentation de l'ordre de 10% de la densité moyenne des espaces d'habitat est attendue à l'horizon 2030.

Sur **les quartiers de gare à densifier**, la densification doit être privilégiée, tant en termes d'offre d'habitat que d'emploi, afin de favoriser la mobilité par les transports collectifs. A l'horizon 2030, ils justifient en matière de logement une augmentation de l'ordre de 15% de la densité moyenne des espaces d'habitat communaux (soit un seuil de densification de 5% supérieur au taux de base, 10+5%).

1.1.3. Préserver et valoriser

Le SDRIF précise que les limites de l'urbanisation existante doivent être maîtrisées et traitées afin de constituer un front cohérent.

Dans **les espaces agricoles**, sont exclus, tous les usages susceptibles de nuire à l'activité agricole, ou de remettre en cause sa pérennité. Toutefois, certains usages sont autorisés sous conditions :

- les aménagements et les constructions nécessaires à l'adaptation de l'appareil productif agricole
- les installations nécessaires au captage d'eau potable
- certaines installations de collecte, stockage et premier conditionnement des produits agricoles, de manière exceptionnelle si leur proximité est indispensable à l'activité agricole
- certaines constructions et installations nécessaires au service public ou d'intérêt collectif de niveau intercommunal liés notamment à la production d'énergie (stations électriques, grandes éoliennes, plates-formes d'approvisionnement et de conditionnement de la biomasse,...) ou au traitement des déchets de manière exceptionnelle dès lors qu'ils ne peuvent être accueillis dans les espaces urbanisés conformément au principe de proximité. Les installations photovoltaïques sont interdites au sol dans les espaces agricoles.

Ces aménagements et constructions doivent être localisés en continuité avec le bâti existant, sauf incompatibilité avec l'activité agricole existante ou projetée, ou en cas de risques de nuisances pour le voisinage.

Les espaces boisés et les espaces naturels sont essentiels pour la biodiversité. L'intégrité des bois et forêts doit être assurée pour les massifs boisés de plus de 1 hectare.

Les lisières des espaces boisés doivent être protégées : toute nouvelle urbanisation ne peut être implantée qu'à une distance d'au-moins 50 mètres des lisières des bois et forêts représentés sur la carte de destination générale des différentes parties du territoire.

Les espaces verts et de loisirs regroupent des espaces d'emprise relativement restreints (espaces verts publics, jardins publics...) et des espaces de plus grandes emprises (parcs, bases de plein air et de loisirs...).

Il convient de pérenniser la vocation des espaces verts publics existants, de valoriser les espaces ouverts privés insérés dans la ville dense, d'optimiser l'ensemble des fonctions ou des services que rendent les espaces verts (préservation de la biodiversité en milieu urbain notamment).

Les documents d'urbanisme doivent permettre, notamment de :

- créer les espaces verts d'intérêt régional
- préserver les emprises dédiées aux espaces verts publics existants
- réaliser les équipements nécessaires au fonctionnement de certains espaces de loisirs (bases de plein air et de loisirs, châteaux et domaines à forts enjeux touristiques,...) dans le respect du caractère patrimonial et naturel de l'espace concerné et des règles de protection édictées par le SDRIF
- affirmer prioritairement la vocation d'espaces verts publics et de loisirs des secteurs sous minés par d'anciennes carrières non encore urbanisés.

L'accessibilité des espaces verts publics et des espaces de loisirs doit être améliorée (maillage, lien avec les autres espaces publics,...)

Les continuités écologiques désignent les continuités boisées, herbacées, agricoles et humides permettant la circulation des espèces entre des réservoirs de biodiversité.

Ces continuités doivent être maintenues. En milieu urbain, s'il n'est pas toujours possible de maintenir une emprise large pour ces continuités, leur caractère fonctionnel est essentiel à préserver.

Dans le cadre de la réalisation de projets d'infrastructures, il faudra être particulièrement vigilant, afin d'éviter ou de réduire l'impact des infrastructures sur les réservoirs de biodiversité et les continuités écologiques.

Les espaces en eau font l'objet d'ambitions multiples qu'il convient de concilier afin de :

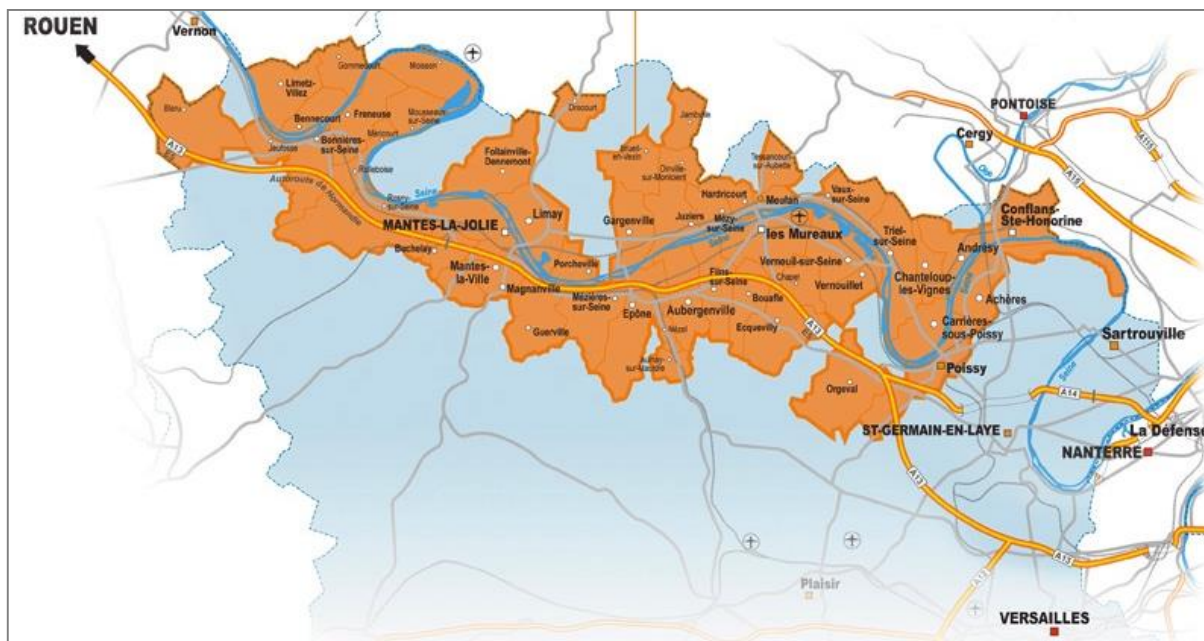
- valoriser le fleuve pour structurer et fédérer l'espace régional
- assurer un accès équitable et durable aux ressources en eau, respecter les différentes fonctions des réseaux hydrographiques et des espaces en eau
- contribuer à l'amélioration de la qualité écologique et chimique des masses d'eau

Il est impératif de prendre en compte la préservation des ressources et des milieux en eau à long terme. Les éléments naturels participants au fonctionnement des milieux aquatiques et humides et aux continuités écologiques et paysagères liées à l'eau ne doivent pas être dégradés.

L'urbanisation doit d'une part respecter l'écoulement naturel des cours d'eau (en particulier dans les fonds de vallée) et d'autre part permettre la réouverture des rivières urbains et les soustraire aux réseaux d'assainissement, en réservant une marge de recul suffisante à leur renaturation.

II – L'opération d'intérêt national (OIN) Seine-Aval

La commune d'Hardricourt est comprise dans le périmètre de l'opération d'intérêt national (OIN) Seine-Aval. Le territoire de Seine-Aval, identifié comme un espace de développement stratégique en Ile-de-France, couvre 51 communes.



Source : www.epamsa.fr

Les enjeux majeurs du projet de l'OIN sont :

- le développement économique, notamment technologique et industriel,
- le logement, avec un objectif de 2 500 logements neufs par an,
- l'amélioration du réseau et de l'offre de transports,
- la mise en valeur de l'environnement et l'exigence environnementale.

La qualification d'OIN a pour effet d'attribuer à l'Etat, à l'intérieur des périmètres définis par le décret de création :

- la compétence en matière d'autorisations d'occuper ou d'utiliser le sol (permis de construire...),
- la compétence relative à la création de zones d'aménagement concertée (ZAC),
- la compétence pour prendre en considération les opérations d'aménagement.

La compétence des communes ou établissements publics de coopération intercommunale est conservée.

III – Le plan de déplacements urbains de la région Ile-de-France (PDUIF)

Approuvé le 15 décembre 2000 en application de la loi LAURE du 30 décembre 1996, le Plan de Déplacements Urbains de la Région Ile-de-France (PDUIF) définit les principes permettant d'organiser et d'améliorer les déplacements des personnes, le transport des marchandises, la circulation et le stationnement. L'ensemble de ses orientations doit

favoriser l'usage des modes alternatifs de transports (vélos, transports publics...) permettant une diminution du trafic automobile sur l'ensemble de la commune.

Le PDU s'articule autour de **grandes orientations** :

- la diminution du trafic automobile,
- le développement des transports collectifs et des moyens de déplacements économes et non polluants,
- l'organisation du stationnement sur le domaine public,
- le transport et la livraison des marchandises, de façon à réduire les impacts sur la circulation et l'environnement,
- l'encouragement par les entreprises et les collectivités publiques à favoriser le transport de leur personnel, notamment par l'utilisation des transports en commun,
- le développement d'un réseau de liaisons douces permettant d'une part, de relier les différents équipements et quartiers de la commune et, d'autre part, les relations avec l'extérieur.

Le PLU d'Hardricourt doit être compatible avec les orientations du PDUIF.

Le PDUIF a été mis en révision par le STIF le 12 décembre 2007. En charge de l'élaboration du nouveau document, le STIF a organisé la révision en deux grandes phases :

- la première phase, précisant les éléments de diagnostic, s'est déroulée de septembre 2008 à juin 2009. Elle a débouché sur l'identification de neuf défis auxquels le PDUIF révisé devra répondre en fixant notamment un certain nombre d'orientations par défi.
- la seconde phase, de septembre 2009 à fin 2010, a permis l'émergence de 34 actions concrètes s'intégrant dans la stratégie générale et les nouveaux objectifs du PDUIF.

La procédure d'élaboration du nouveau PDUIF, telle que prévue par le Code des Transports, a abouti à ce que le Conseil du STIF, lors de sa séance du 9 février 2011, propose à la Région, pour délibération et arrêt, le projet de PDUIF et ses annexes. Il appartient désormais au Conseil Régional de poursuivre la procédure devant mener à l'approbation de ce document.

L'approbation définitive du PDUIF en Conseil Régional est envisagée dans les mêmes temporalités que l'approbation du SDRIF révisé, fin 2013.

Le projet de PDUIF définit les actions permettant de répondre aux **neuf défis** à relever pour changer les conditions de déplacement et les comportements :

- construire une ville plus favorable aux déplacements à pied, à vélo et en transports collectifs,
- rendre les transports collectifs plus attractifs,
- redonner à la marche de l'importance dans la chaîne de déplacement,
- donner un nouveau souffle à la pratique du vélo,
- agir sur les conditions d'usage des modes individuels motorisés,
- rendre accessible l'ensemble de la chaîne de déplacement,
- rationaliser l'organisation des flux de marchandises et favoriser le transport par fret ferroviaire et par voie d'eau,
- construire un système de gouvernance responsabilisant les acteurs pour la mise en œuvre du PDUIF,
- faire des franciliens des acteurs responsables de leurs déplacements.

Par ailleurs, conformément à l'article 45 de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, un plan de mise en accessibilité de la voirie et des

aménagements des espaces publics est établi dans chaque commune à l'initiative du maire ou, le cas échéant, du président de l'établissement public de coopération intercommunale. Ce plan fixe notamment les dispositions susceptibles de rendre accessible aux personnes handicapées et à mobilité réduite l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement d'automobiles situées sur le territoire de la commune ou de l'EPCI.

IV – Le schéma départemental d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification qui fixe, pour une période de six ans, « les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux » (article L212-1 du code de l'environnement) à atteindre dans le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands.

Le SDAGE du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands a été adopté par le comité de bassin le jeudi 29 octobre 2009. Il définit dix défis à relever pour la période 2010-2015 :

- diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques,
- diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques,
- réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses,
- réduire les pollutions microbiologiques des milieux
- protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future
- protéger et restaurer les milieux aquatiques humides
- gérer la rareté de la ressource en eau
- limiter et prévenir le risque d'inondation
- prendre en compte le changement climatique,
- intégrer le littoral

Le PLU doit être compatible avec les orientations du SDAGE.

V – Le schéma départemental des carrières des Yvelines

Le schéma départemental des carrières des Yvelines a été approuvé par arrêté préfectoral le 8 juin 2000. Il vise à définir les conditions d'implantation des carrières et à fixer, lors de l'autorisation administrative et avant le début des travaux d'exploitation, des objectifs pour la remise en état.

La commune est incluse dans le périmètre de la **zone spéciale 109** de recherche et d'exploitation de carrières de sables et graviers d'alluvions, définie par le décret du 11 avril 1969, dont la validité a été indéfiniment prolongée par l'article 35 de la loi n°70-1 du 2 janvier 1970.

La Zone spéciale est un périmètre à l'intérieur duquel pourront être ultérieurement déposées de demandes de permis exclusif de carrière et d'autorisation d'exploiter. Ce périmètre est déterminé de façon à inclure les espaces nécessaires à l'application des contraintes industrielles et environnementales. La surface d'une zone spéciale est donc très largement supérieure à celle qui fera l'objet d'une exploitation.

La création d'une Zone spéciale n'autorise pas l'ouverture d'une carrière.

Il faut pour cela qu'un exploitant obtienne un permis exclusif de carrière délivré par arrêté conjoint du Ministre de l'Industrie et du Ministre de l'Environnement et une autorisation d'exploiter par arrêté préfectoral.

Ces deux études reposent sur une étude d'impact approfondie et sur une nouvelle enquête publique qui permettent de vérifier la cohérence de chaque projet avec les principes retenus par la Zone spéciale.

VI – Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage des Yvelines et la zone spéciale 109

La loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage vise à mettre en place un dispositif d'accueil dans chaque département. L'objectif de cette loi est d'établir un équilibre satisfaisant entre, d'une part la liberté d'aller et venir, et l'aspiration des gens du voyage à pouvoir stationner dans des conditions décentes et d'autre part, le souci des élus locaux d'éviter des installations illicites, sources de difficultés de coexistence avec leurs administrés.

La loi de 2000 prévoit l'élaboration, dans un cadre partenarial comportant l'Etat, le département, les communes et les représentants des gens du voyage, d'un schéma départemental d'accueil des gens du voyage. **Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage des Yvelines a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 mars 2006.**

La révision du schéma départemental a été prescrite par arrêté préfectoral du 8 novembre 2010.

Les besoins en matière d'aire d'accueil des gens du voyage dans les Yvelines ont été estimés à 638 places en aires permanentes d'accueil et 600 places de grand passage.

Des secteurs de cohérence regroupant un certain nombre de communes ont été identifiés au sein du département pour l'accueil des gens du voyage pour la définition des obligations en matière d'aires permanentes. La répartition entre les secteurs de cohérence a été effectuée en fonction de l'analyse de ces besoins et en fonction de la localisation des services de soin, de l'accès à l'activité économique et à la scolarisation. A également été pris en compte l'existence dans certains secteurs, de terrains accueillant déjà de fortes concentrations de voyageurs, en voie de sédentarisation.

La commune d'Hardricourt appartient au secteur de cohérence Val de Seine, au sein duquel l'obligation de réaliser des places conventionnées en aires d'accueil repose sur la commune de Meulan (10 places) et sur la commune de Maule et la Communauté de Communes Seine Mauldre (15 places).

Elle appartient au secteur de grand passage A, qui regroupent les secteurs de cohérence Val de Seine, Les Mureaux, Gargenville – Epône, Seine et forêts, Boucle de Chanteloup, Chambourcy Poissy et Verneuil – Vernouillet, pour lequel le schéma fixe un objectif quantitatif minimum de 150 places de grand passage. Le schéma précise les communes soumises à l'obligation de créer ou de participer à la création d'une aire de grand passage sur le secteur auquel elles appartiennent. La commune d'Hardricourt ne figure pas parmi ces communes.

Le porter-à-connaissance de l'Etat pour l'élaboration du PLU précise toutefois que “ des stationnements temporaires des caravanes ont été observés sur certains terrains de la commune, proches de la voie ferrée. La mise en œuvre du PLU peut être l'occasion pour la commune de poser une réflexion, en partenariat avec l'Etat, sur les moyens d'accueil des gens du voyage de passage sur le territoire et notamment sur l'opportunité de création d'un terrain familial. La commune pourrait ainsi être inscrite dans le prochain schéma, et le terrain familial pourrait faire l'objet d'un financement de l'Etat “.

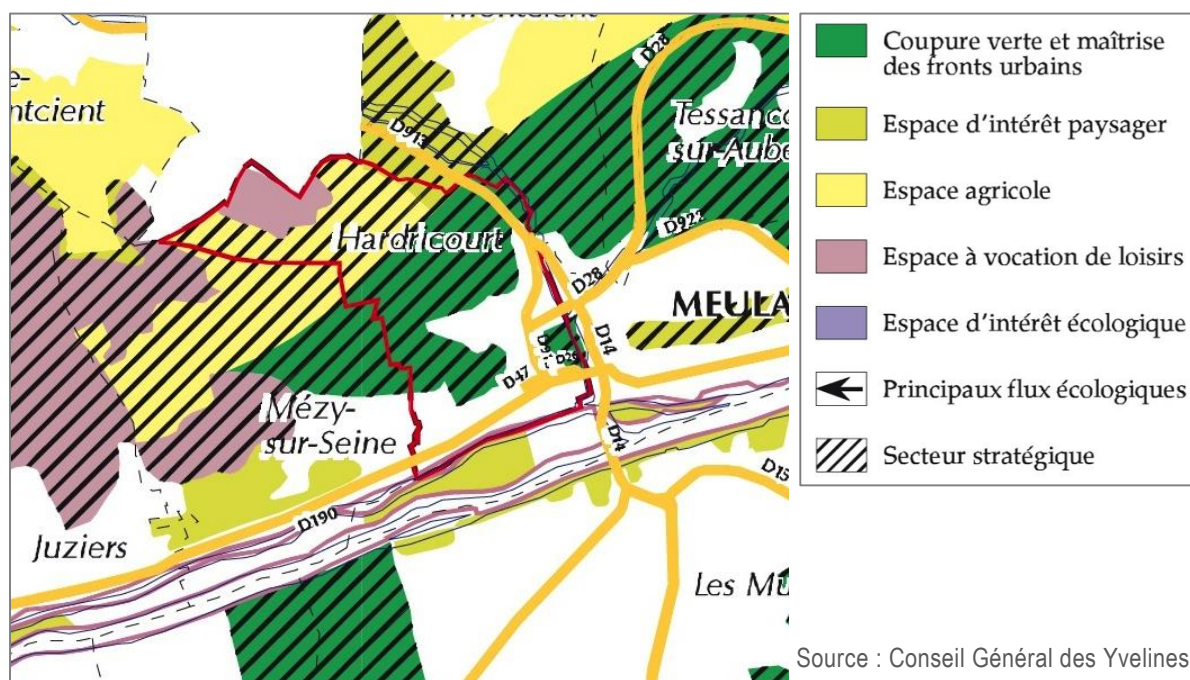
VII – Le schéma départemental des espaces naturels (SDEN) des Yvelines

Le schéma départemental des espaces naturels (SDEN) des Yvelines, approuvé le 24 juin 1994 et modifié par délibération du 16 avril 1999, fixe les grandes orientations stratégiques du département ainsi que le cadre de son action en faveur de la protection et de la mise en valeur des espaces naturels. Il constitue une base de concertation avec les communes, notamment lors de l'établissement des documents d'urbanisme locaux.

Le SDEN :

- identifie les espaces agricoles et les massifs boisés situés au contact du bourg au titre des coupures vertes et maîtrise des fronts urbains. Les boisements des Etangs-Prés sont identifiés également à ce titre.
- ces espaces de coupure et les espaces agricoles identifiés au nord de la commune apparaissent au titre des secteurs stratégiques,
- la partie du golf de Seraincourt située sur le territoire communal apparaît au titre des espaces de loisirs.

Extrait du schéma départemental des espaces naturels

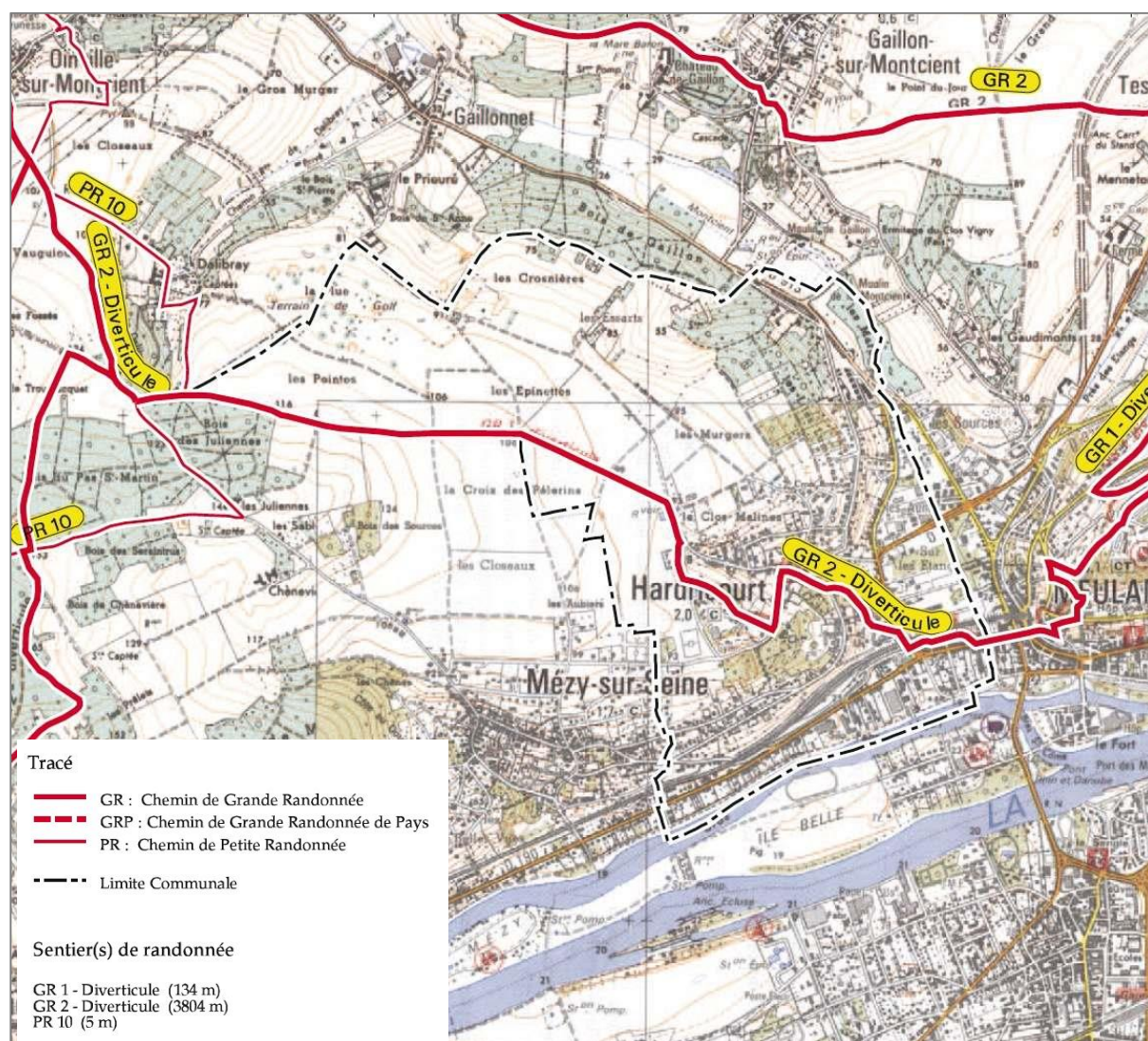


VIII – Le schéma départemental des randonnées pédestres

Le Conseil Général des Yvelines a adopté un schéma départemental de la randonnée pédestre, mis à jour le 25 novembre 1999.

Le schéma départemental de la randonnée pédestre fait apparaître sur le territoire d'Hardricourt la variante du chemin de grande randonnée GR 2 (diverticule), traversant la commune du nord-ouest au sud-est. Cette variante permet, depuis Oinville-sur-Montcient, de rejoindre Tessancourt, par Hardricourt. Le GR 2 assure la liaison Paris - Rouen - Le Havre.

Extrait du schéma départemental de la randonnée pédestre



Source : Conseil Général des Yvelines

IX – Le schéma départemental des itinéraires Véloroutes et Voies Vertes (VVV)

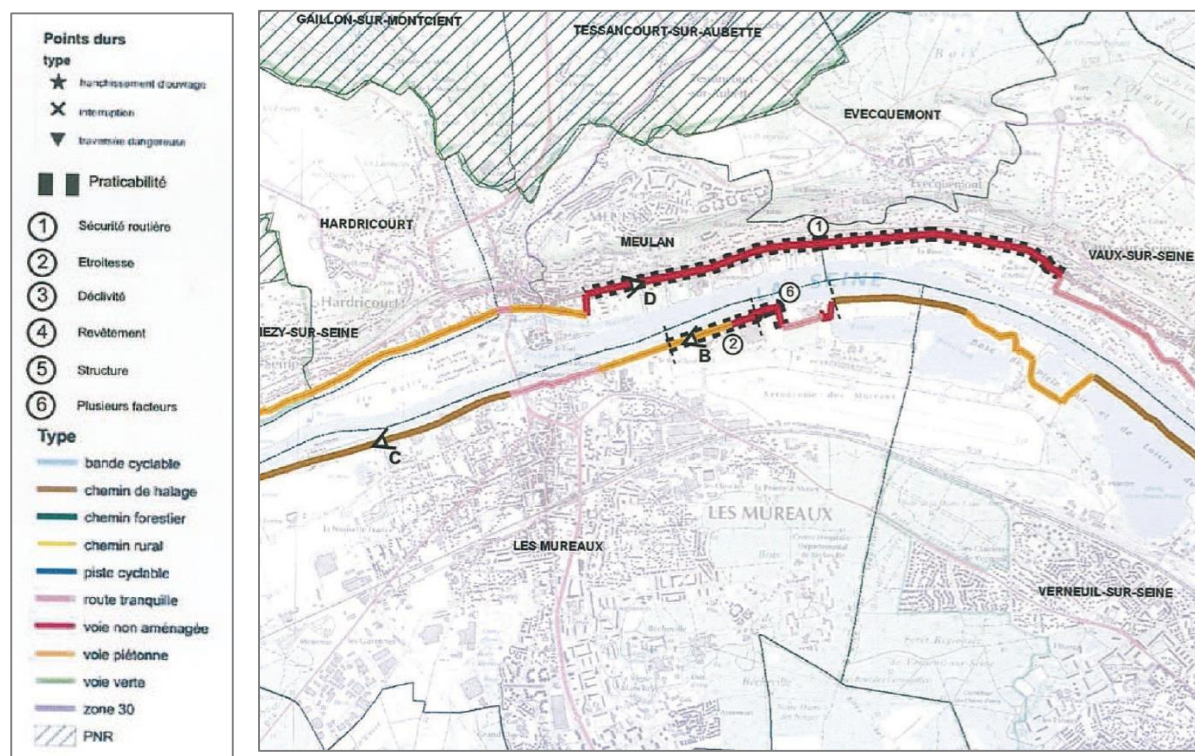
Le schéma départemental des itinéraires Véloroutes et Voies Vertes a été adopté le 17 juin 2010. Le Conseil Général poursuit l'ambition de développer les déplacements cyclables, le tourisme et la mise en valeur du patrimoine.

Les objectifs du schéma Véloroutes et Voies Vertes consistent à :

- développer la pratique du vélo, notamment de loisir, mais aussi utilitaire,
- articuler entre elles les politiques cyclables locales,
- s'intégrer dans les schémas régional, national et européen.

Le schéma fait apparaître la liaison piétonne située sur les berges de la Seine, traversant Hardricourt et permettant de rejoindre Mézy-sur-Seine à l'ouest et Meulan à l'est. Toutefois, cette liaison rejoint une voie non aménagée à Meulan.

Schéma départemental des Véloroutes et Voies Vertes



Source : Conseil Général des Yvelines – Itinéraire Seine – Mars 2010

X – Le schéma départemental d'aménagement pour un développement équilibré des Yvelines (SDADEY)

Le Conseil général des Yvelines s'est doté d'un outil stratégique, le schéma d'aménagement pour un développement équilibré des Yvelines (SDADEY), élaboré, en 2002, en concertation avec les maires des Yvelines.

Ce schéma présente la vision du Département en matière d'aménagement et précise les orientations stratégiques qui guideront l'action départementale en faveur d'un développement harmonieux des Yvelines dans les domaines du développement économique, du logement, de l'offre d'équipements et de transport et de l'environnement, à l'horizon des quinze prochaines années.

Le SDADEY qui a été actualisé le 12 juillet 2006 constitue aujourd'hui un document de référence pour la mise en œuvre des politiques départementales qui vont concourir au développement du territoire et pour faire connaître et partager les orientations du Conseil Général auprès de ses partenaires.

Le SDADEY s'articule autour de quatre grandes orientations :

- renforcer les territoires de développement d'envergure régionale (Saint-Quentin-en-Yvelines – Vélizy – Versailles et Poissy – Seine aval) et conforter les dynamiques locales à partir des atouts et des potentialités des territoires pour assurer un meilleur équilibre économique, social et urbain des Yvelines,
- améliorer et compléter le maillage des Yvelines par l'achèvement des grandes liaisons régionales, routières et de transport en commun, nécessaires à l'amélioration de l'accessibilité des territoires et au renforcement de leur attractivité économique et résidentielle,
- valoriser l'environnement comme élément constitutif du cadre de vie et facteur d'attractivité des territoires,
- polariser l'urbanisation sur un réseau de villes et de bourg afin de maîtriser l'étalement urbain et de mieux endiguer le phénomène de mitage des espaces naturels.

Le principe d'un développement polarisé et hiérarchisé auquel se réfère le SDADEY doit permettre d'assurer la maîtrise de l'urbanisation et de garantir un développement équilibré respectueux des atouts et du cadre de vie des territoires.

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

PARTIE I. MILIEU PHYSIQUE

I – La topographie

Le relief des Yvelines est celui d'une plaine découpée par des vallées relativement marquées, d'une altitude moyenne de 150 mètres. Le point culminant du département (201 mètres) se situe à l'extrême nord du département, en bordure sud du Vexin Français.

La commune d'Hardricourt bénéficie d'un relief varié, marqué par la présence d'un plateau, sur la partie nord ouest de son territoire, de coteaux et de vallées bordant la Seine et la Montcient :

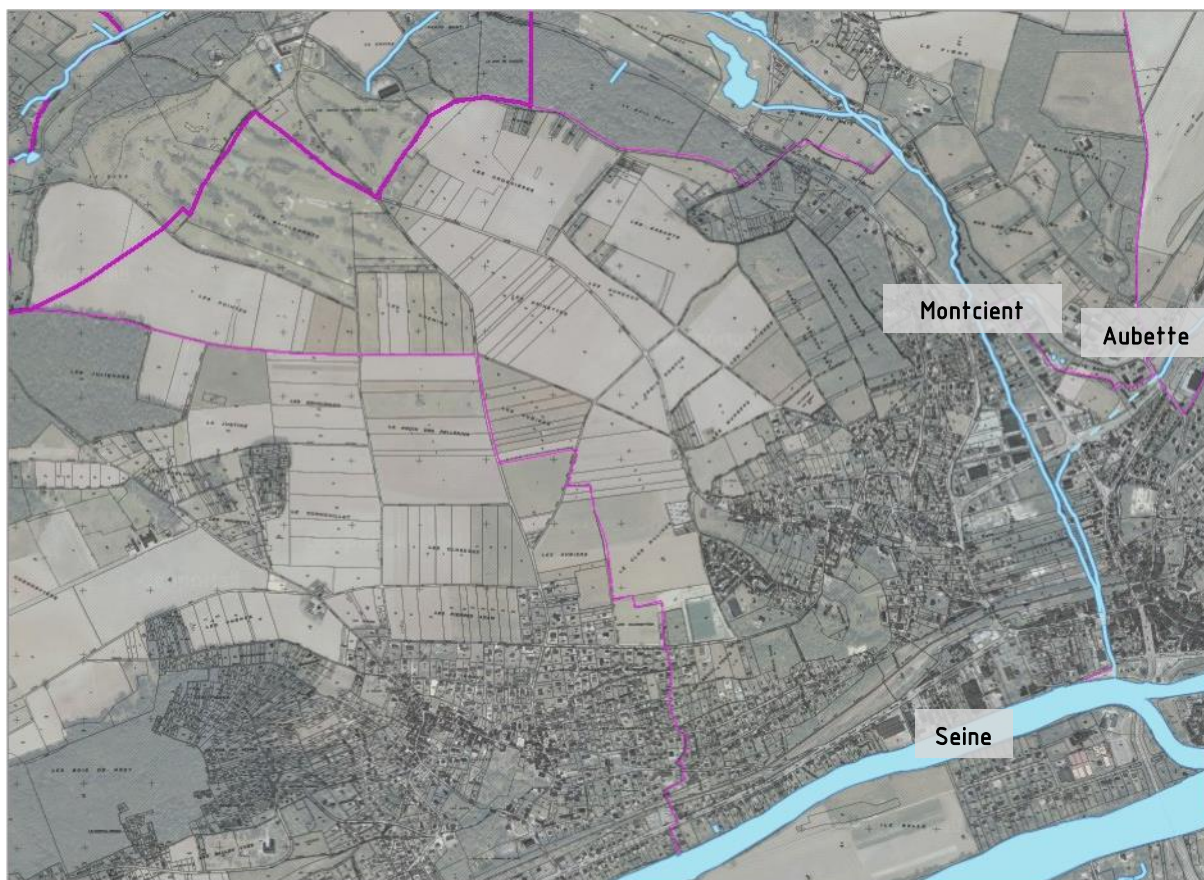
- peu de relief entre la Seine et la RD 190 et entre la Montcient et la RD 913, entre 20 et 25 mètres d'altitude,
- les coteaux, en arc de cercle, surplombe la Seine, qui borde la commune au sud et la Montcient, qui marque sa limite est. L'altitude des coteaux varie entre 25 mètres, au niveau bas de la RD 913 et atteint 90 mètres aux lieu-dit " Les Maches-Fer " et " Le champ du Gibet " et 100 mètres au lieu-dit " Les Gautières " ,
- le plateau agricole dominant les vallées de la Seine et de la Montcient, autour de 115 m.



Source : VISIAU – IAURIF

II – L’hydrographie

Le réseau hydrographique d’Hardricourt est marqué par la présence de la Seine, au sud et de la Montcient à l’est du territoire communal.



Source : IGN – Géoportail

2.1. La Seine

Le nord des Yvelines est traversé d’est en ouest par **la Seine**, dont la vallée est élargie par des méandres très marqués, dus à la très faible pente du cours du fleuve. La Seine est une rivière de Plaine, recevant autour de 720 mm d’eau par an en moyenne. Son bassin couvre 65 000 km², à travers un réseau hydrographique n’offrant pas une grosse capacité d’écoulement faute de pentes. De manière générale, l’écoulement est fortement perturbé par l’aménagement de lits, par l’imperméabilisation des sols urbains, par les prises d’eau et les restitutions, par les barrages situés sur son cours supérieur.

Le bassin de la Seine est couvert à 75% de terrains perméables (craie et calcaires) dans lesquels les coefficients d’infiltration sont élevés. Ces terrains sont des zones de stockage qui restituent les eaux progressivement et soutiennent ainsi l’étiage des rivières.

Le Bras de Mézy de la Seine borde la commune au sud.

2.2. La Montcient

La Montcient prend sa source dans la commune d'Aincourt (95) à une altitude de 145 mètres et a des résurgences dans le golf du Prieuré à Sailly à une altitude de 95 mètres. Son orientation est Nord-Ouest/Sud-Est. Cette rivière couvre 11 kms de linéaire et traverse neuf communes entre le Val d'Oise et les Yvelines. La Montcient et l'Aubette confluent en zone urbaine sur les communes d'Hardricourt et de Meulan avant de se jeter dans la Seine

Le syndicat intercommunal de gestion des eaux de ruissellement, des eaux de la Montcient et de ses affluents (SIGERMA) regroupe les communes de Breuil-en-Vexin, Gaillon, Hardricourt, Jambeville, Meulan, Montalet-le-Bois, Oinville-sur-Montcient, Sailly, Seraincourt, Lainville-en-Vexin.

La Montcient constitue la limite est du territoire communal.

III – La géologie

3.1. La géologie des Yvelines

La structure géologique des Yvelines s'insère dans celle de l'Île-de-France et plus généralement du bassin parisien, vaste cuvette sédimentaire, approximativement centrée sur Paris.

Elle est formée d'un empilement de couches sédimentaires de l'ère tertiaire, alternant calcaires, marnes, sables et argiles. Ces couches reposent sur un socle épais de craie du crétacé supérieur qui affleure rarement sauf sur les versants de certaines vallées. Les sédiments tertiaires ont été fortement érodés par les cours d'eau, principalement la Seine et remplacés dans le fond des vallées par des alluvions quaternaires. Sur les plateaux d'importants dépôts éoliens de loess ont donné naissance à de riches sols agricoles.

Les couches dures, marno-calcaires résistant mieux à l'érosion ont donné naissance à des plates-formes structurales, légèrement inclinées, qui structurent le paysage. Dans le sud des Yvelines, la plate-forme structurale du calcaire de Beauce (Stampien) domine la région de Rambouillet et disparaît progressivement dans la partie nord où elle apparaît encore dans les hauteurs de la forêt de Marly et du plateau des Alluets, et sous forme de buttes-témoins sur la rive nord de la Seine. Elle laisse la place vers le nord à la surface structurale du calcaire grossier (Lutétien). Dans les zones de transition apparaissent les sables de Fontainebleau (Stampien).

Ces couches ont subi le contrecoup des plissements alpins et formé un léger plissement d'axe sud-est - nord-ouest.

Au quaternaire, lors des phases de glaciations, les méandres de la Seine ont érodé les alluvions anciennes, formant de hautes terrasses alluviales, notamment dans les boucles de Saint-Germain et de Moisson.

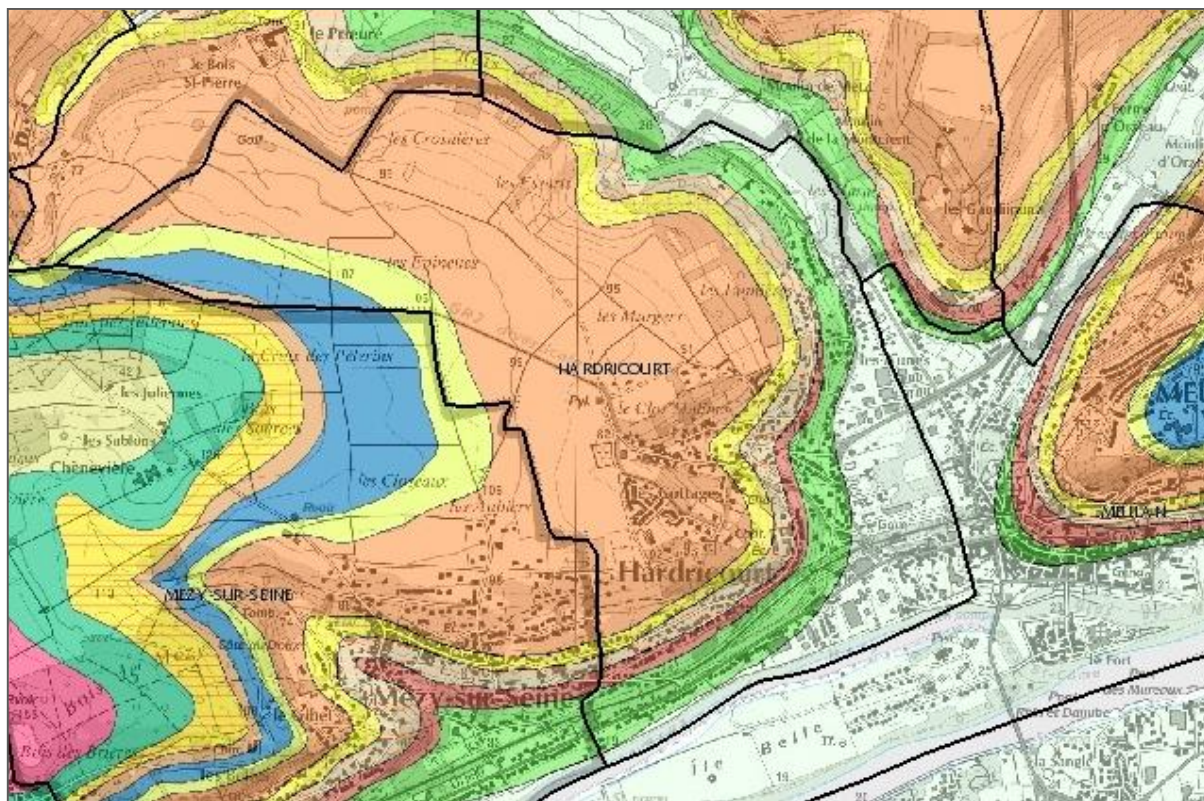
3.2. La géologie d'Hardricourt

La composition du sol d'Hardricourt est très variée et suit la topographie de la commune.

La plaine est composée d'alluvions récentes (Fz), localisées le long de la Seine, au sud et de la Montcient, à l'est. Ces alluvions sont constituées de limons, argiles, sables et tourbes localement.

Sur les coteaux, se succèdent des couches de craie blanche à silex de Belmintella (C5Cr-BE), une fine couche de calcaire (e2Cr-BE) : Calcaire de Vigny, Calcaire de Meulan, une couche de fausses glaises, argiles plastiques bariolées du Vexin (e4GA) et de sables de Cuise et sables supérieur (e4SC-AH).

Le plateau est composé de calcaires marins indifférenciés (e5C) : marnes et caillasses, calcaires à cérithes et calcaire grossier. Entre le plateau et la commune de Mézy-sr-Seine, le sol est constitué de sables de Beauchamp et d'Auvers (e6SB-A), de Calcaire de Saint-Ouen (e6CSO) et de sables de Monceau (e6SM).



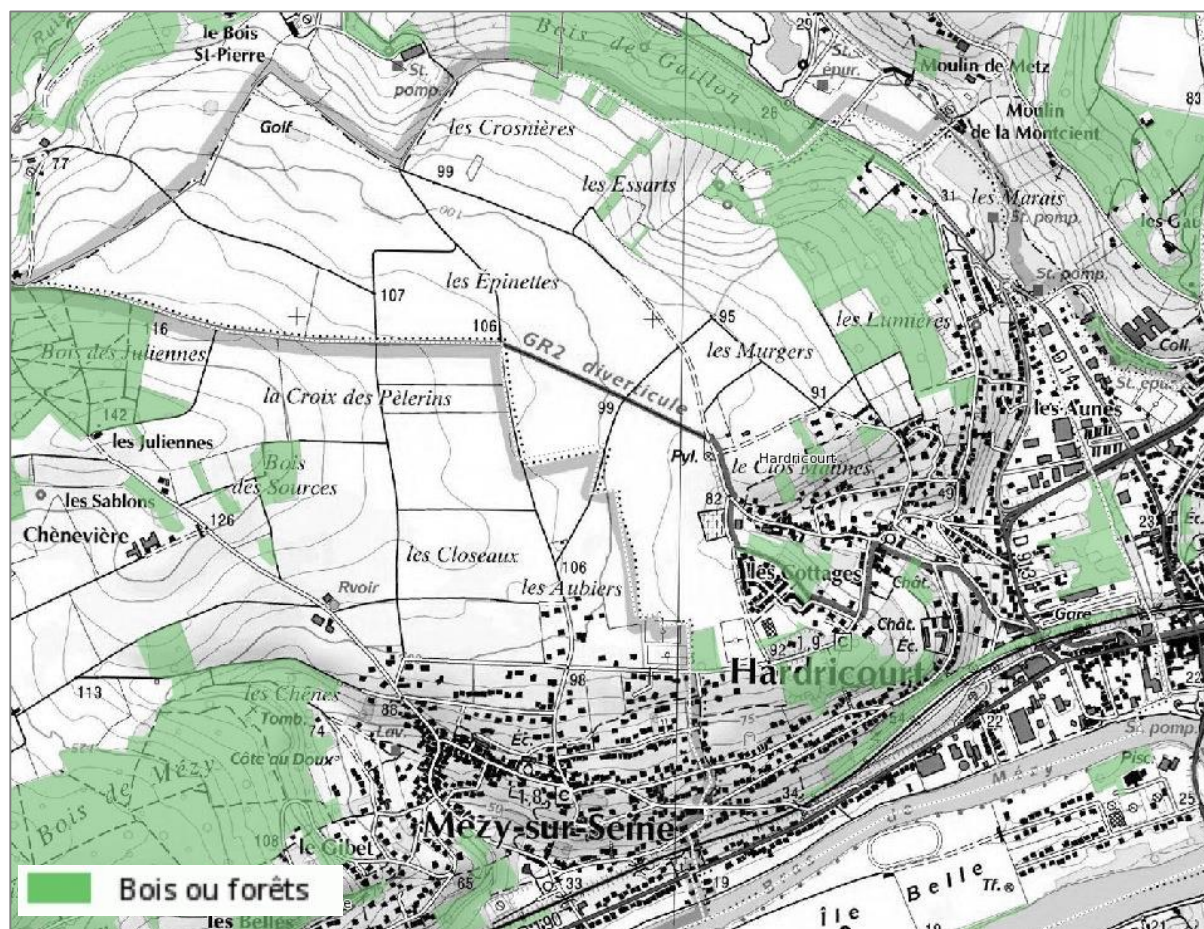
	Alluvions récentes : limons, argiles, sables, tourbes localement
	Sables de Cuise et Sables supérieur, grès ; localement Argile d'Heurtebise et niveau de Pierrefonds (Pontoise)
	Sables de Monceau
	Calcaire grumeleux du bois d'Esmans, Calcaire de Vigny, Calcaire de Meulan, Calcaire pisolitique, Calcaire argileux de Bray et Lû
	Calcaire de Saint-Ouen, Calcaires et marnes de Nogent-l'Artaud, Calcaire d'Ambreville, Calcaire de Branles
	Calcaires marins indifférenciés (Marnes et caillasses, Calcaires à Cérithes, Calcaire grossier)
	Calcaires marins indifférenciés (Marnes et caillasses, Calcaires à Cérithes, Calcaire grossier)
	Craie blanche à silex à Belemnitella
	Sables de Beauchamp, Sables d'Auvers (Beauchamp et Auvers = Val-d'Oise)
	Réseau hydrographique, étangs, lacs, gravières inondées
	Fausses glaises, Argiles plastiques bariolées du Vexin et Sables du Soissonnais

Source : BRGM
- Infoterre

1.2. Les entités naturelles

1.2.1. Les milieux boisés

Carte de localisation des milieux boisés



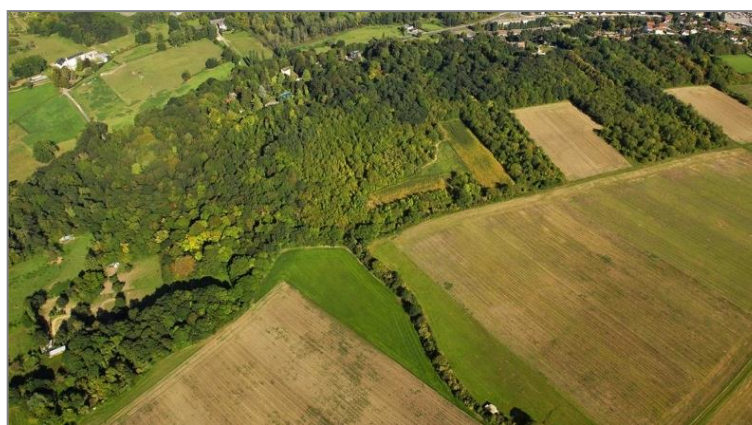
Source : IAURIF

Les milieux boisés d'Hardricourt sont situés :

- au nord de la commune, au lieu-dit Les Lumières et les Carrières.

Les boisements des Carrières et des Basses Lumières, anciennes pépinières, sont situés en continuité du Bois du Gaillon, situé sur la commune de Gaillon-sur-Montcient.

D'anciens vergers ou friches prolongent ces boisements, au lieu-dit " Les Hautes Lumières ". La végétation spontanée occupe les parties les plus pentues (les Beaux Vents, Les Godeurs).





- au lieu-dit “ Les Cottages “.
Les boisements constituent un écran
boisé entre le chemin des Maches-Fer et
la rue de Chesnaye.

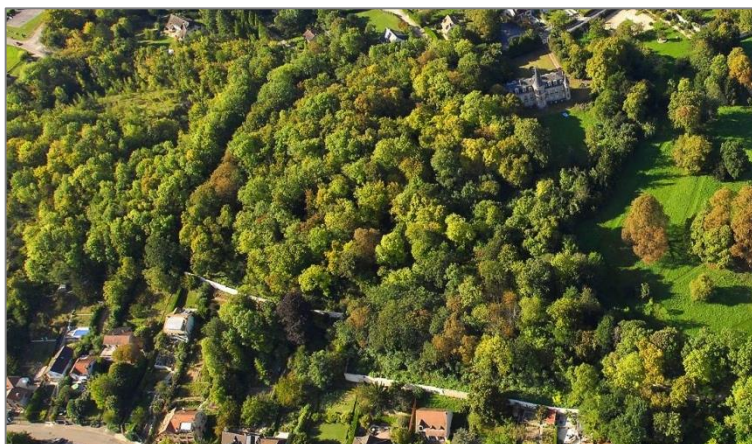


- aux Clos Malines, entre
l'urbanisation et la sente
rurale des Godeurs,



- au cœur du village, au lieu-dit
“ Les Beaux Vents “,

Cet espace boisé s’inscrit dans le prolongement des parcs des Châteaux,



- au lieu-dit “ Les Etangs Prés“,
- Les boisements séparent les constructions implantées le long de la rue du Vexin de la Montcient.



- en bordure de la voie ferrée.
- Une partie des espaces de délaissés de la voie ferrée sont en boisés.



1.3. Les milieux potentiellement humides

Les zones humides ont un rôle important dans la préservation de la ressource en eau. Elles constituent un patrimoine naturel caractérisé par une grande diversité biologique qui contribue à une gestion équilibrée de la ressource en eau. De par ces fonctions, elles contribuent à l’atteinte du bon état des masses d’eau.

Pour faciliter la préservation des zones humides et leur intégration dans les politiques de l’eau, de la biodiversité et de l’aménagement du territoire à l’échelle de l’Ile-de-France, la DIREN a lancé en 2009 une étude visant à consolider la connaissance des secteurs potentiellement humides de la région selon les deux familles de critères mises en avant par l’arrêté du 24 juin 2008 modifié :

- des critères relatifs au sol,
- et des critères relatifs à la végétation.

Cette étude a abouti à une cartographie de synthèse qui partitionne la région en **cinq classes selon la probabilité de présence d'une zone humide** et le caractère de la délimitation qui conduit à cette analyse.

Elle s'appuie sur un bilan des études et une compilation des données pré-existantes et l'exploitation d'images satellites pour enrichir les informations sur le critère sol.

Identification des enveloppes potentiellement humides en région Ile-de-France



Source : DRIEE - IF – Carmen

L'ensemble de ces données ont ainsi été croisées, hiérarchisées et agrégées pour former la cartographie des enveloppes d'alerte humides.

A Hardricourt, la cartographie établie par la DRIEE identifie les **vallées de la Seine et de la Montcient au titre des zones potentiellement humides de classe 3.**

Classe	Type d'information
Classe 1	Zones humides de façon certaine et dont la délimitation a été réalisée par des diagnostics de terrain selon les critères et la méthodologie décrits dans l'arrêté du 24 juin 2008 modifié
Classe 2	Zones dont le caractère humide ne présente pas de doute mais dont la méthode de délimitation diffère de celle de l'arrêté : <ul style="list-style-type: none"> - zones identifiées selon les critères de l'arrêté mais dont les limites n'ont pas été calées par des diagnostics de terrain (photo-interprétation) - zones identifiées par des diagnostics terrain mais à l'aide de critères ou d'une méthodologie qui diffère de celle de l'arrêté
Classe 3	Zones pour lesquelles les informations existantes laissent présager une forte probabilité de présence d'une zone humide, qui reste à vérifier et dont les limites sont à préciser.
Classe 4	Zones présentant un manque d'information ou pour lesquelles les informations existantes indiquent une faible probabilité de zone humide
Classe 5	Zones en eau, ne sont pas considérées comme des zones humides

II – Les espaces agricoles










Aucun exploitant agricole n'a son siège d'exploitation sur la commune mais cinq exploitants déclarent des ilots à la PAC.

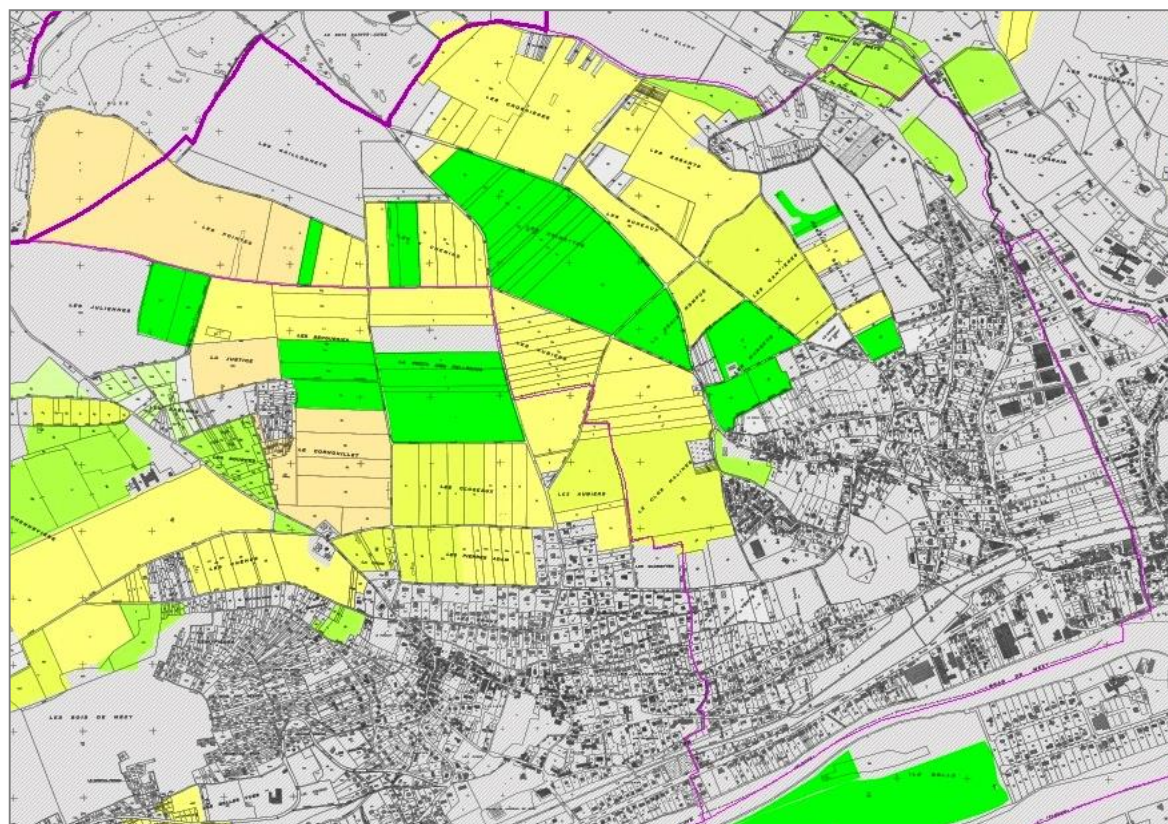
Un de ces exploitants est engagé dans un contrat agro-environnemental.

Les terres agricoles représentaient une surface de 95,6 ha, soit 29,1 % de la superficie de la commune. Les cultures principales sont les céréales.



Ilots de culture (RGP 2009)

Légende	Cultures	Surfaces
	Autres utilisations	1,00 ha
	Blé tendre hiver	36,83 ha
	Colza d'hiver	15,95 ha
	Gel (surfaces gelées sans production)	9,35 ha
	Maïs	10,12 ha
	Orge d'hiver	18,31 ha
	Pomme de terre de consommation	0,7 ha
	Prairie permanente	2,58 ha
	Prairie temporaire	0,76 ha
Total		95,68 ha

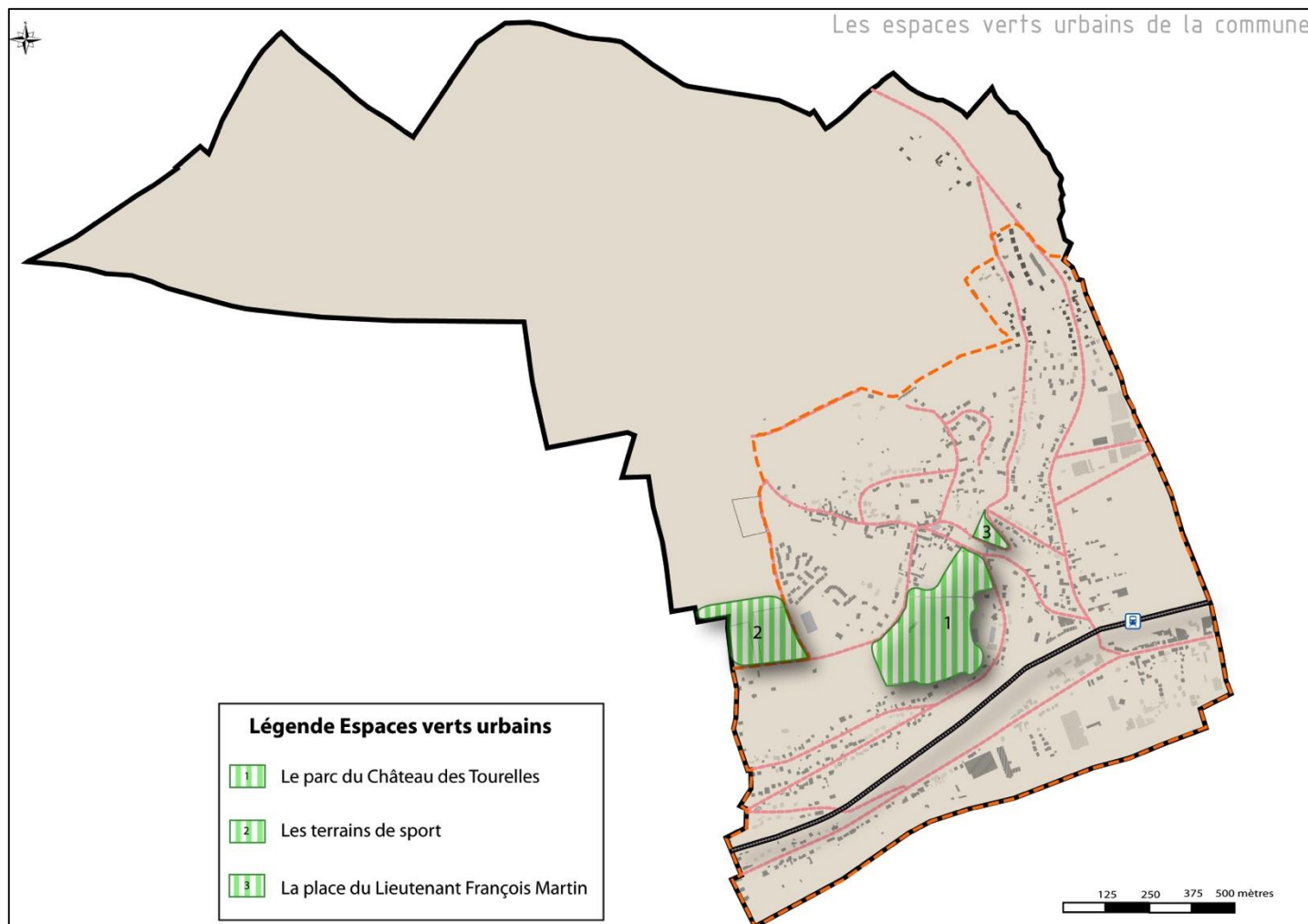


Source : IGN - Geoportail – RGP 2009

III – Les espaces verts et respirations vertes urbaines

Trois principaux espaces verts urbains sont identifiés sur la commune d'Hardricourt : le parc du Château, les terrains de sport et la place du Lieutenant Martin.

3.1. Les espaces verts urbains



3.1.1. Le parc du Château des Tourelles

Au cœur de la commune, le parc du Château des Tourelles, ouvert au public, depuis son aménagement par la municipalité constitue le principal espace vert urbain d'Hardricourt.

Quatre accès piétons permettent de rejoindre le parc :

- un accès rue du Château,
- deux accès rue Chantereine,
- et un accès depuis l'école.



3.1.2. Les terrains de sport

Situé à l'ouest du territoire communal, entre les chemins de Mézy et des Gloriettes, les terrains de sport offrent un espace vert de loisirs aux hardricourtois.



3.1.3. La place du Lieutenant François Martin

Situé à proximité de l'Eglise et de la Mairie, la place du lieutenant François Martin constitue un espace vert ouvert.



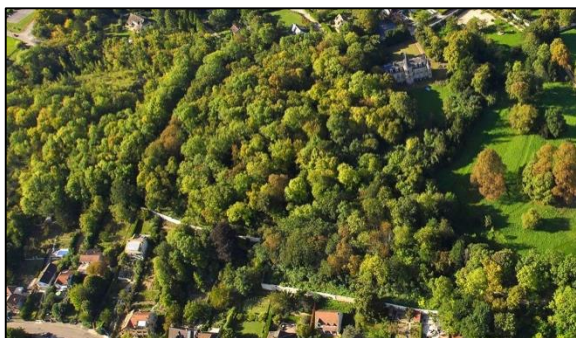
3.2. Les respirations vertes

Un certain nombre d'espaces, sans constituer des espaces verts de loisirs ouverts au public, offrent des respirations vertes au sein de la commune et participe à la trame verte de la commune :

- les espaces verts d'accompagnement des espaces publics,
- les cœurs d'ilot privés,
- les délaissés verts de la voie ferrée.

Les espaces verts d'accompagnement des espaces publics :

Talus plantés



Espace boisé au lieu dit "Les beaux vents"

Parcs et jardins



Parc du château des Tourelles

Les cœurs d'ilot privés (Entre la rue du Vexin et la rue A. Hermant) :



Les délaissés verts de la voie ferrée:



IV – Les paysages

4.1. Les entités paysagères

La localisation et la topographie d'Hardricourt, situé à la jonction entre les vallées de la Seine et de la Montcient et le plateau du Vexin français, offrent des paysages diversifiés :



les vallées de la Seine et de la Montcient

En limite sud et est de la commune, coulent la Seine et la Montcient, dans les vallées desquels se sont développés les principaux axes de transport qui desservent la commune : la voie ferrée, la RD 190 et la RD 913. A Hardricourt l'exception du secteur des Marais, situé au nord de la commune, ces vallées sont urbanisées.

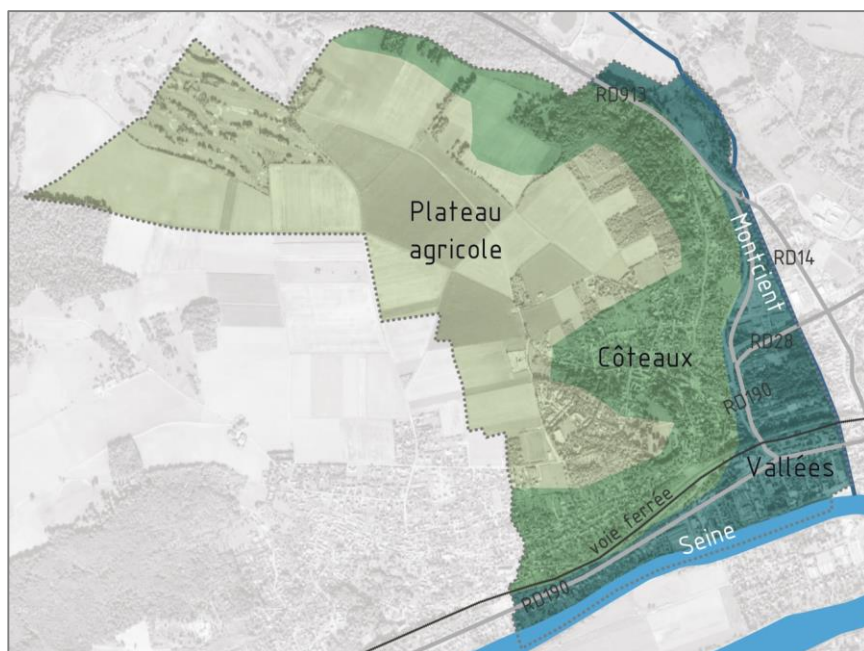
les coteaux urbanisés,

Versants dominant la Seine et la Montcient, et les séparant du plateau agricole, les coteaux accueillent la majeure partie de l'urbanisation de la commune.

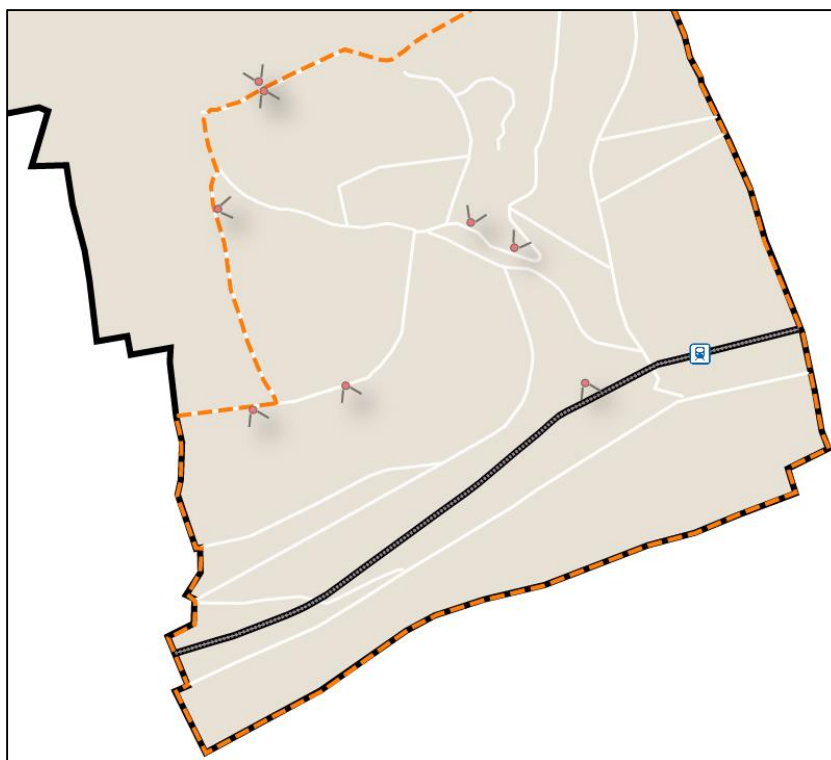
le plateau agricole

Le plateau, majoritairement agricole, occupe les deux tiers nord de la commune. Ils bordent le périmètre du Parc Naturel Régional (PNR) du Vexin Français.

Carte des entités paysagères



4.2. Les perspectives paysagères



Vue de la rue Emile Drouville



Vue du chemin des Colombiers



Vue du chemin des Gloriettes



Vue du sentier de la Brosserie

I – La qualité de l'air

L'association de surveillance de la qualité de l'air diffuse des informations sur la qualité de l'air dans les communes d'Ile-de-France.

1.1. Les différents polluants

L'air est plus ou moins contaminé par des polluants gazeux, liquides ou solides d'origine naturelle (émissions par la végétation, les océans, les volcans...) ou produits par les activités humaines (cheminées d'usines, pots d'échappements...). Finalement, la qualité de l'air résulte d'un équilibre complexe entre les apports de polluants et les phénomènes de dispersion et de transformation dans l'environnement.

Les polluants atmosphériques sont trop nombreux pour être surveillés en totalité. Certains d'entre eux sont choisis parce qu'ils sont caractéristiques d'un type de pollution (industrielle, automobile ou résidentielle), parce que leurs effets nuisibles pour l'environnement et la santé sont déterminés et que des appareils de mesure sont adaptés à leur suivi régulier. Ce sont les indicateurs de pollution atmosphérique, ils font l'objet de réglementations.

Les principaux polluants réglementés sont les oxydes d'azote (NOx), les particules en suspension (PM), l'ozone (O3), le dioxyde de soufre (SO2), les composés organiques volatiles (COV), le monoxyde de carbone (CO) et les métaux lourds.

L'effet de serre naturel, qui permet à la Terre d'être habitable, est accru par certains gaz émis par les activités humaines, dits gaz à effet de serre (GES). **Le réchauffement climatique observé à l'échelle de la planète** en est la conséquence. **Le dioxyde de carbone (CO2)** est le principal représentant des gaz à effet de serre, mais il n'est pas le seul : on peut aussi citer par exemple le méthane (CH4) ou le protoxyde d'azote (N2O).

L'association de surveillance de qualité de l'air réalise un inventaire des émissions, aussi bien pour les polluants atmosphériques que pour les principaux gaz à effet de serre. Il permet de connaître la répartition géographique de ces émissions, leur évolution dans le temps, et la responsabilité des différentes sources.

1.2. Les émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre à l'échelle de l'Ile-de-France et des Yvelines

Dans les Yvelines, les mesures des différents polluants en situation de fond sont comparables à celles des autres départements de grande couronne. Les moyennes annuelles de dioxyde d'azote du département (polluant essentiellement lié au trafic routier) sont inférieures à la moyenne de l'ensemble des stations de l'agglomération parisienne, de même pour les particules et les concentrations estimées de benzène. A l'inverse, les niveaux d'ozone sont supérieurs à ceux de l'agglomération.

Les dépassements des seuils réglementaires annuels (valeurs limites, valeurs cibles, objectifs de qualité) pour les différents polluants sont comparables à ceux des autres départements. Pour les particules et le benzène, les seuils

réglementaires ne sont dépassés qu'en situation de proximité au trafic, à l'exception de l'objectif de qualité pour les particules PM2.5, qui est dépassé en trafic et en fond dans toute la région.

Les niveaux de SO2 sont très inférieurs aux seuils réglementaires, comme dans toute l'Ile-de-France.

Les émissions d'oxydes d'azote (NOx) du département sont dominées à hauteur de 52% par le trafic routier, réparti sur de nombreux axes majeurs (autoroutes et nationales). Elles se répartissent ensuite en contributions équivalentes entre le secteur résidentiel et tertiaire et le secteur de la distribution d'énergie (15% chacun).

Les émissions de particules (PM10) du département sont relativement proches des émissions au niveau régional (graphique de droite). Elles sont en majeure partie attribuables au trafic routier (29%), au secteur résidentiel et tertiaire (26%) et à l'industrie manufacturière (25%). Elles sont issues entre autres des industries de l'acier, des carrières, du chauffage au bois...

Les activités agricoles du département contribuent pour 16% aux émissions départementales de PM10.

Les secteurs dominants des émissions de gaz à effet de serre dans les Yvelines sont le résidentiel et tertiaire (33%) et le trafic routier (28%). Les 4 secteurs de l'industrie manufacturière, la distribution d'énergie, l'agriculture et le traitement des déchets émettent plus modérément, entre 13 et 8% des émissions départementales de GES.

1.3. Les rejets de pollution à Hardricourt

Bilan des émissions annuelles pour la commune d'Hardricourt

Polluants	NOx	SO2	COVNM	PM10	PM25	GES
Emissions totales	18 t	2 t	41 t	4 t	3 t	7376 kt

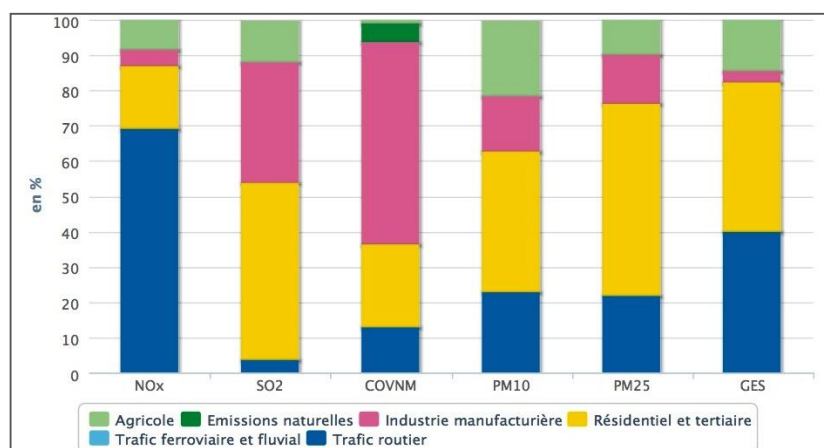
Source : airparif.asso.fr

A Hardricourt, le trafic routier représente plus des 2/3 des rejets d'oxydes d'azote, plus d'un tiers des rejets de gaz à effet de serre et près d'un quart des émissions de particules (PM10 et PM2,5).

Le secteur résidentiel et tertiaire (chauffage essentiellement) est la première source de gaz à effet de serre (plus de 40%) et représente la moitié des émissions de dioxyde de soufre et des particules PM2,5.

Les industries jouent un rôle non négligeable puisqu'elles sont responsables de la moitié des émissions de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) et de près d'un tiers des rejets de dioxyde de soufre.

Contribution en % des différents secteurs d'activités aux émissions de polluants pour Hardricourt



Source : airparif.asso.fr

II – Le climat

Le climat des Yvelines se situe entre le climat océanique relativement uniforme des côtes de la Manche et le climat continental des régions de l'est.

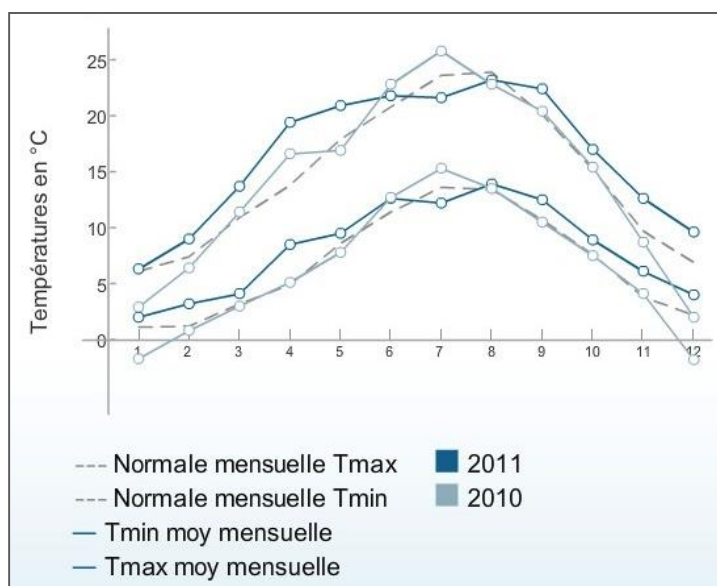
Les données ci-dessous correspondent à celles relevées à la station de Trappes (78), située à une trentaine de kilomètres d'Hardricourt.

2.1. Les températures

Les températures annuelles minimales et maximales moyennes relevées à la station de Trappes sont respectivement de 8,1 °C et 16,4 °C. Ces températures moyennes minimales et maximales sont plus élevées que celles relevées en 2010 (6,4 °C et 14,3 °C) et plus importantes que les normales annuelles pour la période 1971-2000 (6,8 °C et 14,7 °C). Les écarts de températures relevés en 2011 sont plus réduits qu'en 2010 et que les normales 1971-2000.

Températures :

normales mensuelles pour les années 2010 et 2011, comparées aux normales mensuelles pour la période 1971-2000 Source : Météo France



Température minimale

2011	Moyenne annuelle	8,1°C
	Valeur quotidienne la plus basse (février 2011)	-5,3°C
	Valeur quotidienne la plus élevée (août 2011)	21,6°C
2010	Moyenne annuelle	6,4°C
	Valeur quotidienne la plus basse (janvier 2011)	-11,5°C
	Valeur quotidienne la plus élevée (juillet 2010)	20,6°C
Normales 1971-2000	Moyenne annuelle	6,8°C
Records annuels	Moyenne annuelle la plus basse (1929)	4,5°C
	Moyenne annuelle la plus élevée (2000)	8,0°C
	Valeur quotidienne la plus basse (17 janvier 1985)	-15,8°C
	Valeur quotidienne la plus élevée (11 août 2003)	23,4°C

Température maximale

2011	Moyenne annuelle	16,4°C
	Valeur quotidienne la plus basse (janvier 2011)	-2,3°C
	Valeur quotidienne la plus élevée (juin 2011)	35,4°C
2010	Moyenne annuelle	14,3°C
	Valeur quotidienne la plus basse (janvier 2010)	-2,9°C
	Valeur quotidienne la plus élevée (juillet 2010)	33,6°C
Normales 1971-2000	Moyenne annuelle	14,7°C
Records annuels	Moyenne annuelle la plus basse (1963)	12,4°C
	Moyenne annuelle la plus élevée (2003)	16,4°C
	Valeur quotidienne la plus basse (16 janvier 1985)	-10,5°C
	Valeur quotidienne la plus élevée (6 août 2003)	39,1°C

Source : Météo France

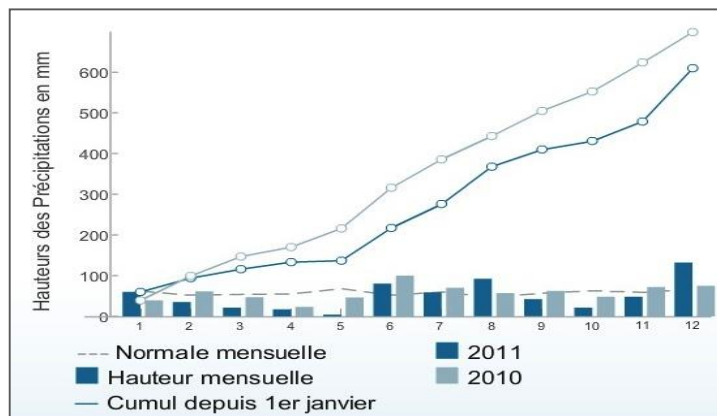
2.2. La pluviométrie

Le cumul annuel des précipitations relevées à la station de Trappes en 2011 (610 mm) et le nombre de jours avec précipitations en 2011 (95 jours) se situe sensiblement en dessous des cumuls et nombre de jours de précipitations constatées en 2010 et aux normales de la période 1971-2000.

Si les normales mensuelles des précipitations (1971-2000) font apparaître une pluviométrie plutôt bien réparties sur l'ensemble de l'année, l'année 2011 a été marquée par une pluviométrie forte, par rapport aux normales, pour les mois de juin, août et décembre, compensant une pluviométrie en deçà des normales les autres mois.

Précipitations :

hauteurs des précipitations mensuelles pour les années 2010 et 2011, comparées aux hauteurs mensuelles pour la période 1971-2000



Source : Météo France

Hauteur de précipitations

2011	Cumul annuel	610,1 mm
	Hauteur quotidienne la plus élevée (décembre 2011)	24,3 mm
2010	Cumul annuel	699,3 mm
	Hauteur quotidienne la plus élevée (juin 2010)	50,1 mm
Normales 1971-2000	Cumul annuel moyen	695,5 mm
Records annuels	Cumul annuel le plus bas (1921)	314,4 mm
	Cumul annuel le plus élevé (2000)	960,0 mm
	Hauteur quotidienne la plus élevée (6 juillet 2001)	91,2 mm

Nombre de jours avec précipitations

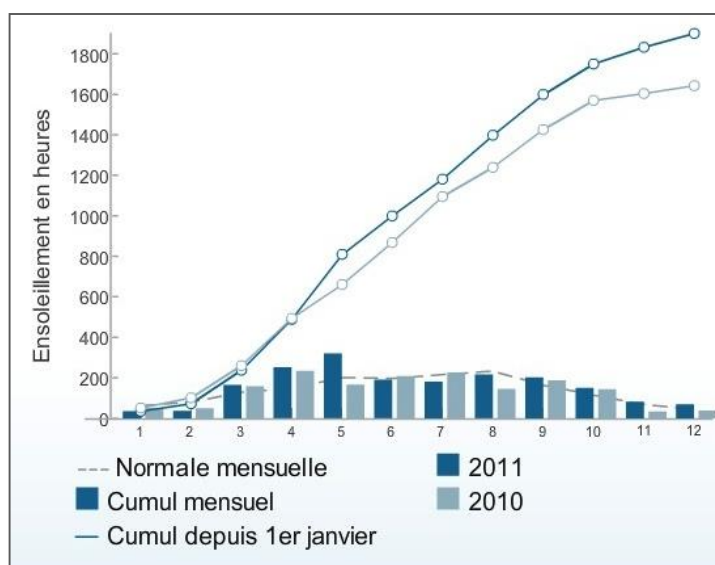
2011	Total annuel	95 j
2010	Total annuel	117 j
Normales 1971-2000	Total annuel moyen	119 j
Records annuels	Total annuel le plus faible (1921)	67 j
	Total annuel le plus élevé (1981)	149 j

Source : Météo France

2.3. L'ensoleillement

Ensoleillement :

normales et cumul mensuels pour les années 2010 et 2011, comparées aux normales mensuelles pour la période 1971-2000



Source : Météo France

Grâce, notamment, à un printemps très ensoleillé, les durées d'ensoleillement cumulées sur l'année 2011 à la station de Trappes (1 902 heures) s'avèrent de près de 15% de celui de relevé en 2010 et des normales 1991-2000 (1 664 heures).

Le nombre de jours avec un faible ensoleillement en 2011 (145 jours) est inférieur aux normales et le nombre de jours avec fort ensoleillement (82 jours) supérieur à ces normales.

Durée d'insolation

2011	Cumul annuel	1 902 h
2010	Cumul annuel	1 644 h
Normales 1991-2000	Cumul annuel moyen	1 664 h
Records annuels	Cumul annuel le plus bas (2002)	1 480 h
	Cumul annuel le plus élevé (1997)	1 993 h
Nombre de jours avec faible ensoleillement		
2011	Total annuel	145 j
2010	Total annuel	159 j
Normales 1991-2000	Total annuel moyen	156 j
Records annuels	Total annuel le plus élevé (1988)	184 j

Nombre de jours avec fort ensoleillement		
2011	Total annuel	82 j
2010	Total annuel	53 j
Normales 1991-2000	Total annuel moyen	50 j
Records annuels	Total annuel le plus élevé (1997)	83 j

Source : Météo France

III – La gestion de l'énergie

3.1. L'évaluation du niveau de consommations énergétiques des constructions

3.1.1. L'époque de construction et la typologie des logements

L'étude de l'IAURIF publiée en 2010 sur l'amélioration des énergétiques du parc résidentiel francilien précise que :

“ de par leur condition d'isolation thermique et leur surface, les maisons individuelles consomment relativement plus d'énergie pour le chauffage que les logements collectifs. Elles affichent une moyenne de consommation conventionnelle liée au chauffage de 205 kWh/m²/an“ tandis que “ les logements collectifs affichent des consommations de 150 kWh/m²/an“,

“ au sein de cette première distinction inhérente au type d'habitat, apparaissent également de fortes variations liées à l'ancienneté des logements “.

A Hardricourt, les logements sont a priori très énergivores puisque plus de 80 % des résidences principales sont des maisons individuelles et près des trois quarts des résidences principales construites avant 1974.

Les mauvais rendements du parc ancien proviennent des matériaux et techniques d'isolation, moins performantes qu'aujourd'hui, mais aussi des énergies consommées : dans les maisons anciennes, le fioul et le bois sont utilisés avec des équipements de rendements médiocres. Dans le parc ancien, la mauvaise isolation thermique se combine souvent avec des modes de chauffage énergivore.

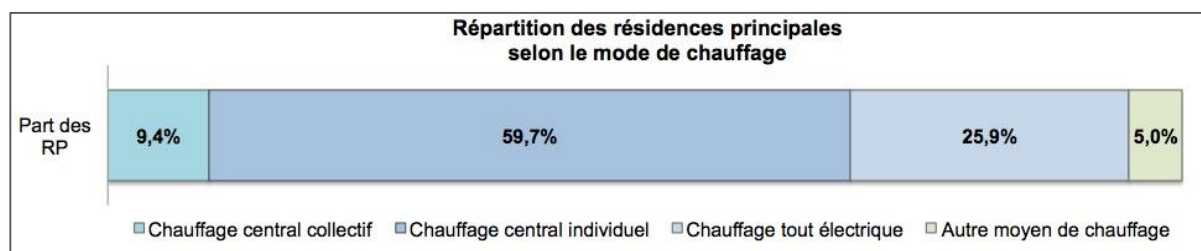
3.1.2. Les statuts d'occupation et les modes de chauffage

L'étude de l'IAURIF précise que la consommation réelle de chauffage d'un ménage varie de la consommation théorique en fonction de l'attitude du consommateur face à l'énergie, déterminée par des facteurs tenant à des aspects techniques, comportementaux et financiers.

Les statuts d'occupation semblent influencer sur la consommation des logements. Qu'ils occupent des maisons individuelles ou des immeubles collectifs, les locataires affichent des consommations légèrement plus élevées que celles des propriétaires.

60 % des résidences principales sont équipées d'un chauffage central individuel, tandis que plus d'un quart des logements sont équipés d'un chauffage tout électrique. Ces proportions sont supérieures à celles constatées dans les Yvelines (41 % de chauffage central individuel et 23,5 % de chauffage tout électrique).

La proportion moins importante de chauffage collectif à Hardricourt (9,4%), que dans le département (32,7%) s'explique notamment par l'importance des maisons individuelles dans le parc de résidences principales hardricourtois, qui, de fait, bénéficient d'un mode de chauffage individuel.



Source : INSEE

Dans les immeubles collectifs, les modes de chauffage ont une incidence sur les consommations des logements. Lorsque le chauffage est individuel, les occupants ont tendance à surveiller leur consommation et peuvent contrôler la

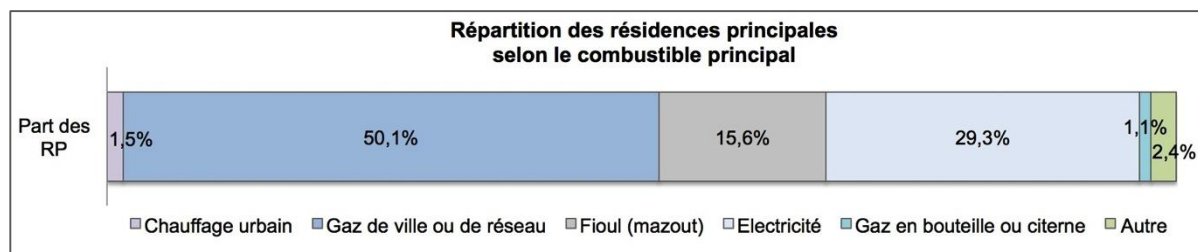
température du logement. Si la maintenance est plus simple à assurer et ainsi moins coûteuse, le chauffage collectif ne favorise pas la responsabilisation des usages et augmente les déperditions.

L'approche des consommations énergétiques des constructions doit conduire à distinguer la consommation finale, qui correspond à l'énergie mesurée au niveau du compteur de l'abonné, de la consommation primaire, qui correspond à l'énergie nécessaire pour créer l'énergie consommée.

L'étude de l'IAURIF précise que le calcul de la consommation en énergie primaire prend en compte les rendements des centrales productrices et les pertes liées au transport notamment. Si le charbon, le pétrole ou le gaz sont des énergies directement exploitable (ou presque), l'énergie électrique est issue de la transformation d'autres énergies : il n'existe pas de source directe d'électricité. Le passage de l'énergie finale à l'énergie primaire s'exprime sous la forme d'un coefficient de conversion :

- Il est de 1 pour le gaz et le fioul : 1 kWh consommé dans le logement nécessite l'extraction d'1 kWh,
- Il est de 2,58 pour l'électricité : 1 kWh consommé dans le logement nécessite 2,58 kWh de combustibles dans les centrales thermiques.

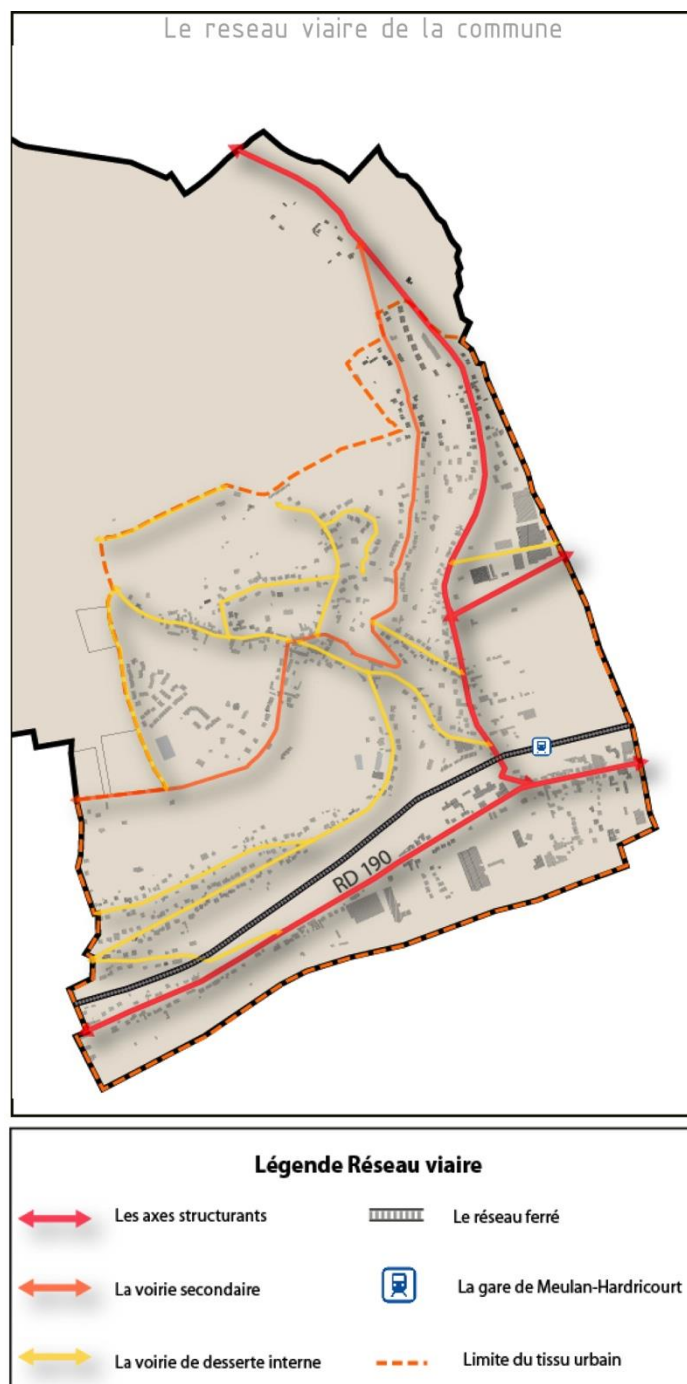
Les résidences principales d'Hardricourt sont très majoritairement chauffées par des combustibles fossiles, fortement émetteurs de gaz à effet de serre.



Source : INSEE

PARTIE IV. DEPLACEMENTS

I – Le réseau viaire



1.1. Les axes structurants

1.1.1. Les axes structurants existants

La commune dispose de trois axes majeurs qui irriguent son territoire :

- la RD 190, au sud de la commune, située entre la voie ferrée et la Seine. Elle permet de se rendre facilement sur les communes voisines : Meulan à l'est et Mézy-sur-Seine à l'ouest
- la RD 913, ou rue du Vexin, qui permet de traverser la commune du nord au sud. Située à l'est du territoire communal, elle est ancrée entre le centre de la commune (mairie, école, église) et la zone commerciale des Chevrettes
- la RD 28, qui longe la zone commerciale des Chevrettes à l'est du territoire communal

C'est le long de ces trois axes que l'on retrouve la majeure partie des commerces de la commune.



RD 28



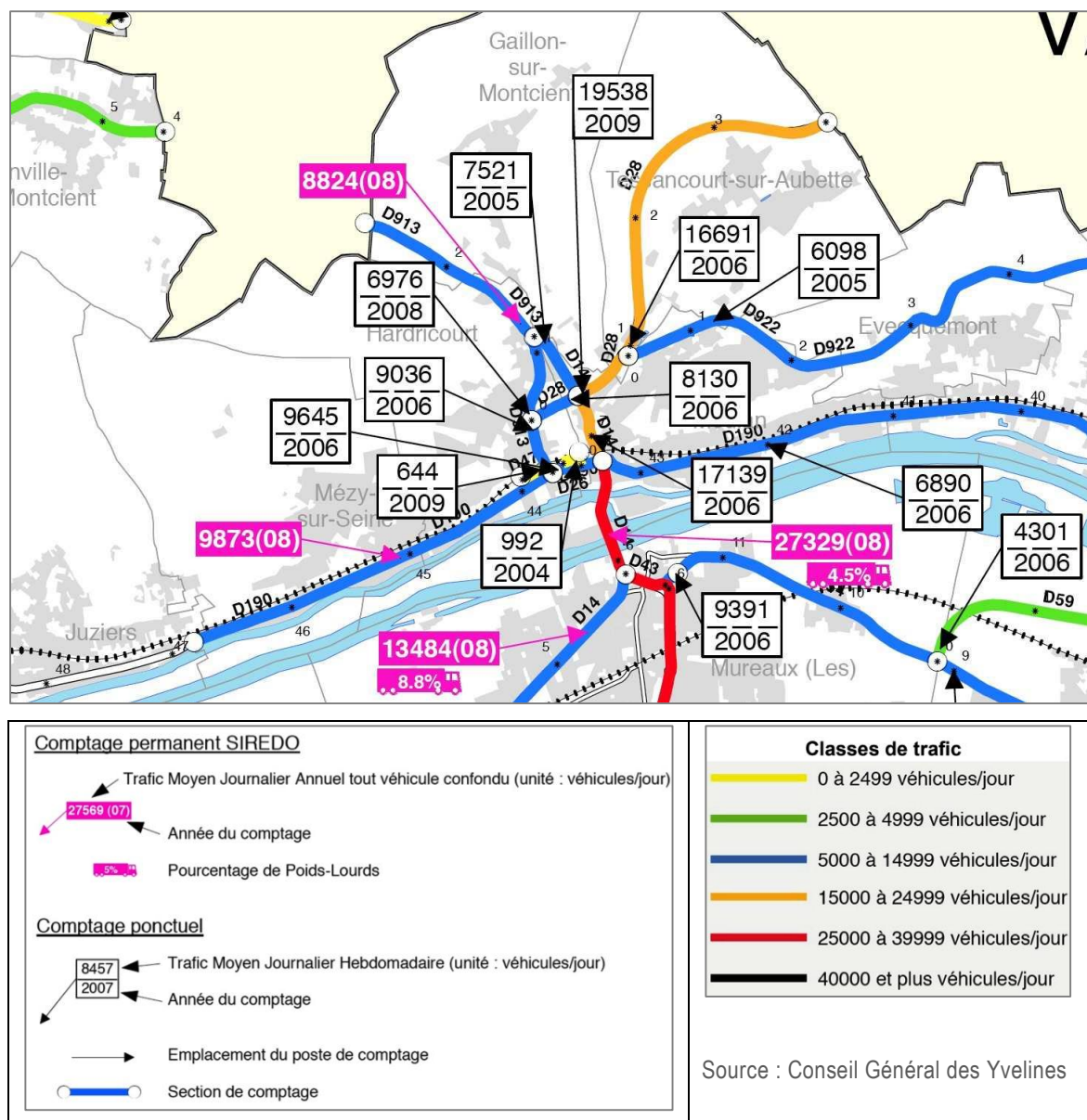
Rue du Vexin – RD 913



RD 190

1.1.2. Les comptages routiers

Les trafics sur le réseau routier départemental



1.1.3. Les projets d'infrastructures

La commune d'Hardricourt est concernée par le projet de liaison routière Seine Aval-Cergy Pontoise, entre l'autoroute A13 à Epône et la RD28 à Tessancourt-sur-Aubette. La délibération du Conseil Général du 23 octobre 2009 acte le schéma de principe de ce projet.

Les études concernant la future route départementale sont dans une phase amont, ne permettant pas de confirmer la situation des emplacements réservés du POS en vigueur pour l'ex projet C13 de l'Etat. Le projet pourrait être validé au début de l'année 2013. Il devrait faciliter l'écoulement du trafic et améliorer les conditions de circulations et de sécurité sur les grands axes routiers concernés.

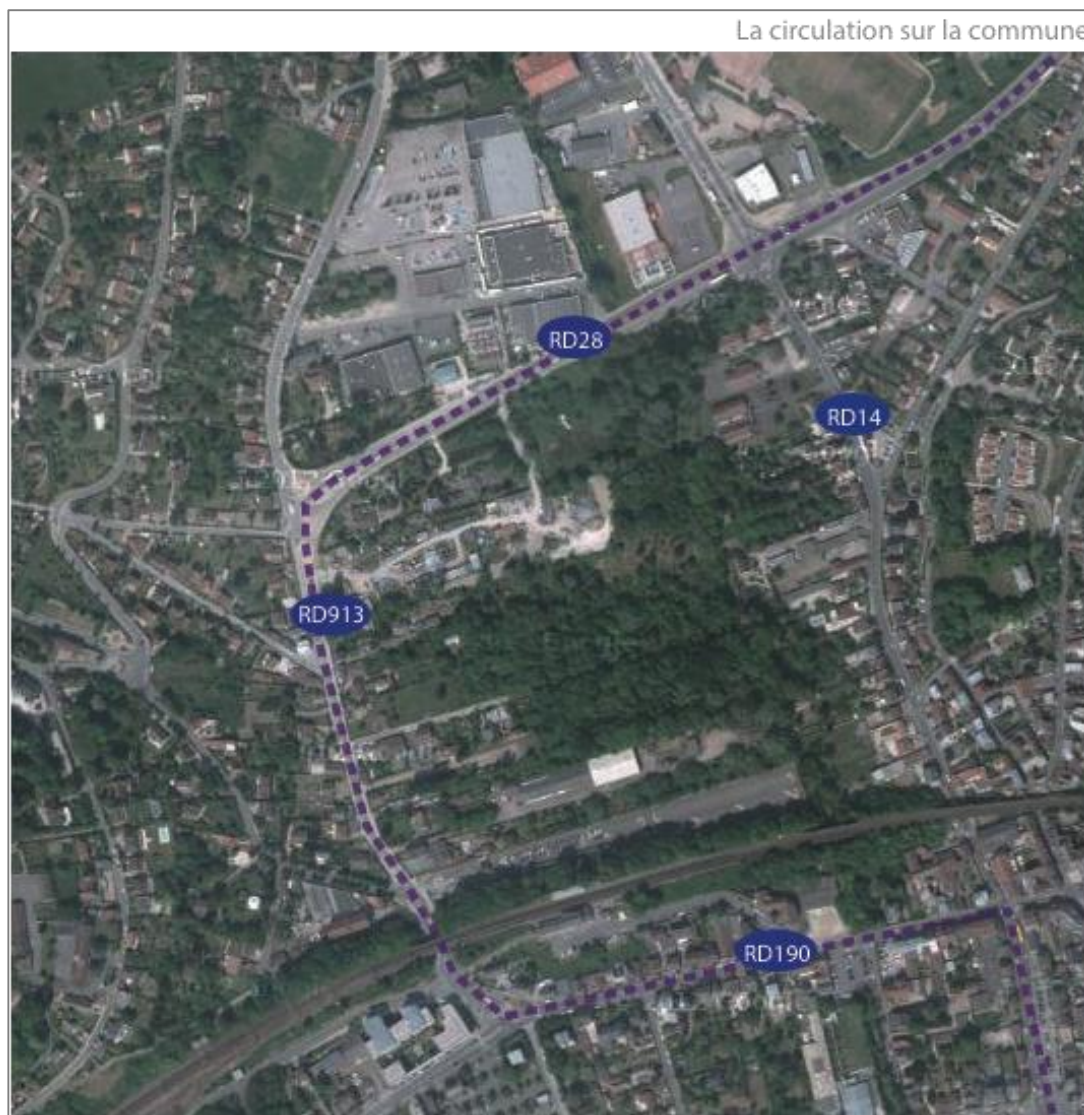
1.1.4. La circulation sur la commune

La liaison Cergy-Les Mureaux recense la circulation de nombreux poids lourds, venant de Cergy et allant vers Les Mureaux en empruntant le pont de Meulan. Cela s'explique par le fait que les poids lourds de plus de 3,5 tonnes ne sont pas autorisés à utiliser la RD14. Ils sont donc déviés vers la commune d'Hardricourt, en empruntant successivement les voies suivantes :

- la RD28 (avenue des Etangs Près)
- la RD913 (rue du Vexin)
- la RD 190 (boulevard Carnot)
- le pont de Meulan

Le chemin emprunté est détaillé sur la carte suivante.

Ainsi, le nombre de poids lourds traversant la commune dépasse les 20% du total de véhicules circulant sur la commune, ce qui entraîne des nuisances.



1.2. La voirie secondaire

La voirie secondaire est constituée d'une seule rue, qui arpenté la commune d'ouest en est et qui prend différents noms en fonction de sa localisation :

- Chemin de Mézy, tout à l'ouest du territoire, à proximité de Mézy-sur-Seine, et jusqu'aux équipements sportifs
- Rue du Château, au niveau du château d'Hardricourt
- Rue Emile Drouville, entre l'église et la place du Lieutenant François Martin
- Rue du Clos Pavé, après le monument aux morts
- Rue Duval Hugué
- Rue de l'Aulnay Hermant, qui rejoint la RD 913 à la limite de Gaillon-sur-Montcient



Chemin de Mézy



Rue de l'Aulnay Hermant

1.3. La voirie de desserte

Hardricourt dispose de nombreuses voies de desserte interne, qui permettent de rejoindre les équipements publics, les espaces verts et de loisirs et qui lient les quartiers entre eux.



Rue Vincent



Rue des Petites Fontaines

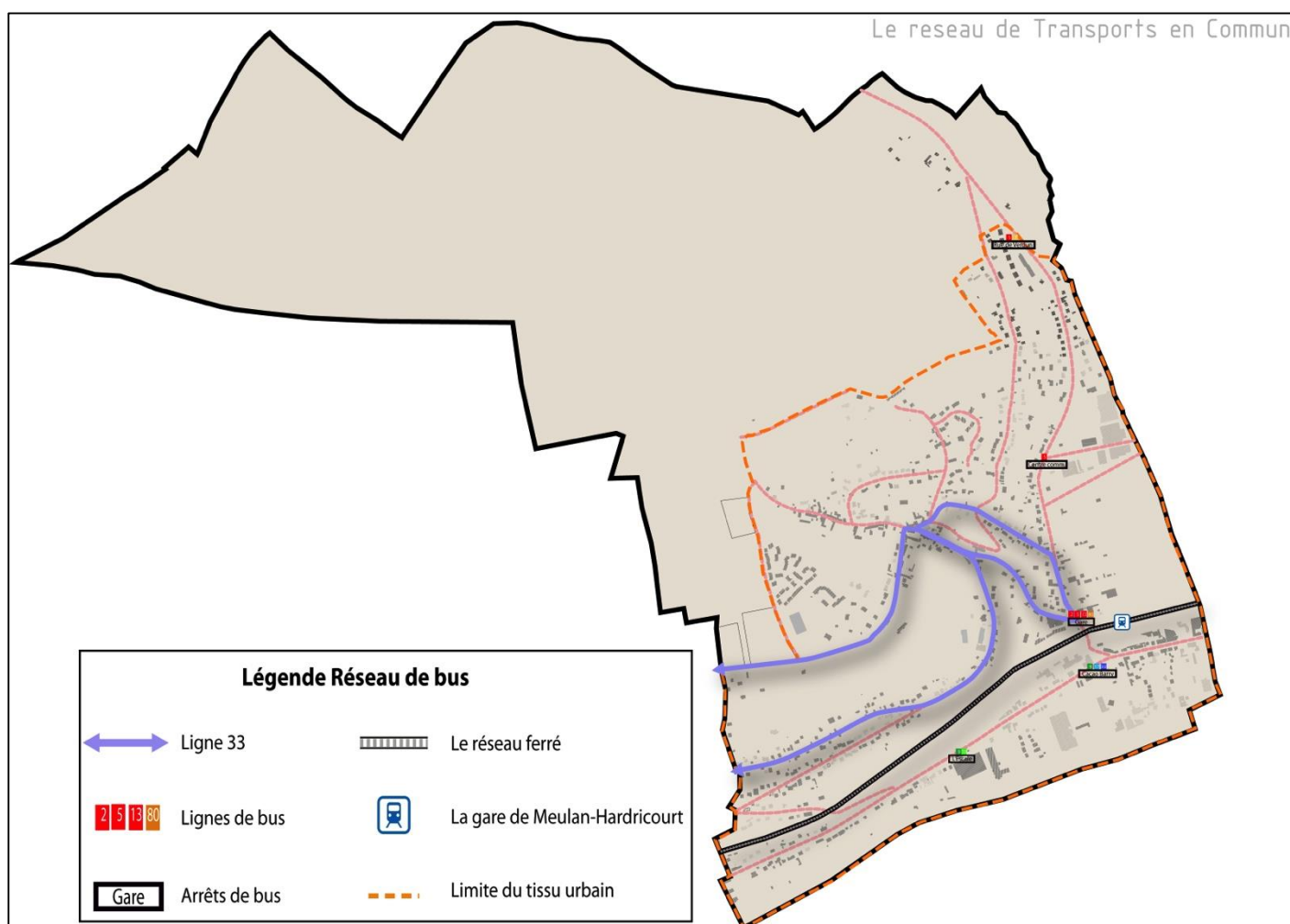


Rue Emile Drouville



Rue G. de Beaumont

II – Les transports en commun



2.1. Les transports ferroviaires

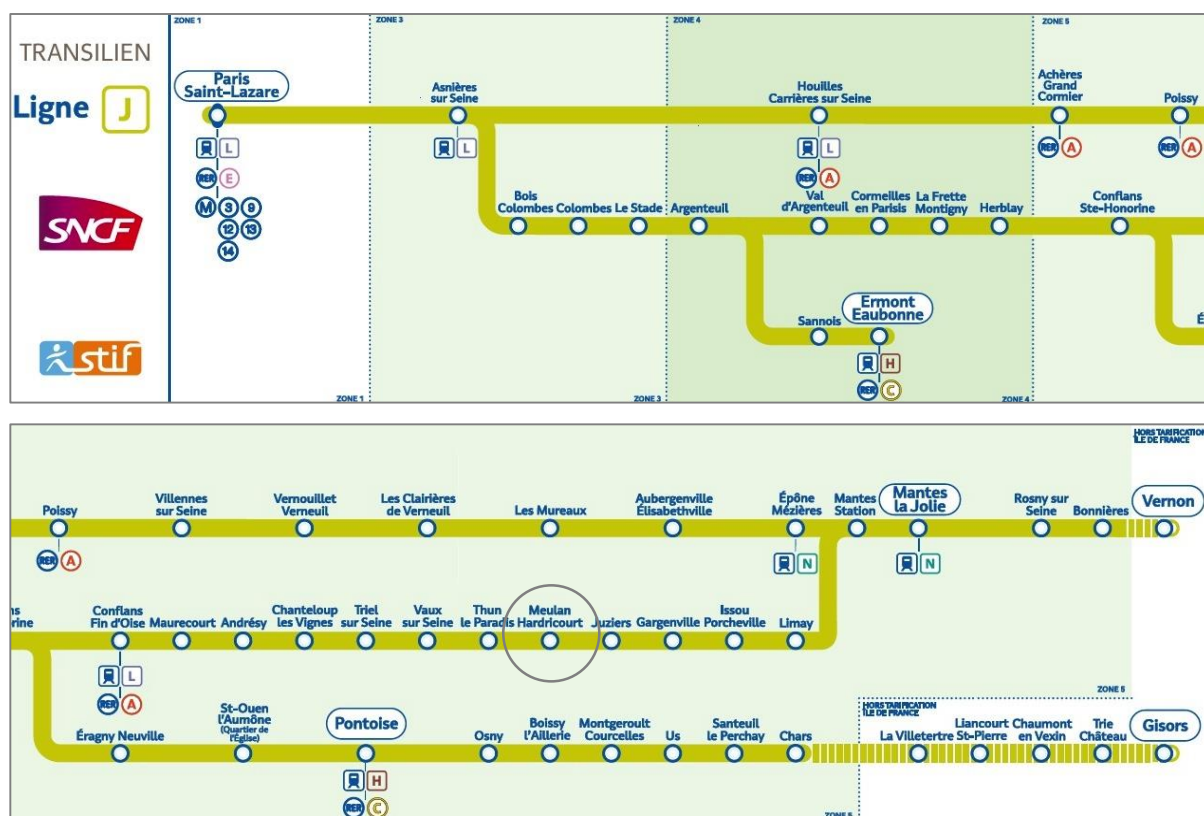
La commune d'Hardricourt bénéficie d'une bonne desserte ferroviaire, en raison de la présence de la gare de Meulan Hardricourt sur son territoire, et de la proximité de la gare des Mureaux.

2.1.1. La gare de Meulan Hardricourt

La gare de Meulan Hardricourt est située sur à Hardricourt, à l'est du territoire (avenue de la Gare), à proximité de la commune de Meulan.

Elle est desservie par la ligne J du réseau Transilien, et plus particulièrement par la branche qui relie la gare de Paris-Saint-Lazare à Mantes-la-Jolie en passant par Conflans Saint-Honorine.

- la ligne J du Transilien part de la gare Paris-Saint-Lazare et se divise, après la gare d'Asnières-sur-Seine, en deux branches, l'une se dirigeant vers Mantes-la-Jolie via Poissy et l'autre vers Argenteuil. Après la gare d'Argenteuil, une subdivision permet d'atteindre Ermont-Eaubonne. Un second embranchement permet de rejoindre Gisors, via Pontoise.



La gare de Meulan Hardricourt est desservie selon un cadencement d'un train toutes les 20 mn ou toutes les heures selon les horaires, et les jours (du lundi au vendredi, ou samedi, dimanche et jours fériés).

Elle permet notamment de rejoindre :

- la gare Saint-Lazare, en environ trois quarts d'heure. Le premier train est à 5h05, le dernier train permettant de rejoindre la gare Saint-Lazare (trois changements) part à 22h43,

- et la gare de Mantes-la-Jolie en une quarantaine de minutes. Le premier train est à 6h56, le dernier train vers Mantes-la-Jolie part à 2h00.



2.1.2. La gare des Mureaux

Le centre de la commune d'Hardricourt est distant d'environ 2,5 km de la gare des Mureaux (trajet de 40 mn à pied).

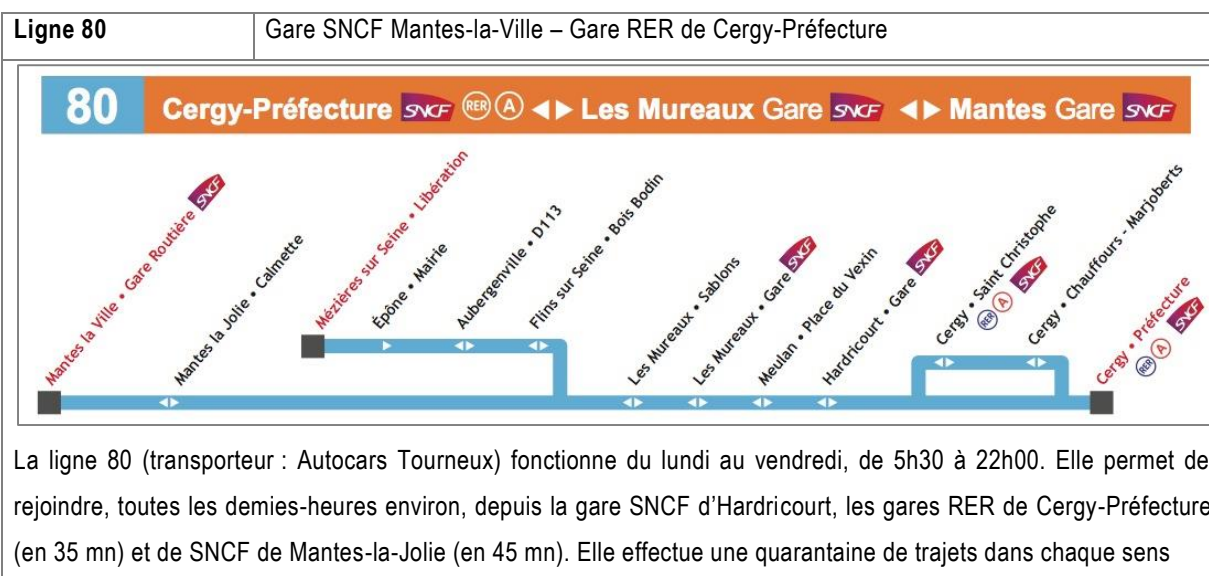
Si la gare des Mureaux est, comme celle de Meulan Hardricourt, desservie par la ligne J du réseau Transilien, elle se situe sur une branche différente, offrant d'autres possibilités de trajet.

Elle permet notamment de rejoindre :

- la gare Saint-Lazare, en moins de 40 mn. Le premier train est à 4h39, le dernier train permettant de rejoindre la gare Saint-Lazare (train direct) part à minuit. Trois bus assure la liaison entre les Mureaux et Paris Saint-Lazare entre 0h30 et 3h30.
- et la gare de Mantes-la-Jolie en 20 minutes. Le premier train est à 4h15, le dernier train vers Mantes-la-Jolie part à 1h43 (deux liaisons bus à 1h53 et 3h15).

2.2. Le réseau de bus

La commune d'Hardricourt compte **dix lignes de bus**. La principale ligne de bus est la ligne 33 desservant la majeure partie de la commune.



La ligne fonctionne le samedi entre 6h00 et 22h00, mais ne dessert la gare d'Hardricourt qu'une fois par heure dans chaque direction. Elle ne circule pas le dimanche.

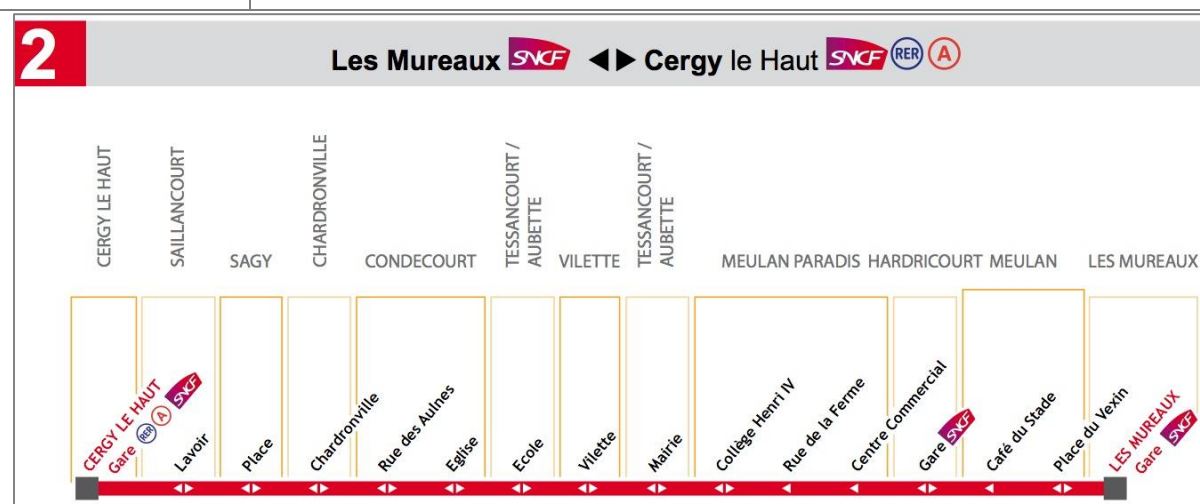
Ligne 7 Poissy Peugeot – Gare Nord de Poissy – Lainville



La ligne 7 (transporteur : CSO) effectue trois trajets par jour dans chaque sens, du lundi au vendredi. Elle dessert la rue de Verdun, à Hardricourt, et permet de rejoindre, depuis cet arrêt, la gare nord de Poissy (SNCF et RER) en 40 MN et la commune de Lainville en 15 mn.

Elle ne circule pas le samedi, le dimanche et les jours fériés.

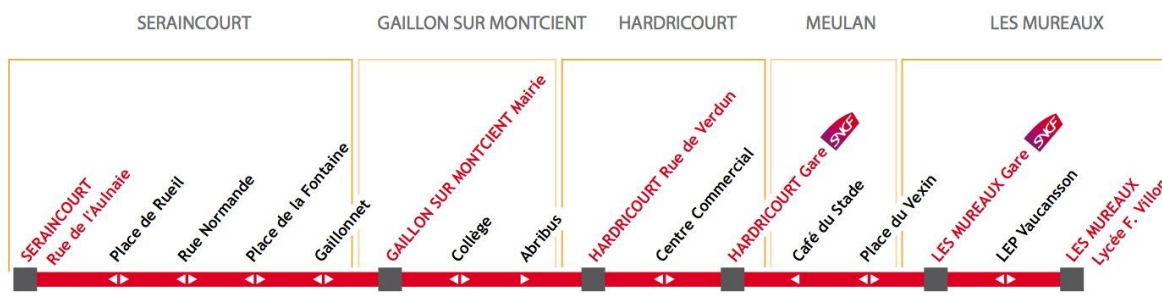
Ligne 2 Gare RER de Cergy – Gare SNCF Les Mureaux – Quai C3



La ligne 2 (transporteur : Veolia Transport Ecquevilly) effectue quatre trajets par jour, du lundi au vendredi, entre 6h et 19h. Depuis la gare SNCF d'Hardricourt, elle permet de rejoindre la Gare de Cergy-le-Haut en 30 mn et la gare des Mureaux en 10 mn.

La ligne ne fonctionne pas le week-end.

Ligne 5 Seraincourt – Les Mureaux

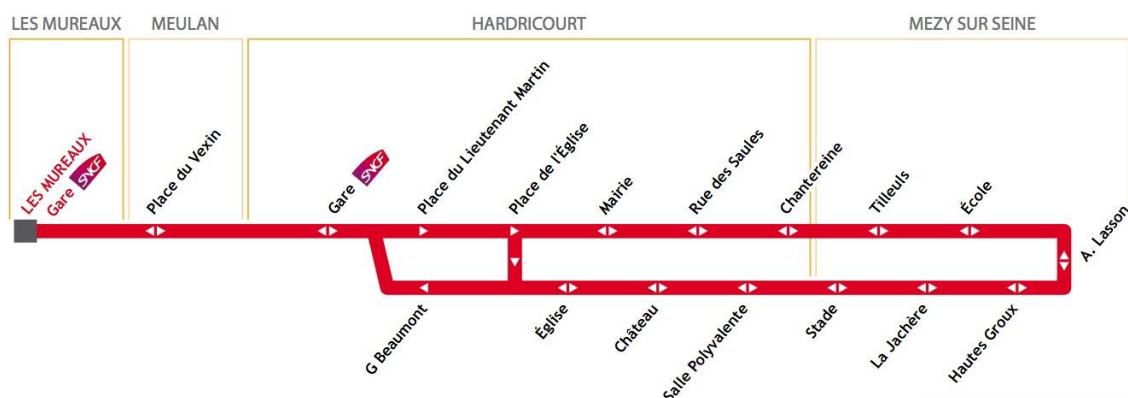
5**Seraincourt ◄► Les Mureaux**

La ligne 5 (transporteur : Veolia Transport Ecquevilly) dessert, depuis les deux arrêts situés sur la commune (rue de Verdun et Centre commercial), les matins, du lundi au vendredi, la gare SNCF des Mureaux (trois liaisons) et les lycées Vaucanson et F. Villon (trois liaisons).

La ligne ne fonctionne pas le week-end et essentiellement pendant les périodes scolaires.

Ligne 33

Les Mureaux - Gare – Hardricourt-Mézy-sur-Seine

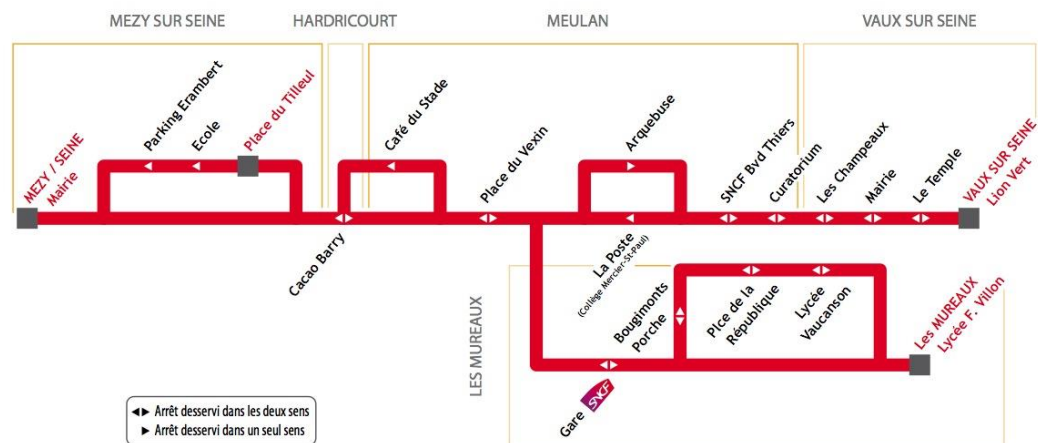
33**Les Mureaux SNCF ◄► Hardricourt ◄► Mézy sur Seine**

La ligne 33 (transporteur : Veolia Transport Ecquevilly) assure la liaison entre les gares SNCF des Mureaux et d'Hardricourt deux fois le matin, et cinq fois en fin de journée. Elle dessert de nombreux arrêts à Hardricourt.

La ligne ne fonctionne pas le week-end, ni en aout.

Ligne 312

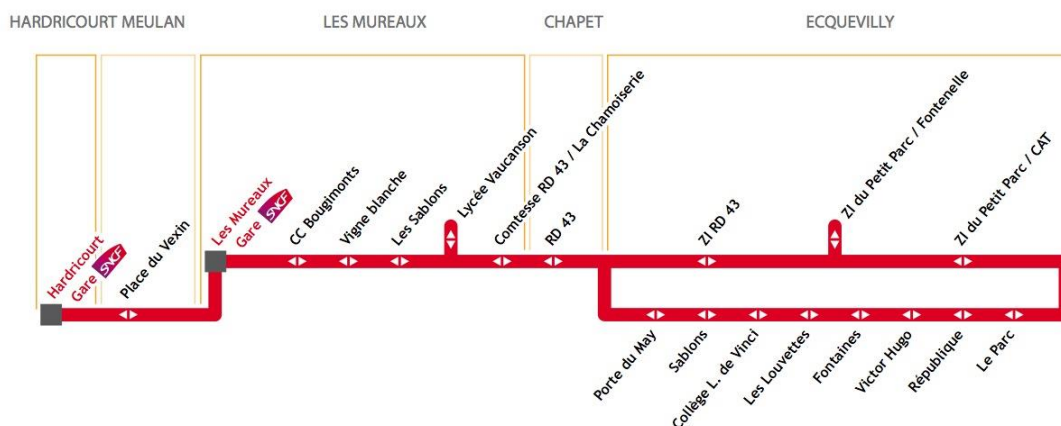
Mézy-sur-Seine – Les Mureaux / Vaux-sur-Seine

312**Mézy sur Seine ◀▶ Les Mureaux**

La ligne 312 (transporteur : Veolia Transport Ecquevilly) dessert l'arrêt Cacao Barry à Hardricourt et le relie, en période scolaire, du lundi au vendredi, le matin aux lycées des Mureaux (25 mn) et l'après-midi, à la Mairie de Mézy-sur-Seine (10 mn).

Ligne 13

Ecquevilly – Les Mureaux / Meulan

13**Ecquevilly ◀▶ Les Mureaux - Meulan**

La ligne 313 (transporteur : Veolia Transport Ecquevilly) assure le lien entre la gare d'Hardricourt, celle des Mureaux et les communes de Chapet et d'Ecquevilly. Elle permet, tous les jours de la semaine, de rejoindre la gare SNCF des Mureaux en 10 mn et la zone industrielle d'Ecquevilly en 30 mn.

Ligne 9	Mantes-la-Jolie – Meulan – Verneuil-sur-Seine
La ligne 9 (transporteur : CTVM) assure la liaison entre les communes de Mantès-la-Jolie (et notamment la gare) et Verneuil-sur-Seine, en desservant les arrêts L'Escale et Cacao Barry à Hardricourt. Elle circule du lundi au vendredi.	
Ligne 10	Gare de Cergy-Préfecture – Les Hauts Célestin, Limay
La ligne 10 (transporteur : CTVM) permet depuis l'arrêt L'Escale à Hardricourt, de rejoindre la gare RER de Cergy Saint-Christophe en 20 mn, de Cergy-Préfecture en 35 mn et de Neuville-Université (moins desservie que les autres gares) en 40 mn. La ligne 10 fonctionne du lundi au vendredi.	
Ligne 17	Gare Les Mureaux – Les Noquets, Jambville
La ligne 17 (transporteur : CTVM) relie, du lundi au vendredi, l'arrêt Cacao Barry à Hardricourt, à la gare SNCF des Mureaux, quatre fois par jour le matin, en 15 mn et les arrêts La Fourche et Cacao Barry à la commune de Jambville (une fois par jour, vers 18h) en 30 mn.	

Les deux principaux arrêts de la commune sont les suivants :



Arrêt "Gare"

Arrêt "Rue de Verdun"

III – Les liaisons douces

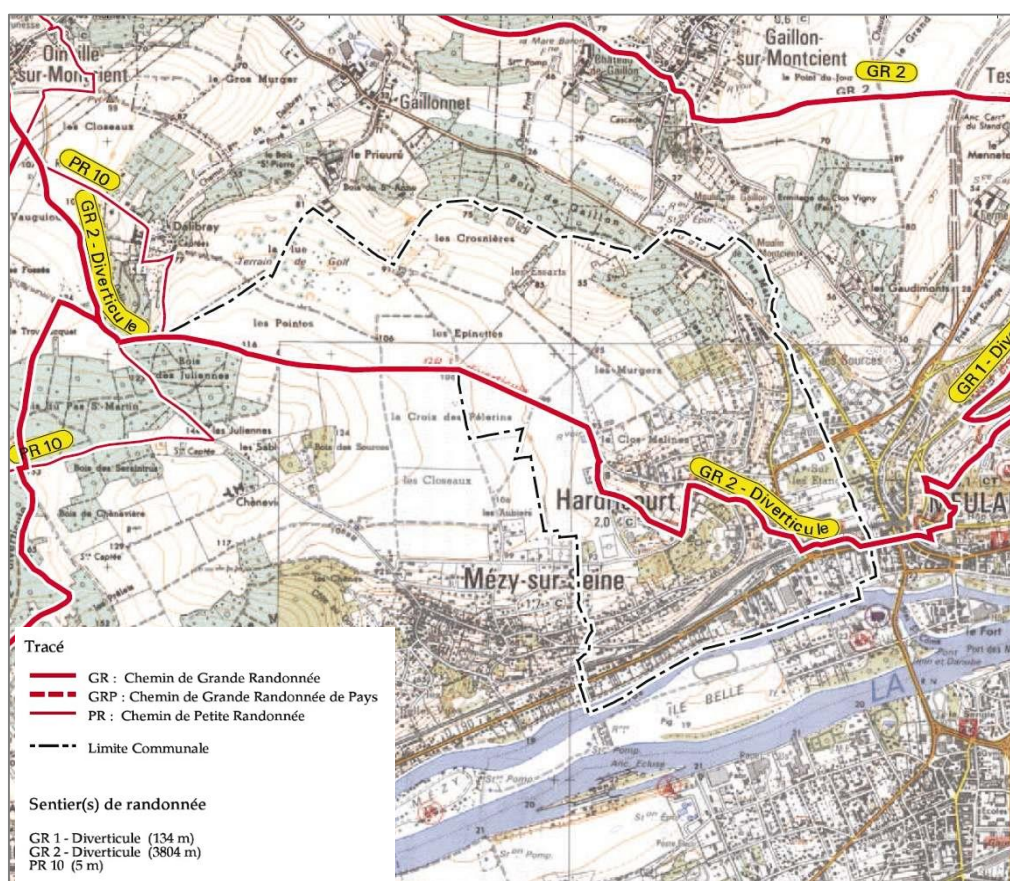
3.1. Le GR 2

Le GR 2 assure la liaison Paris - Rouen - Le Havre. Une variante du chemin de grande randonnée GR 2 traverse la commune du nord-ouest au sud-est. Depuis Oinville-sur-Montcient, il est possible de rejoindre Tessancourt par Gaillon-sur-Montcient ou par Hardricourt.

Sur le territoire communal, le chemin:

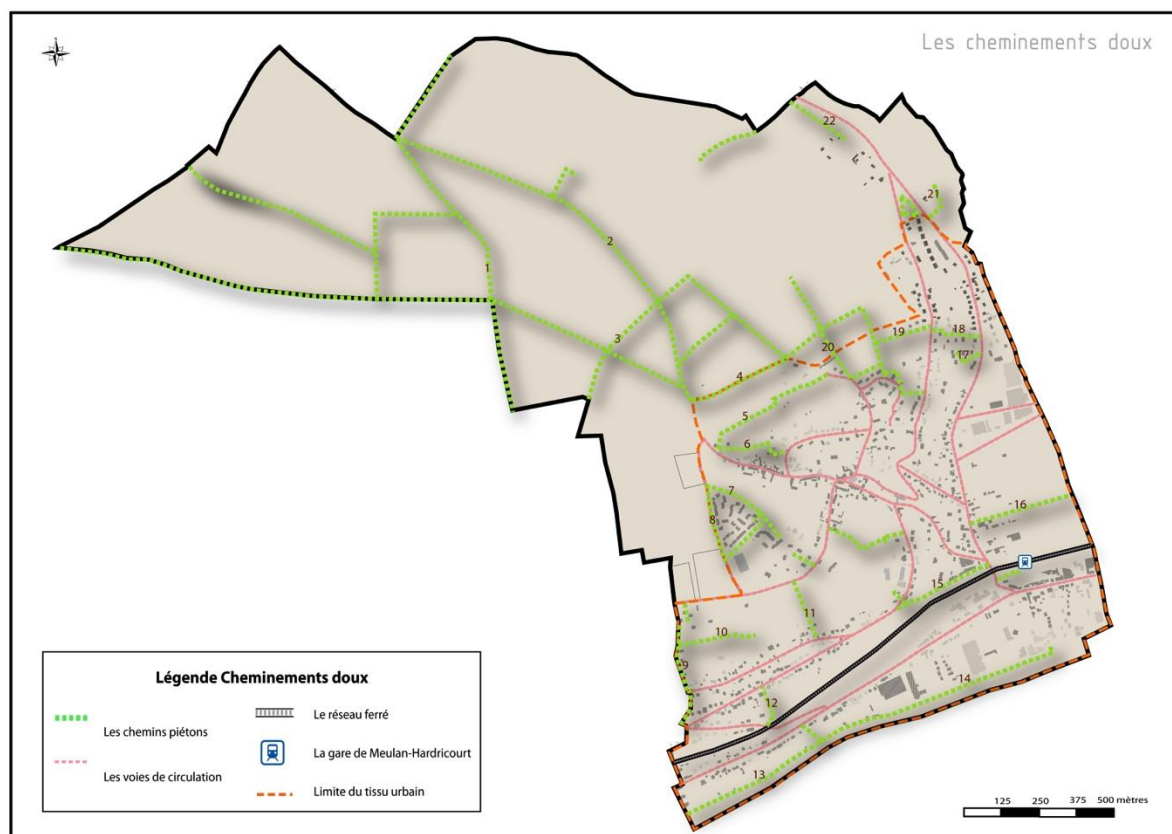
- s'appuie sur la limite communale avec Mézy-sur-Seine avant d'emprunter la limite communale avec Mézy-sur-Seine, puis un chemin permettant de rejoindre le village, et notamment le haut de la rue de Chesnaye,
- emprunte ensuite sur le chemin des Gloriettes, la rue des Maches-Fer et la rue du Château, contournant le lieu-dit Les Cottages,
- rejoint l'Eglise Saint-Germain et emprunte la rue Guillaume de Beaumont,
- s'appuie, après être passé sous la voie ferrée, sur l'avenue de la Gare avant de rejoindre la RD 190 donnant accès à la commune de Meulan.

Extrait du schéma départemental de la randonnée pédestre



Source : Conseil Général des Yvelines

3.2. Le réseau de cheminements doux



- | | |
|----------------------------------|-------------------------------|
| 1 Chemin de Gaillonnet | 12 Sentier des Rimberts |
| 2 Voie communale n°2 de Oinville | 13 Chemin de Halage |
| 3 Chemin des Gaillon | 14 Chemin Laurent |
| 4 Chemin des Murgers | 15 Sentier de la Brosserie |
| 5 Sentier des Godeurs | 16 Impasse du Vexin |
| 6 Ruelle à tourni | 17 Sentier Raymond Brelier |
| 7 Place des Maches-Fer | 18 Sentier de la Pépinière |
| 8 Chemin des Gloriettes | 19 Sentier des 20 livres |
| 9 Chemin rural de Dalibray | 20 Chemin des Hautes Lumières |
| 10 Chemin des Hautes Glores | 21 Route départementale 913 |
| 11 Chemin des Colombiers | 22 Chemin des Marais |

De nombreux cheminements doux sont présents sur la commune, ayant une double utilité :

- Certains sont utilisés pour se balader dans le bassin de vie, notamment le long de la Seine de Meulan à Mézy-sur-Seine et au sein des espaces agricoles vers les communes voisines comme Gaillon-sur-Montcient, Seraincourt, Oinville-sur-Montcient ou Mézy-sur-Seine : c'est le cas du chemin des Gloriettes, du chemin des Murgers,

- D'autres (cheminements internes) permettent de compléter le réseau viaire et desservent les équipements comme la gare, le château d'Hardricourt ou le cimetière. Ils font généralement office de raccourcis pour les piétons : c'est le cas du sentier de la Brosserie. Si ces sentiers ne peuvent être empruntés par les personnes à mobilité réduite, celles-ci peuvent emprunter les voiries pour accéder aux points les plus hauts de la commune.

On ne dénombre que peu de cheminements internes sur le territoire communal, qui desservent notamment le centre de la commune, relié au reste du territoire par la voirie. Au contraire, les cheminements piétons dans les zones agricoles sont multiples.



Chemin des Gloriettes



Chemin des Murgers



Sentier de la Brosserie

IV – Les déplacements des habitants

4.1. Le taux de motorisation des ménages hardricourtois

Les ménages hardricourtois sont fortement motorisés : plus de 90 % des ménages possèdent au moins une voiture. Cette proportion excède de près de 4 points celle enregistrée à l'échelle départementale. A Hardricourt, la moitié des ménages motorisés possédaient deux voitures ou plus. Le nombre moyen de voitures peut être évalué à 1,4 voitures par ménages.

La part des ménages non motorisés est plus importante parmi ceux qui occupaient un appartement (22 %) que parmi les ménages résidant en maison (6%).

4.2. Les déplacements domicile-travail

Plus de 80% des actifs ayant un emploi, résidant à Hardricourt, travaillent en dehors de la commune : 49,3 % des actifs dans une autre commune des Yvelines, 29,7% dans un autre département d'Ile-de-France et 1,3% en dehors de l'Ile-de-France.

L'importance de la proportion d'actifs ayant un emploi travaillant dans un autre département de la région Ile-de-France s'explique par la proximité du Val d'Oise.

Population active de 15 ans ou plus ayant un emploi par lieu de travail et moyen de transport

Moyen de transport Lieu de travail	Pas de transport	Marche à pied	Deux roues	Voiture, camion, fourgonnette	Transports en commun	Total	Part des actifs ayant un emploi
Hardricourt	55	27	4	93	4	183	19,7 %
Autre commune des Yvelines	0	19	19	366	54	459	49,3 %
Autre département d'Ile-de-France	3	0	12	160	101	276	29,7 %
Hors Ile-de-France	0	0	0	12	0	12	1,3 %
Total	58	47	35	631	159	930	

Part des actifs ayant un emploi	6,2 %	5,1 %	3,8 %	67,8 %	17,1 %	Source : INSEE
---------------------------------	-------	-------	-------	--------	--------	----------------

L'usage des véhicules particuliers prédomine largement pour les déplacements domicile-travail. La moitié des actifs ayant un emploi à Hardricourt effectue le trajet domicile-travail en voiture, camion ou fourgonnette.

Si les transports en commun constituent le deuxième moyen de transport pour se rendre au lieu de travail, la part des actifs y ayant recours demeure assez faible (17,1 %). La marche et les deux roues sont peu utilisés pour les déplacements domicile-travail.

Dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, le Grenelle de l'environnement vise à réduire de 11 % le CO2 émis par les transports d'ici 2020. Pour développer des pratiques de mobilité durable, les trajets quotidiens liés au travail et aux études constituent un terrain d'action privilégié.

PARTIE V. RESEAUX

I – L'eau potable

1.1. La qualité de l'eau

Le Syndicat des Eaux de Mézy-sur-Seine est responsable de la production et de la distribution de l'eau. Son délégataire est Véolia Buchelay. La population d'Hardricourt est alimentée par les eaux provenant des forages de Meulan. L'unité de distribution est celle de Juziers Mézy Hardricourt.

Le Ministère de la Santé est chargé des eaux destinées à la consommation urbaine. Le prélèvement a été réalisé en novembre 2011 sur la commune d'Hardricourt. L'analyse conclut à une eau d'alimentation conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés, à une conformité bactériologique, à une conformité physico-chimique et à un respect des références de qualité.

Résultat des analyses du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation urbaine - Ministère chargé de la Santé :

Paramètre	Valeur	Limite de qualité	Référence de qualité
Ammonium (en NH ₄)	<0,05 mg/L		≤ 0,1 mg/L
Aspect (qualitatif)	0 qualit.		
Bact. aér. revivifiables à 22°-68h	<1 n/mL		
Bact. aér. revivifiables à 36°-44h	<1 n/mL		
Bact. et spores sulfito-rédu./100ml	<1 n/100mL		≤ 0 n/100mL
Bactéries coliformes /100ml-MS	<1 n/100mL		≤ 0 n/100mL
Chlore libre (2)	0,55 mg/LCl ₂		
Chlore total (2)	0,60 mg/LCl ₂		
Conductivité à 25°C	875 µS/cm		≥200 et ≤ 1100 µS/cm
Couleur (qualitatif)	0 qualit.		
Entérocoques /100ml-MS	<1 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Escherichia coli /100ml -MF	<1 n/100mL	≤ 0 n/100mL	
Fer total	<10 µg/l		≤ 200 µg/l
Odeur (qualitatif)	0 qualit.		
Saveur (qualitatif)	0 qualit.		
Température de l'eau (2)	10,3 °C		≤ 25 °C
Turbidité néphélométrique NFU	0,28 NFU		≤ 2 NFU
pH (2)	7,40 unité pH		≥6,5 et ≤ 9 unitépH

1.2. La protection du captage d'eau potable

Il existe un captage d'eau potable sur la commune d'Hardricourt, le forage d'Hardricourt F4 Meulan (appartenant au champ captant de Meulan). Un rapport de l'hydrogéologue agréé de décembre 2009 propose des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée pour l'ensemble des forages de Meulan F1, F2, F3 (situés sur la commune de Meulan) et F4 (situé sur Hardricourt). Le porter-à-connaissance de l'Etat pour l'élaboration du PLU indique qu'il est indispensable de les reporter sur les annexes graphiques et d'appliquer les prescriptions proposées par l'hydrogéologue agréé dans son rapport de décembre 2009.

II – L'assainissement

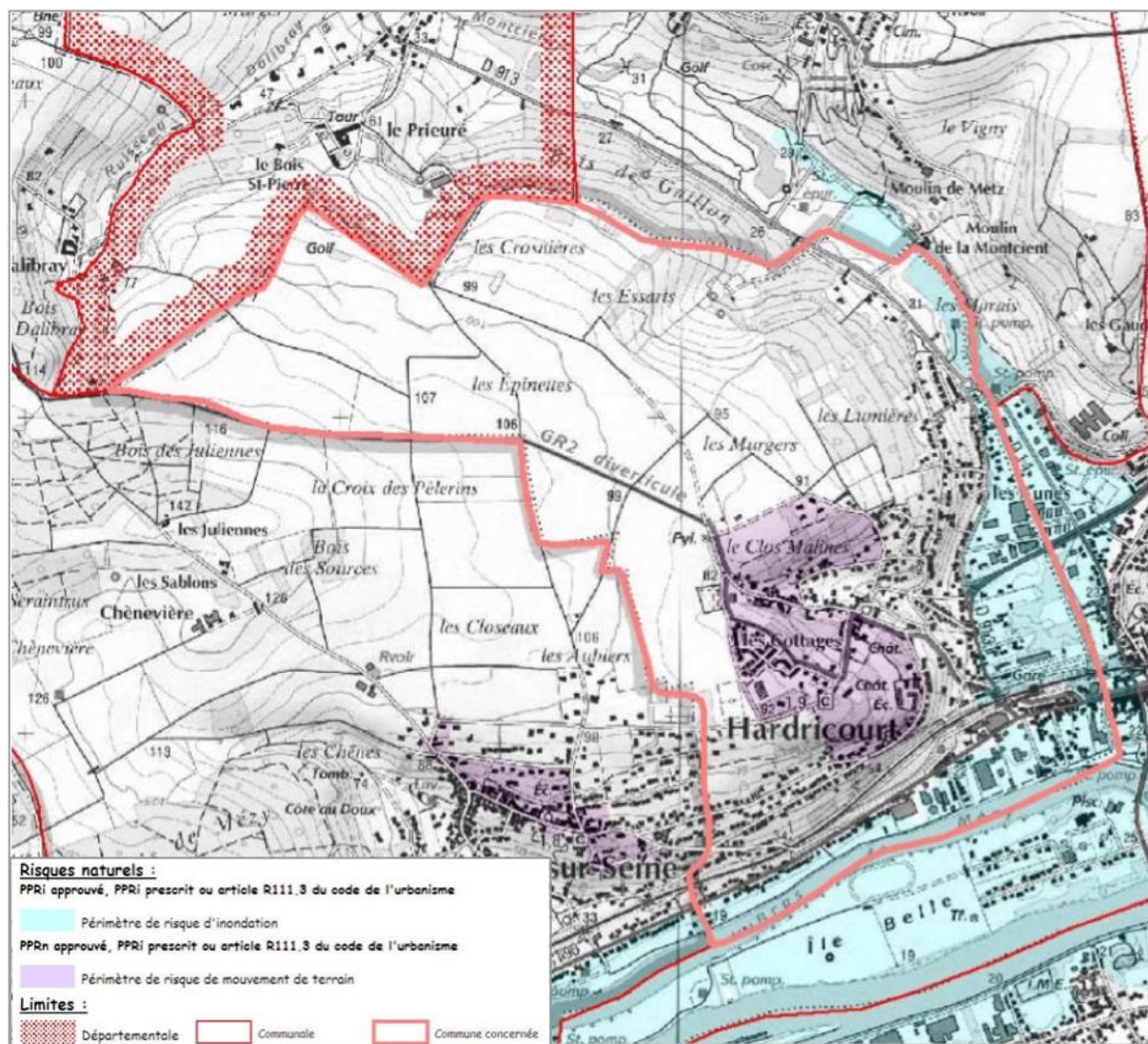
Dans le cas de l'assainissement collectif, les eaux usées rejoignent la station d'épuration du syndicat intercommunal de Meulan-Hardricourt-Les Mureaux (SIAMHLM), où elles sont traitées avant d'être rejetées dans la Seine.

Le syndicat SIAMHLM regroupe neuf communes : Meulan, les Mureaux, Hardricourt, Vaux-sur-Seine, Evécquemont, Mezy-sur-Seine, Flins-sur-Seine, Bouafle, Chapet.

PARTIE VI. RISQUES, NUISANCES ET POLLUTIONS

I – Les risques

1.1. La synthèse des risques cartographiés



Source : dossier communal d'informations à destination des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques majeurs et technologiques

1.2. Le risque d'inondation

1.2.1. Le risque d'inondation de la Seine

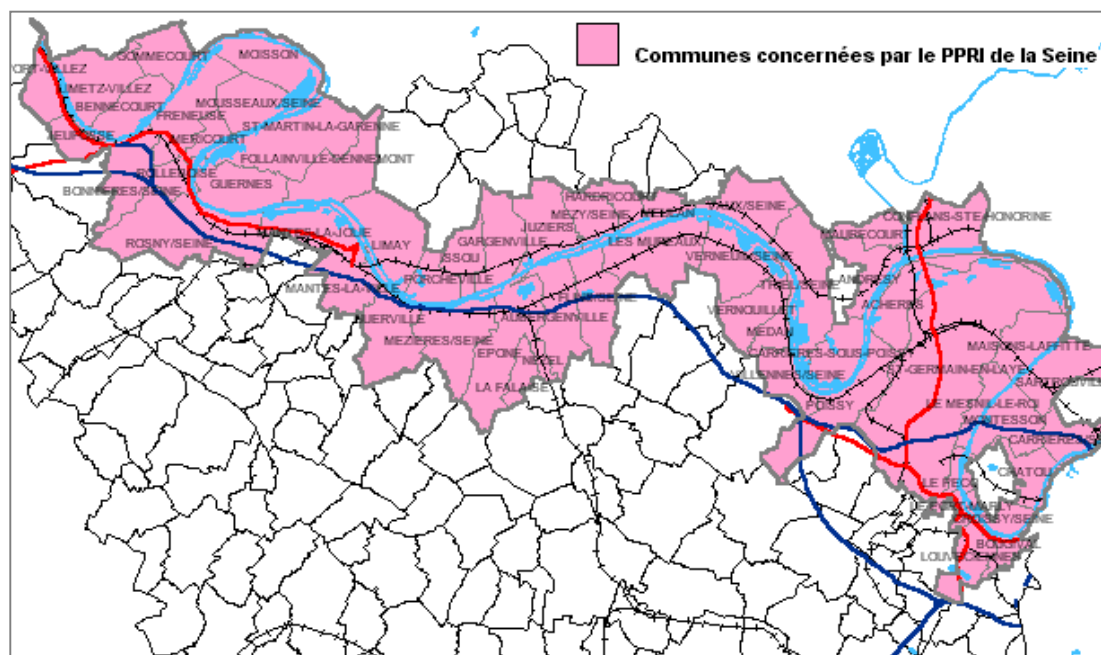
Le régime pluvial du bassin de la Seine expose les territoires riverains à des crues dont certaines se sont traduites par des inondations catastrophiques (1785, 1910...).

Il s'agit d'inondations de plaine résultant de pluies prolongées sur des reliefs dans l'ensemble peu marqués et aux sols assez perméables, où le ruissellement est long à se déclencher. Le phénomène est accru par l'imperméabilisation naturelle et temporaire (saturation des sols, gel) ou artificielle des sols.

Les cours et les zones inondables de la Seine ont subi de nombreuses modifications depuis des siècles. Il en est de même des conditions d'apparition des crues qui ont évolué avec les aménagements réalisés sur les bassins versants. De tous temps, la vallée de la Seine a été soumise à de fortes inondations qui ont mis en péril personnes et biens, mais le développement récent de l'urbanisation a accru le risque de façon considérable, malgré les protections mises en place, les dispositions architecturales adoptées et les mesures de prévision et d'organisation des secours pourtant instituées. En effet, les réglementations se sont avérées insuffisantes pour prévenir les risques d'inondation maintenant mieux étudiés.

L'importance des enjeux tant humains que matériels, ainsi que la gravité de plusieurs inondations catastrophiques en France ont conduit les pouvoirs publics à promulguer la loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement. Il s'agit de délimiter les zones exposées aux risques et d'y interdire ou limiter les nouvelles implantations, de faire prendre toutes les précautions indispensables pour réduire les conséquences du risque, de définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans un unique document appelé Plan de Prévention des Risques.

Le PPRI de la vallée de la Seine et de l'Oise, institué par arrêté préfectoral du 30 juin 2007 concerne 57 communes situées entre Carrière-sur-Seine et Port-Villez, dont Hardricourt.



Source : Notice de présentation du PPRI de la vallée de la Seine et de l'Oise, Préfecture des Yvelines

Les principes ayant guidé les services de l'Etat pour assurer en priorité la sécurité des personnes et des biens, sont exprimés dans la loi n°2003-669 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, ainsi que dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) de la région Ile-de-France. Ils consistent à :

- préserver de toute urbanisation les zones naturelles d'expansion des crues,
- permettre le maintien et le développement modéré des activités économiques le long de la Seine,
- permettre le développement contrôlé de trois pôles d'activité d'intérêt général,
- se conformer aux prescriptions techniques nécessaires pour réduire les effets des inondations sur les constructions autorisées.

Le plan de prévention des risques est un outil d'aide à la décision en matière d'aménagement, qui permet, d'une part, de localiser, caractériser et prévoir les effets des risques naturels prévisibles, avec le souci d'informer et de sensibiliser le public, et d'autre part, de définir les mesures individuelles de prévention à mettre en œuvre, en fonction de leur enjeu économique et social.

Les PPRI valent servitude d'utilité publique, et doivent être annexés aux documents d'urbanisme conformément à l'article R.126-1 du code de l'urbanisme. Ils sont opposables à tout mode d'occupation ou d'utilisation du sol.

1.2.2. Le risque d'inondation de la Montcient

La commune d'Hardricourt est concernée par le risque d'inondation liée à la présence de la Montcient. Le périmètre concerné par ce risque a été défini par l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1992.

1.3. Les risques de mouvement de terrains liés à la présence d'anciennes carrières souterraines abandonnées

Les anciennes carrières souterraines, dans la mesure où elles sont connues, suite aux déclarations qui en ont été faites dès le siècle dernier et aux enquêtes effectuées sur place, sont repérées et cartographiées par l'Inspection Générale des Carrières.

Dès la fin de son exploitation, une carrière devient le siège d'une évolution, souvent lente, mais inéluctable, conséquence de son vieillissement. Les diverses formes de dégradation des excavations et le type de désordre affectant la surface sont liés aux caractéristiques géométriques des vides, à la nature du matériau exploité, à celle des terrains de recouvrement et à des contraintes diverses.

Un périmètre de risque a été défini par l'arrêté préfectoral du 5 août 1986 pour toutes les communes sous minées du département. 96 communes sont concernées par l'arrêté. Cet arrêté vaut plan de prévention des risques (PPR) depuis le décret du 5 octobre 1995.

1.4. Le risque mouvement de terrain lié au phénomène de retrait-gonflement des argiles

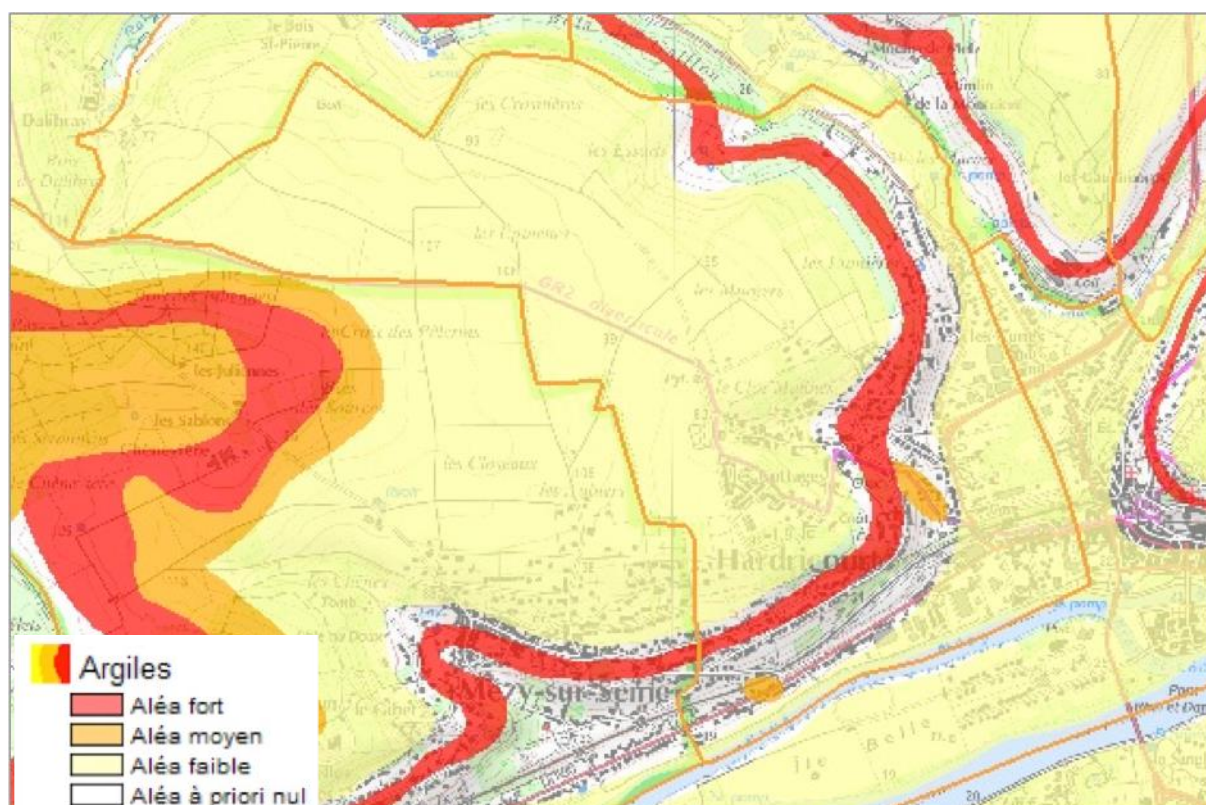
Les successions de périodes de sécheresses et de réhydratation des sols argileux peuvent provoquer des déformations de surface (tassement éventuel suivi d'un gonflement des sols) susceptibles d'endommager parfois très sérieusement la structure des bâtiments fondés trop superficiellement.

Le service géologique d'Ile-de-France du BRGM établit une cartographie de l'aléa retrait-gonflement des argiles, afin de tenter de diminuer le nombre de sinistres causés par ce phénomène. Cette carte a pour but de délimiter toutes les zones qui sont a priori sujettes au phénomène de retrait-gonflement et de hiérarchiser ces zones selon un degré d'aléa croissant

Le terme d'aléa désigne la probabilité qu'un phénomène naturel d'intensité donnée survienne sur un secteur géographique donné et dans une période de temps donnée.

Sur le territoire d'Hardricourt :

- les vallées de la Seine et de la Montcient et le plateau agricole présentent un aléa faible,
- une partie de la rue Guillaume de Beaumont et de la RD 190 présentent un aléa moyen,
- les coteaux sont identifiés avec un aléa fort.



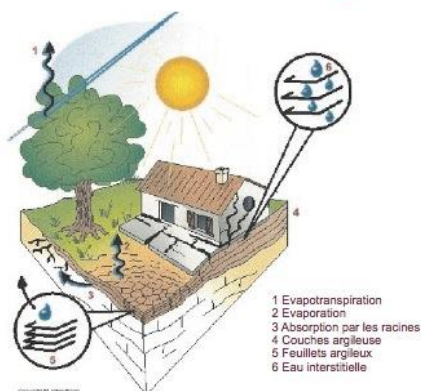
Source : www.argiles.fr

Cette information est diffusée à titre préventif pour les municipalités. Le risque de retrait-gonflement n'est pas de nature à rendre une zone inconstructible mais demande néanmoins des dispositions constructives pour prévenir les désordres. Pour construire sur des terrain situé en zone d'aléas de retrait-gonflement des argiles, il est recommandé de se référer au document " les constructions sur terrain argileux en Ile-de-France ", de la Direction Régionale de l'Environnement, repris à titre informatif ci-dessous



Le risque de retrait-gonflement des sols argileux

Un mécanisme bien connu des géotechniciens



Un sol argileux change de volume selon son humidité comme le fait une éponge ; il gonfle avec l'humidité et se resserre avec la sécheresse, entraînant des tassements verticaux et horizontalement, des fissurations du sol.

L'assise d'un bâtiment installé sur ce sol est donc instable.

En effet, sous la construction, le sol est protégé de l'évaporation et sa teneur en eau varie peu au cours de l'année ce qui n'est pas le cas en périphérie.

Les différences de teneur en eau du terrain, importantes à l'aplomb des façades, vont donc provoquer des mouvements différentiels du sol notamment à proximité des murs porteurs et aux angles du bâtiment.

Des désordres aux constructions



Comment se manifestent les désordres ?

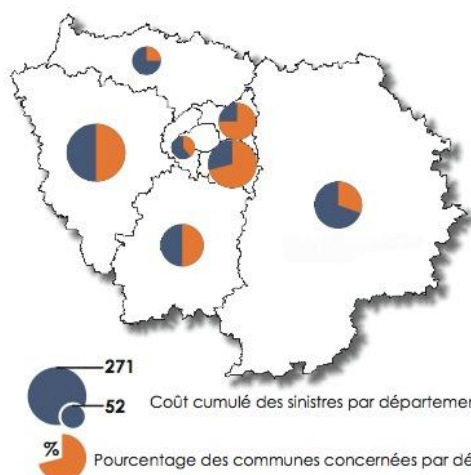
- Fissuration des structures
- Distorsion des portes et fenêtres
- Décollement des bâtiments annexes
- Dislocation des dallages et des cloisons
- Rupture des canalisations enterrées

Quelles sont les constructions les plus vulnérables ?

Les désordres touchent principalement les constructions légères de plain-pied et celles aux fondations peu profondes ou non homogènes.

Un terrain en pente ou hétérogène, l'existence de sous-sols partiels, des arbres à proximité, une circulation d'eau souterraine (rupture de canalisations...) peuvent aggraver la situation.

Des dommages nombreux et coûteux pour la collectivité



En région Ile-de-France (chiffres 1998-2002) :

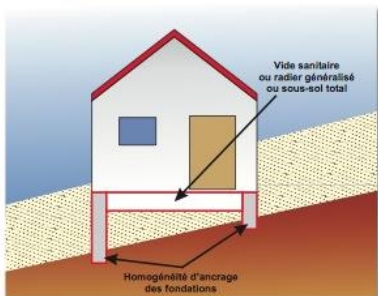
- Plus de **500 communes** exposées à ce risque, dans 7 des 8 départements de la région ;
- **1 milliard d'euros** dépensés pour l'indemnisation des sinistres représentant 35% du coût national ;
- **Deuxième** cause d'indemnisation au titre des catastrophes naturelles (CATNAT) à la charge de la collectivité publique, derrière les inondations ;
- Coût moyen d'un sinistre : **10 000 €**.

* source Caisse centrale de Réassurance
Coûts extrapolés à partir d'un échantillon de sinistres couverts par le régime CATNAT



Que faire si vous voulez :

— Construire



Préciser la nature du sol

Avant de construire, il est recommandé de procéder à une reconnaissance de sol dans la zone d'aléa figurant sur la carte de retrait-gonflement des sols argileux (consultable sur le site www.argiles.fr), qui traduit un niveau de risque plus ou moins élevé selon l'aléa.

Une telle analyse, réalisée par un bureau d'études spécialisé, doit vérifier la nature, la géométrie et les caractéristiques géotechniques des formations géologiques présentes dans le proche sous-sol afin d'adapter au mieux le système de fondation de la construction.

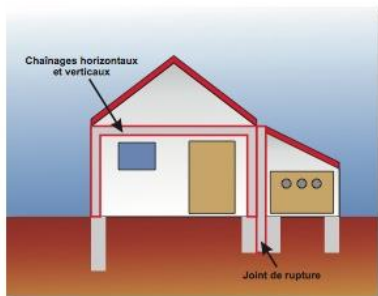
Si la présence d'argile est confirmée, des essais en laboratoire permettront d'identifier la sensibilité du sol au retrait-gonflement.

Réaliser des fondations appropriées

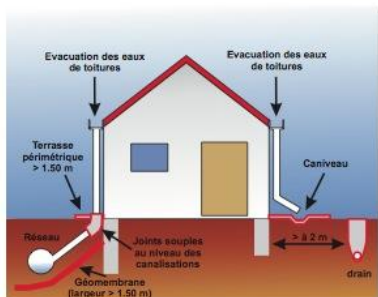
- Prévoir des fondations continues, armées et bétonnées à pleine fouille, d'une profondeur d'ancrage de 0,80 m à 1,20 m en fonction de la sensibilité du sol ;
- Assurer l'homogénéité d'ancrage des fondations sur terrain en pente (l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ;
- Eviter les sous-sols partiels, préférer les radiers ou les planchers porteurs sur vide sanitaire aux dallages sur terre plein.

Consolider les murs porteurs et désolidariser les bâtiments accolés

- Prévoir des chaînages horizontaux (haut et bas) et verticaux (poteaux d'angle) pour les murs porteurs ;
- Prévoir des joints de rupture sur toute la hauteur entre les bâtiments accolés fondés différemment ou exerçant des charges variables.



— Aménager, Rénover

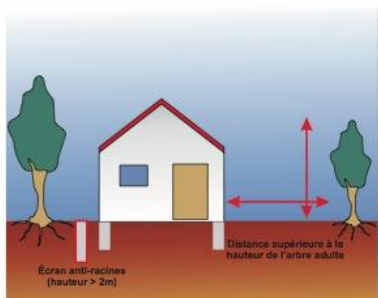


Eviter les variations localisées d'humidité

- Éviter les infiltrations d'eaux pluviales (y compris celles provenant des toitures, des terrasses, des descentes de garage...) à proximité des fondations ;
- Assurer l'étanchéité des canalisations enterrées (joints souples au niveau des raccords) ;
- Éviter les pompes à usage domestique ;
- Envisager la mise en place d'un dispositif assurant l'étanchéité autour des fondations (trottoir périphérique anti-évaporation, géomembrane...) ;
- En cas d'implantation d'une source de chaleur en sous-sol, préférer le positionnement de cette dernière le long des murs intérieurs.

Prendre des précautions lors de la plantation d'arbres

- Eviter de planter des arbres avides d'eau (saules pleureurs, peupliers ou chênes par exemple) à proximité ou prévoir la mise en place d'écrans anti-racines ;
- Procéder à un élagage régulier des plantations existantes ;
- Attendre le retour à l'équilibre hydrique du sol avant de construire sur un terrain récemment défriché.



1.5. Les arrêtés de reconnaissance de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/05/1989	30/11/1997	15/07/1998	29/07/1998
Inondations et coulées de boue	17/01/1995	05/02/1995	20/04/1995	06/05/1995
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/12/1997	31/12/2002	18/04/2008	23/04/2008
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations et coulées de boue	25/03/2001	27/03/2001	03/12/2001	19/12/2001
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/2004	31/03/2004	20/02/2008	22/02/2008
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2004	30/09/2004	20/02/2008	22/02/2008
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/2005	31/03/2005	20/02/2008	22/02/2008
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2005	30/09/2005	20/02/2008	22/02/2008
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/2006	31/03/2006	18/04/2008	23/04/2008

1.6. Le transport de matières dangereuses

Le risque de transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport, par voies routière, ferroviaire, aérienne, fluviale ou par canalisation, de matières dangereuses. Il peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens et l'environnement. Les produits dangereux sont nombreux, ils peuvent être explosifs, inflammables, toxiques, corrosifs, dangereux pour l'environnement ou radioactifs.

Les risques des transports de matières dangereuses **par la route** (évalué à 2/3 des TMD) sont dus principalement aux accidents en cours de transport mettant en cause des hydrocarbures, des produits chimiques solides ou liquides. Les itinéraires de transport de matières dangereuses par la route n'étant connus, il est estimé que les axes supportant un flux important de véhicules présentent un niveau de danger supérieur. La RD190 est identifiée comme concernée par le risque de transport de matières dangereuses.

Les risques des transports de matières dangereuses **par voie ferrée** sont plus concentrés sur les phases de conditionnement des wagons de transport. Contrairement au transport par voie routière, les itinéraires sont bien connus

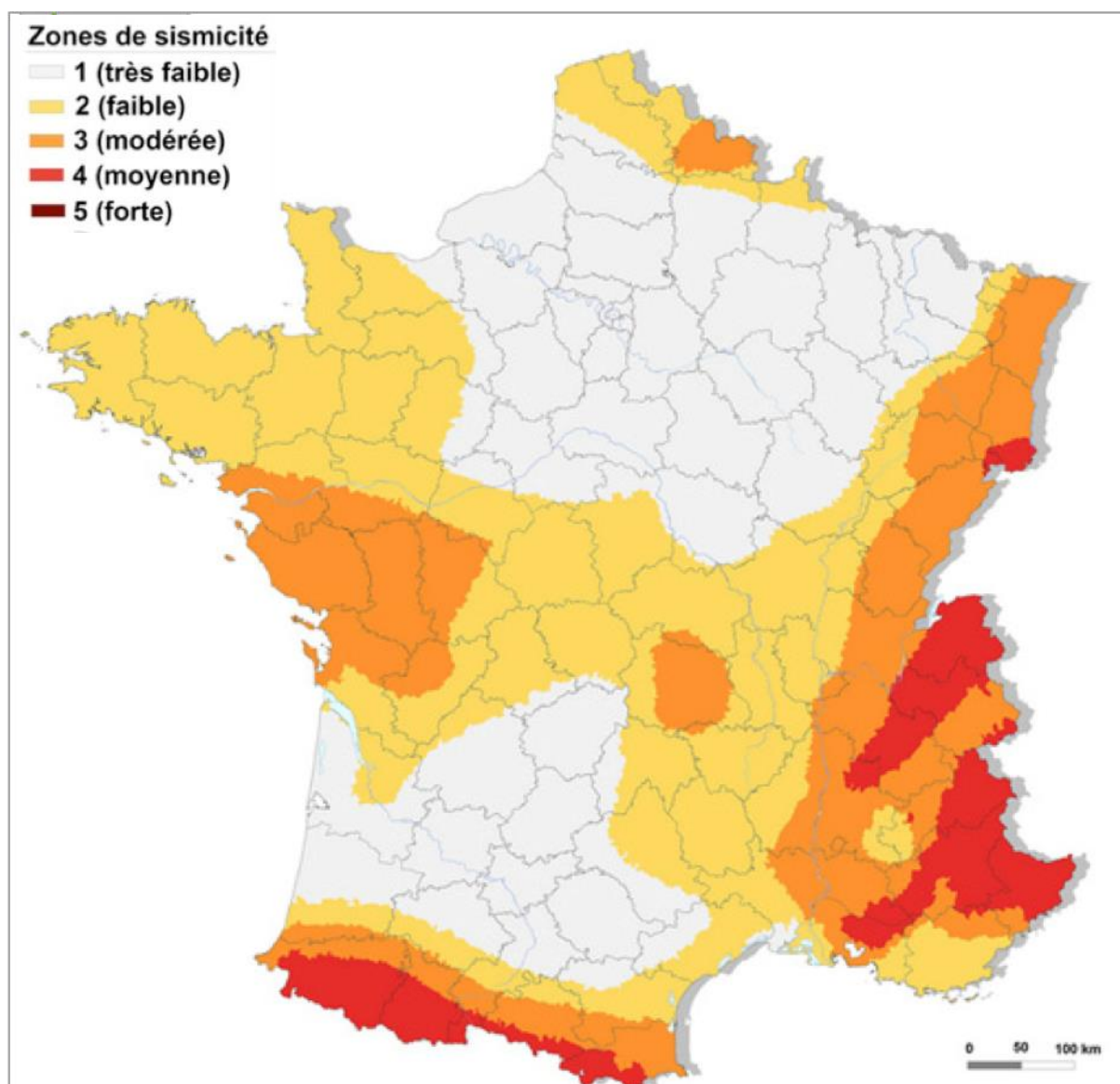
et une anticipation des acteurs est possible et envisagée. La voie ferrée qui traverse la commune est identifiée au titre des axes concernés par le risque de transport de matières dangereuses.

Concernant le transport **par voie fluviale**, le trafic est relativement élevé : trafic total pour les Yvelines : 1 573 602 tonnes (en 2004) de matières dangereuses constituées surtout de produits pétroliers et chimiques. La commune d'Hardricourt figure parmi les communes exposées à un risque moyen, en raison du trafic existant sur la Seine.

1.7. Le risque de sismicité

Le zonage sismique français est entré en vigueur le 1^{er} mai 2011 et a bénéficié de l'amélioration de la connaissance de la sismicité historique et des nouvelles données de sismicité instrumentale et historique depuis 1984.

Ce zonage, reposant sur une analyse probabiliste de l'aléa, divise la France en cinq zones de sismicité. Il fait apparaître l'ensemble du département des Yvelines en zone de sismicité très faible.

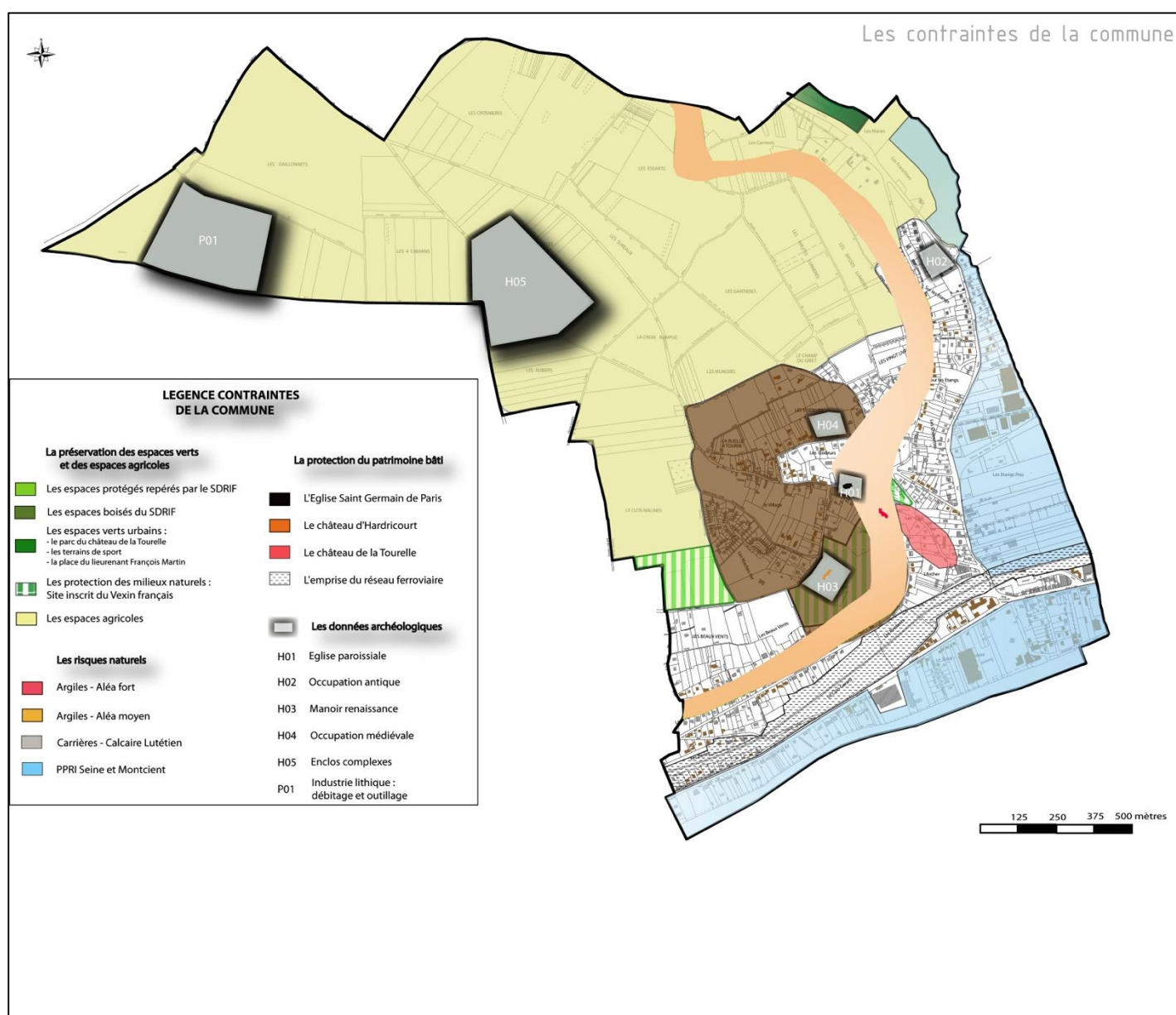


L'objectif principal de la réglementation parasismique est la sauvegarde d'un maximum de vies humaines pour une secousse dont le niveau d'agression est fixé pour chaque zone de sismicité. La construction peut alors subir des dommages irréparables, mais elle ne doit pas s'effondrer sur ses occupants. En cas de secousse plus modérée,

l'application des dispositions définies dans les règles parasismiques doit aussi permettre de limiter les destructions et, ainsi, les pertes économiques.

Avec le nouveau zonage, de nouveaux textes réglementaires fixant les règles de construction parasismiques ont été publiés :

- l'arrêté du 22 octobre 2010 (modifié par l'arrêté du 19 juillet 2011) pour les bâtiments de la classe dite « à risque normal », applicable à partir du 1er mai 201,
- l'arrêté du 24 janvier 2011 pour les installations classées des sites Seveso « seuil haut » et « seuil bas », applicable aux installations existantes et aux installations nouvelles autorisées après le 1er janvier 2013 (il abrogera l'arrêté du 10 mai 1993 à compter du 1er janvier 2013),
- l'arrêté du 26 octobre 2011 applicable aux ponts, entrant en vigueur à compter du 1er janvier 2012.



II – Les nuisances sonores

Les voies de circulation sont les principales sources de nuisances sonores pour les habitants.

La réglementation (loi sur le bruit du 31 décembre 1992 et l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transport terrestre et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit) exige que les infrastructures soient répertoriées en fonction de leur niveau sonore, et que des zones de nuisances soient définies autour de ces axes.

En application de l'article L.571-10 du code de l'environnement et du décret du 9 janvier 1995, l'arrêté du 30 mai 1996 et la circulaire du 25 juillet 1996 réglementent les modalités du classement sonore des grandes voies existantes (et de leurs modifications et transformations significatives) par les préfets. Une liste des voies bruyantes par catégorie est ainsi établie par arrêté préfectoral.

L'arrêté préfectoral du 10 octobre 2000 procède au classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit à Hardricourt.

Il mentionne, pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

La largeur des secteurs affectés par le bruit est comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche, la chaussée comprenant la bande d'arrêt d'urgence éventuelle, pour les infrastructures routières,
- à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche, pour les infrastructures ferroviaires.

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Catégorie de l'infrastructure	Largeur du secteur affecté par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
-------------------------	-------------------------	-------------------------------	---	--

Tableau des voies routières non communales

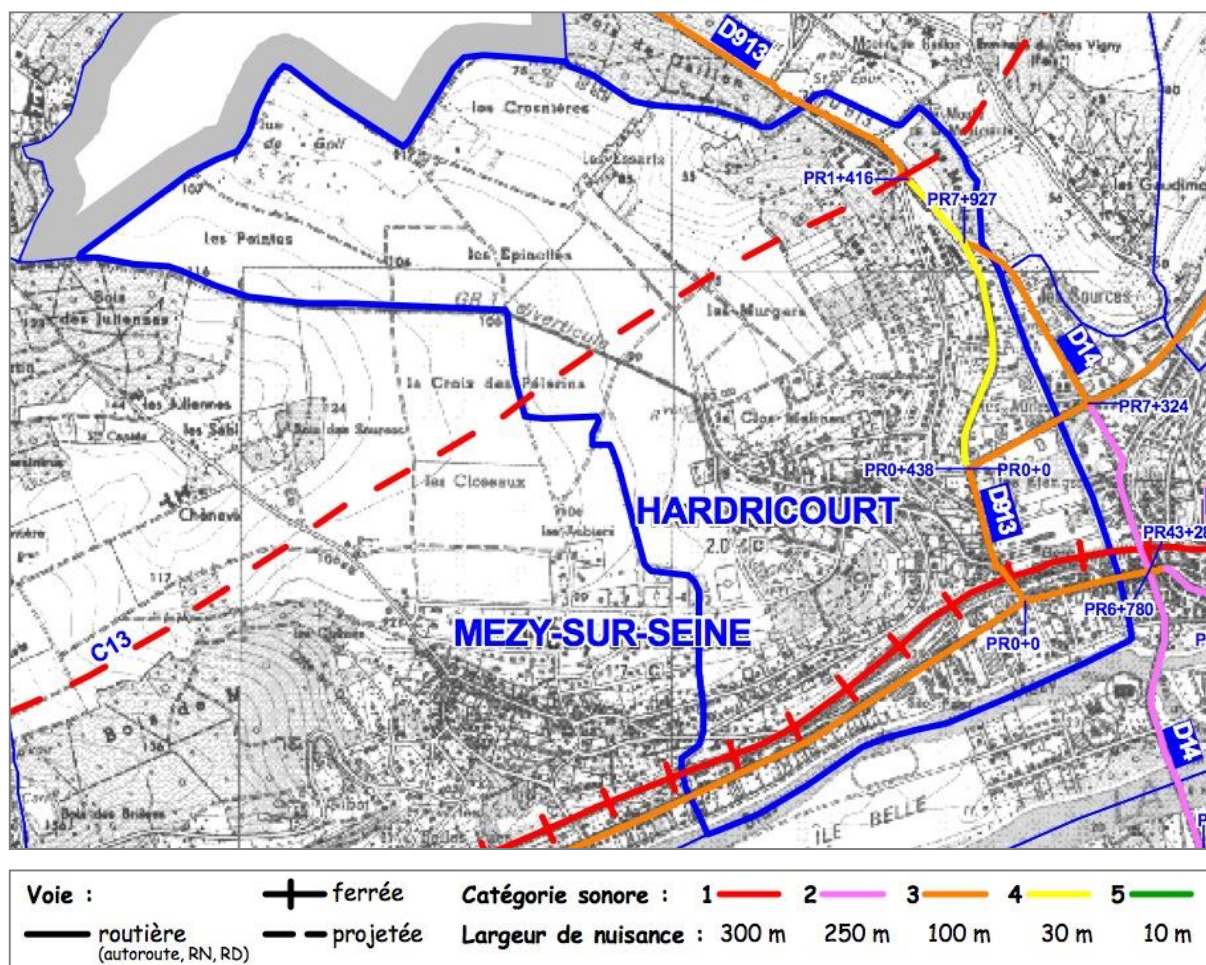
RD 14	Totalité	3	100 m	Tissu ouvert
RD 28	Totalité	3	100 m	Tissu ouvert
RD 190	Totalité	3	100 m	Tissu ouvert
RD 913	PR 0+000 (RD 190) PR 0+438 (RD 28)	3	100 m	Tissu ouvert
RD 913	PR 0+438 (RD 28) PR 1+416	4	30 m	Tissu ouvert
RD 913	PR 1+416 Limite Gaillon-sur-Montcient	3	100 m	Tissu ouvert

Tableau des voies ferrées

n° 334	Totalité	1	300 m	Tissu ouvert
--------	----------	---	-------	--------------

Tableau des voies en projet

C 13	Totalité	1	300 m	Tissu ouvert
------	----------	---	-------	--------------



Source : Carte du classement sonore des infrastructures de transports terrestres des Yvelines - DDT

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs. Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé par l'arrêté du 30 mai 1996.

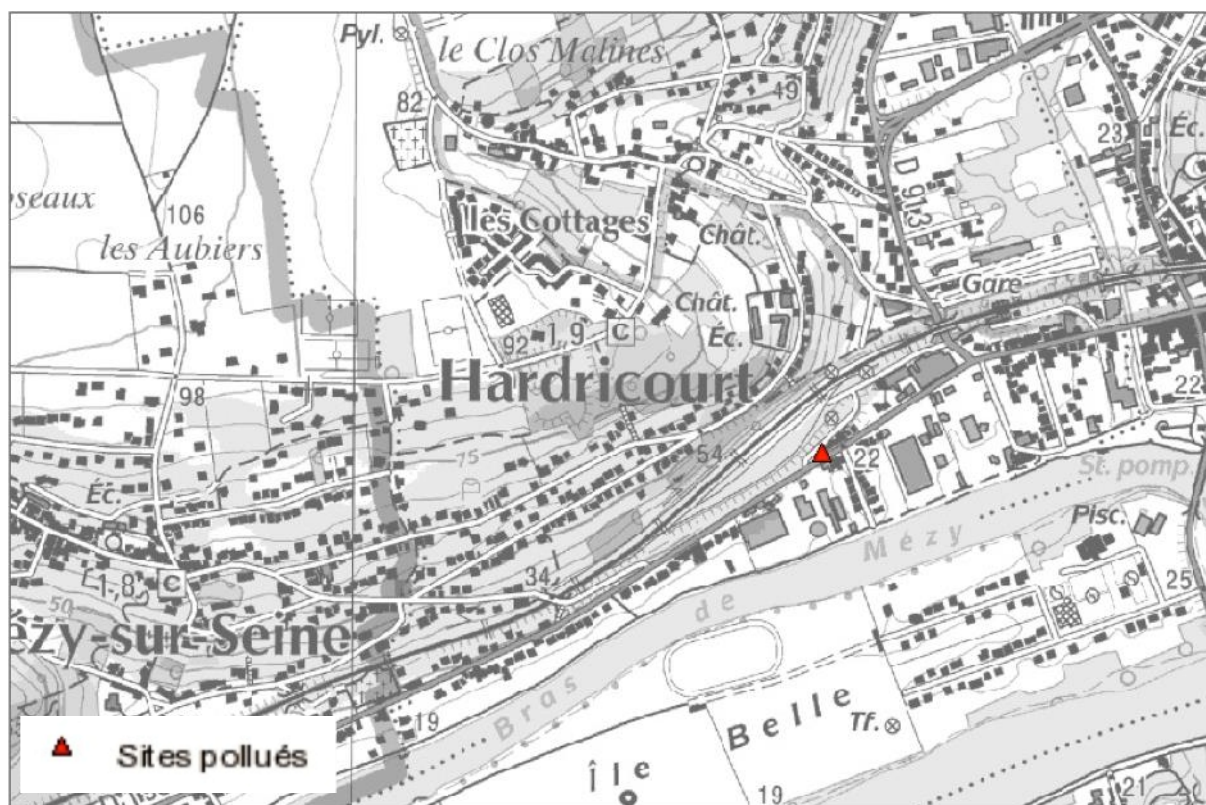
III – Les pollutions des sols

La France a été l'un des premiers pays européens à conduire des inventaires des sites pollués de façon systématique (premier inventaire en 1978). Les principaux objectifs de ces inventaires sont :

- recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement,
- conserver la mémoire de ces sites,
- fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

3.1. Le site BASOL

La base de données BASOL dresse l'inventaire des sites pollués par les activités industrielles appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif. Elle recense 3000 sites au niveau national. **Un site BASOL est identifié à Hardricourt.**



Source : Infoterre - BRGM

Les données ci-dessous proviennent de la base de données BASOL sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués.

3.1.1. Description du site

Les terrains et bâtiments, situés 9 ter boulevard Michelet, sont la propriété de la société commerciale immobilière IMH. Ces terrains ont été occupés jusqu'en 1999 par la société Chantiers Meulan-Hardricourt, qui y exerçait notamment les activités de stockage et de distribution de produits pétroliers et l'activité de dépôt de houille et de bois. La déclaration de cessation d'activité a été déposée à la Préfecture en février 1999.

Du point de vue hydraulique, le site est situé au Sud du périmètre de protection des puits de captage de Meulan et au Nord-Est du périmètre de protection des puits de captage d'Aubergenville situés sur l'autre rive de la Seine.

Au droit du site, la nappe d'accompagnement de la Seine apparaît à une profondeur comprise entre 4 m (côté Seine) et 7m (côté boulevard Michelet). Les écoulements de la nappe varient du sens Sud-Est vers le Nord Ouest (sens d'écoulement privilégié) et du Nord Est vers le Sud Ouest.

3.1.2. Description qualitative du site

La première campagne d'investigations (1997) a révélé la présence d'hydrocarbures dans le sol et dans la nappe. Le diagnostic complémentaire (1999) a révélé l'extension de la pollution aux terrains accueillant l'entrepôt de la chocolaterie Barry – Callebaut. Les expertises réalisées sur les cuves à simple paroi ont confirmé le percement de plusieurs d'entre elles.

→ Les données relatives à l'état des sols

Les terres souillées ont été excavées en 1999 puis stockées sur le site. Deux fouilles ont ainsi été créées correspondant aux anciennes emprises des 9 cuves de stockage de fuel et aux 4 cuves de stockage de carburant. Ces fouilles sont restées ouvertes jusqu'en 2003, période à laquelle l'exploitant a engagé les investigations complémentaires en fond de fouille et sur les flancs des fouilles prescrites par l'arrêté préfectoral.

L'exploitant a procédé à l'évacuation des terres (environ 3700 t) dont les analyses ont révélé une concentration en hydrocarbures supérieure à 2500 mg/kg MS.

Les mesures réalisées après les travaux d'excavation et de dépollution ont montré des concentrations en hydrocarbures encore supérieures à 2500 mg/kg MS. Les terrains correspondants n'ont pas pu être excavés du fait de la proximité de l'assise de bâtiments ou de la présence de la nappe souterraine.

→ Les données relatives aux gaz dans les sols

En 2002 et 2003, l'exploitant a procédé à la détection des gaz dans les sols :

- en 2002, les valeurs mesurées étaient inférieures aux limites de détection,
- en 2003, les plus fortes valeurs mesurées lors des travaux de manipulation des terres au voisinage de la fouille des 9 cuves de stockage de fuel ont atteint 1000 ppm (pour information, la limite de détection est de l'ordre de 1ppm).

→ Les données relatives à l'état de la nappe souterraine

Les campagnes d'analyses conduites en 2003 ont mis en évidence la présence d'hydrocarbures flottants au droit du piézomètre PZ1.

→ Les évaluations des risques réalisées par l'exploitant

L'exploitant a justifié la suffisance des dispositions prises en matière de dépollution des sols et des eaux souterraines, compte tenu de leur usage actuel.

L'arrêté préfectoral du 14 février 2005 prescrit la poursuite de la surveillance des eaux souterraines. Des propositions de restrictions d'usage des sols ont été demandées à l'exploitant, compte tenu des hypothèses et conclusions des études remises. Les résultats de la campagne de surveillance d'août 2007 indiquaient une pollution résiduelle notable sur un piézomètre extérieur notamment en hydrocarbures et benzène, et un maintien de concentrations en hydrocarbures élevées voire en hausse au Nord Ouest du site CMH.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2008, il a été fixé à Caldeo de proposer un dispositif de confinement de la pollution au droit du site, mener les investigations nécessaires afin d'expliquer l'augmentation des teneurs en hydrocarbures et en benzène dans les eaux souterraines, fournir un plan de gestion de la pollution résiduelle et de proposer une nouvelle rédaction des restrictions d'usage qui s'imposent.

CALDEO a fourni en 2009 un bilan quinquennal du suivi de la qualité de la nappe, un rapport relatif à l'étude de vulnérabilité, une enquête de voisinage, un rapport du diagnostic complémentaire de sol, un rapport sur la campagne de prélèvement de gaz de sol effectuée.

Sur la base des données actualisées de la qualité des sols et de la nappe au droit du site, CALDEO a fourni en mai 2010 un plan de gestion de la pollution résiduelle ayant pour but de définir les mesures à mettre en œuvre pour maîtriser les sources de pollutions mises en évidence lors des dernières investigations complémentaires, et de définir les mesures de gestion de la pollution résiduelle, afin de rendre l'état du site compatible avec l'usage de type tertiaire envisagé. De plus, des investigations complémentaires sur la parcelle privée à l'Est du site sont nécessaires.

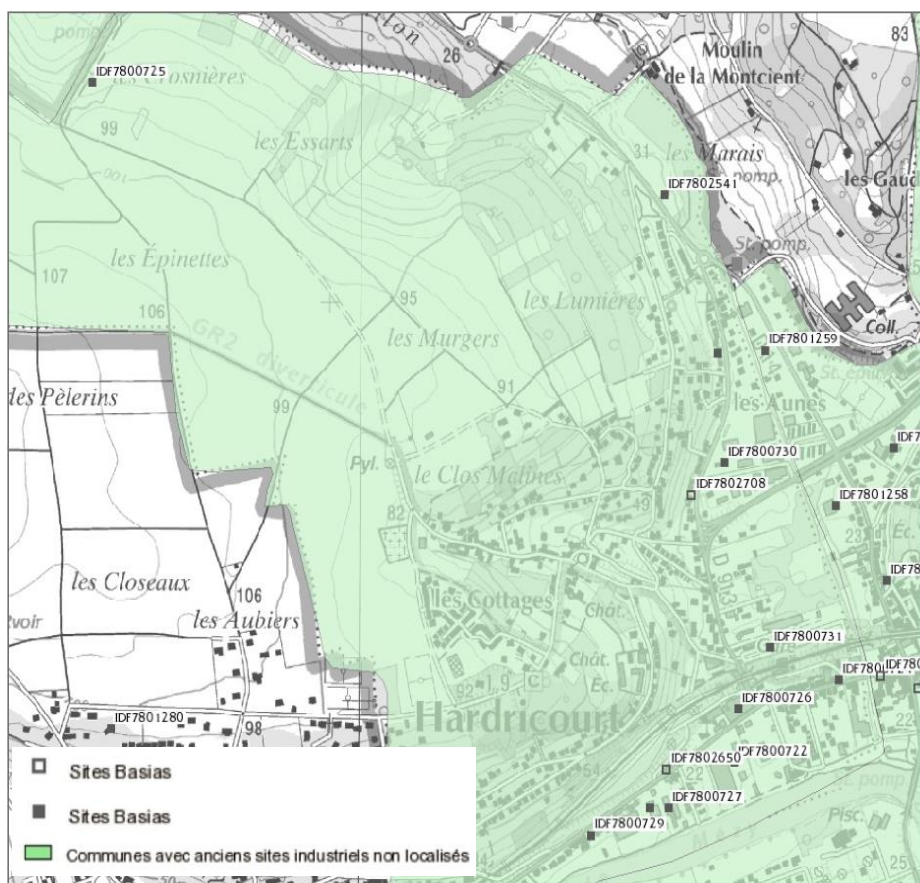
3.2. Les sites BASIAS

La création de la **base de données BASIAS** a accompagné la réalisation d'inventaires historiques régionaux des sites industriels et activités de service, en activité ou non. Sa finalité est de conserver la mémoire de ces sites pour fournir des informations utiles à la planification urbaine et à la protection de la santé publique et de l'environnement.

La base de données BASIAS recense les sites industriels et de service en activité ou non, susceptibles d'être affectés par une pollution des sols. L'inscription d'un site dans la base de données BASIAS ne préjuge pas d'une pollution des sols. **Quinze sites sont répertoriés sur la commune par la base de données BASIAS.** Ils sont principalement localisés sur le boulevard Michelet et la rue du Vexin.

Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise(s) connue(s)	Dernière adresse	Code activité	Etat d'occupation du site
IDF7800723	Soc. ?	?	d35.2	Activité terminée
IDF7800724	SARL Laverie Pressing de la Gare	2 bd Carnot (RN 190)	s96.01	Activité terminée
IDF7800726	Société BARRY CALLEBAUT, anc. SA CACAO BARRY	2 bd Michelet	c10.7	En activité
IDF7800727	Société HUBERT FRERES	35 bd Michelet	g45.21b	En activité
IDF7800728	Coopérative agricole du Mantois et environs (Sté), ex Coopérative	37 bd Michelet	a01.6	En activité

	agricole des producteurs de céréales			
IDF7800729	Station service FINA	47 bd Michelet	g47.30z	Activité terminée
IDF7802650	Louvel Chauffage, anc. Chantiers de Meulan-Hardricourt	9 ter bd Michelet	f42.2, v89.03z	En activité et partiellement en friche
IDF7800722	Société des Chantiers de Meulan-Hardricourt	9 ter bd Michelet	v89.03z	En activité
IDF7800725	Commune d'Hardricourt	CV 2, de Oinville	b08.11z, e38.11z	Activité terminée
IDF7802541	SA ELF Antar France	54 rue du Vexin	g47.30z	En activité
IDF7802708	Intermarché	60 rue du Vexin	g47.30z	En activité
IDF7800732	Soc.?	63 rue du Vexin	e38.31z	Activité terminée
IDF7800731	SARL Mauguin Père et fils	6 rue du Vexin	v89.03z	Activité terminée
IDF7802707	Société SOCETI	8 rue du Vexin	c25.9	En activité
IDF7800730	SARL Mauguin Père et fils	rue du Vexin, RN313	v89.03z	Activité terminée



Source : Infoterre – BRGM

IV – La gestion des déchets

La commune d'Hardricourt est rattachée au Syndicat Mixte de Ramassage et de Traitement des Ordures Ménagères (SMIRTOM) du Vexin, qui assure la gestion des déchets ménagers des habitants des 89 communes du Val d'Oise et des Yvelines qui lui sont rattachées (90 000 habitants).

Le SMIRTOM a été créé en 1953 pour le ramassage des ordures ménagères. Il regroupait alors 5 communes et portait le nom de SIROM (syndicat intercommunal de ramassage des ordures ménagères). En 1998, le syndicat a étendu ses compétences au traitement des déchets ménagers et a pris le nom de SMIRTOM du Vexin.

L'organisation de la collecte des déchets est identique pour toutes les communes du SMIRTOM du Vexin depuis 2004 :

- la collecte des déchets ménagers s'effectue avec des bennes bi-flux :
 - une fois par semaine pour les ordures ménagères (en sac ou en bac, à la charge des riverains), et le verre (en bac fourni par le SMIRTOM),
 - une fois par semaine pour les emballages (en bac fourni par le SMIRTOM), et les journaux / magazines (en bac fourni par le SMIRTOM),
- la collecte des encombrants a lieu trois fois par an.

En fonctionnement depuis décembre 2004, les déchets issus de la collecte sélective des communes rattachées au SMIRTOM convergent vers le Centre de Tri de Vigny.

Les encombrants collectés en porte à porte sont dirigés sur le centre de valorisation de Porcheville. Seule la part non valorisable des encombrants va au Centre d'Enfouissement de Brueil-en-Vexin.

Cinq déchetteries sont présentes sur le territoire du SMIRTOM du Vexin. La commune d'Hardricourt dépend de la déchetterie de Vigny.

Sur les déchetteries du SMIRTOM, peuvent être déposés le bois, les déchets verts, la ferraille, le carton, le tout-venant, les gravats/déchets inertes, les Déchets Ménagers Spéciaux (DMS), les batteries et les huiles minérales.

En juin 2007, une convention a été signée avec l'organisme coordonateur OCAD3E, ainsi qu'avec les éco-organismes partenaires Ecologic et Recylum pour la collecte et la valorisation des Déchets d'Equipements Electrique et Electronique (DEEE).